



# CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

## Décembre 2024 - n°28

- La Russie a-t-elle réussi à contourner la dissuasion nucléaire, et va-t-elle être la première à employer une arme nucléaire tactique ? (page 3)
- Chronologie de l'escalade française contre la Russie depuis le 26 février 2024 (page 14)
- Sébastien Lecornu : « Vers la guerre ? » (page 36)
- François Bayrou, Premier ministre fantôme d'un pays en crise (page 42)
- Gaza, Liban, Syrie... l'effondrement de « l'axe de la Résistance » (page 48)
- Quelques documents quant aux réactions à la chute du régime syrien (page 63)
- Présentation du panarabisme et de son échec (page 69)
- Palestine et course au pétrole (1948) (page 76)
- Coups d'État en Syrie et pétrole (1949) (page 82)
- La stratégie expansionniste de la Turquie semi-bureaucratique semi-capitaliste et la promotion de son idéologie islamo-nationaliste (page 87)
- Les narcotrafics comme expression du cannibalisme social dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme (page 94)

# éditorial

Le Néerlandais Mark Rutte est le secrétaire général de l'Otan depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2024. Il a tenu son premier long discours le 12 décembre 2024 et il dit notamment la chose suivante.

*« En moyenne, les pays européens dépensent facilement jusqu'à un quart de leur revenu national pour les pensions, la santé et les systèmes de sécurité sociale.*

*Nous avons besoin d'une petite fraction de cet argent pour renforcer notre défense et préserver notre mode de vie. Donner la priorité à la défense exige un leadership politique. Cela peut être difficile et risqué à court terme, mais c'est absolument essentiel à long terme. »*

*« N'oublions pas qu'en Europe, nous représentons 10 % de la population mondiale et que nous consacrons 50 % des dépenses mondiales à la sécurité sociale. En ce sens, je pense que nous avons une certaine marge de manœuvre. »*

Cela dit tout. Si on résume ce qu'il dit, cela donne la chose suivante. Les pays occidentaux ont installé une société de consommation, où la paix sociale règne depuis cinquante ans. Cependant, l'hégémonie occidentale est remise en cause. Il faut donc être offensif. Et comme la société de consommation est bien installée, il ne faudrait pas vraiment s'attendre à des ruptures internes si on abaisse un peu le niveau de vie des masses : il y aurait une grande marge de manœuvre.

Cette orientation s'accompagne, comme on peut l'observer, du refus absolu de faire autre chose qu'une armée de métier dans chaque pays. La guerre doit rester une activité « parallèle » au calme qui doit régner dans les métropoles impérialistes.

Il y a également le refus de politiser ; ce n'est pas comme au moment de la guerre froide. Il y a un bourrage de crâne insidieux, un story-telling opérant comme un bruit de fond, une guerre psychologique active chaque jour, chaque semaine, chaque mois, mais sans jamais froisser ou inquiéter outre-mesure.

Les masses sont censées dormir, restées endormies. Eh bien, nous, nous ne pensons pas que ce sera le cas. Il y a aura une rupture, parce que les luttes de classes ont trop de tradition en Belgique et en France, parce que la crise générale du capitalisme trop profonde. Parce que par définition, le capitalisme ne « pense » pas et ne peut pas « s'organiser ».

Nous en sommes certains : ou la révolution empêche la guerre impérialiste, ou la guerre impérialiste provoquera la révolution. Jamais les choses ne resteront telles qu'elles sont au bout de cette séquence.

Nous vous appelons à consulter, en Belgique et en France, les sites [vivelemaoisme.org](http://vivelemaoisme.org) et [materialisme-dialectique.com](http://materialisme-dialectique.com). ■

# **La Russie a-t-elle réussi à contourner la dissuasion nucléaire, et va-t-elle être la première à employer une arme nucléaire tactique ?**

La Russie a modifié sa doctrine de l'emploi de l'arme atomique, et ce n'est pas dû simplement à la situation militaire dans le conflit armé l'opposant au régime ukrainien soutenu par l'Otan. On est ici dans un redéploiement stratégique, qui correspond au rapport étroit de la Russie avec la Chine.

Il faut absolument comprendre cette question, car ce qui est en jeu, c'est l'emploi d'une arme nucléaire tactique. Son emploi apparaît, en fait, comme relativement inéluctable.

## **La quête du contournement de la destruction mutuelle assurée**

Dans un ancien numéro de *Crise*, il était expliqué que les grandes puissances cherchaient à contourner le principe de la « destruction mutuelle assurée », car il fallait bien parvenir à une expansion, d'une manière ou d'une autre, sans pour autant déboucher immédiatement sur un conflit nucléaire généralisé.

L'article se trouve dans le numéro 18, datant de février 2022 ; son titre est « Les stratégies impérialistes de contournement de l'équilibre de la terreur à l'époque de la seconde crise générale du capitalisme : l'asphyxie comme approche de la superpuissance américaine, le délitement comme approche sino-russe ».

L'article a été publié juste avant le début du conflit armé en Ukraine, mais il était déjà annoncé depuis plusieurs mois dans *Crise* que cela se produirait immanquablement, de par les contradictions existantes.

Citons ici un passage sur la destruction mutuelle assurée.

« Il n'est guère possible de contourner le MAD à moins de disposer d'une supériorité technique tellement avancée qu'elle submerge l'adversaire. Les superpuissances ont bien entendu tout essayé en ce sens, mais leurs tentatives ont toutes échoué. L'idée de base, la plus élémentaire, est de pilonner de manière si massive que l'ennemi n'a pas le temps de réagir.

Le plan « Half Moon » de la superpuissance américaine visait en 1948 à lancer des bombes atomiques massivement sur 70 cibles soviétiques, vitrifiant 28 millions d'habitants. L'URSS n'avait alors pas l'arme atomique, qu'elle posséda en 1949. Mais au-delà de la question de l'arme ce qui est en jeu c'est bien entendu aussi voire surtout la capacité à faire accepter à l'opinion publique une telle offensive.

Avec le MAD, le principe de pilonner massivement se maintint, mais en raison de la réaction totale qu'implique le MAD et de l'équilibre technologique régnant, ce n'était pas possible, à moins de trouver des missiles qui aillent si vite et qui contournent tellement les défenses que l'adversaire n'ait aucunement le temps de réagir. »

Citons ici un passage sur la quête de contournement de cette destruction mutuelle assurée.

« Les impérialistes sont coincés, parce qu'ils aimeraient prolonger certaines situations, en profiter pour « déborder » militairement, mais ils ne le peuvent pas. Il a fallu trouver une parade. C'est là qu'il faut étudier l'asphyxie comme approche de la superpuissance américaine, le délitement comme approche sino-russe. »

Tel est le problème : comment avancer en termes d'expansion si un conflit lancé peut déboucher sur une guerre nucléaire devenant forcément généralisée ?

L'article dit que chaque camp a son approche. La superpuissance impérialiste américaine et l'Otan cherchent à profiter de leur suprématie militaire, économique, financière, culturelle... pour asphyxier.

On peut considérer que l'effondrement en douze jours de la Syrie en décembre 2024 est une expression d'une telle asphyxie. Le pays était sous embargo occidental, une opposition armée majeure existait au Nord soutenue par la Turquie, une partie du pays était géré par les forces armées kurdes directement soutenu par l'armée américaine, l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis ont fait miroiter une ré-intégration internationale.

Du côté de la Chine et de la Russie, on vise le délitement. Comme le dit l'article,

« Il s'agit de provoquer des fissures, des failles, de systématiser les petits chocs, afin que soient provoquées des situations qui échappent à l'ordre impérialiste dominant dans sa substance et empêche l'équilibre de la terreur de s'imposer. »

Un exemple, idiot mais pas tant que ça, est le soutien russe aux « gilets jaunes » en France, notamment au moyen d'un média comme RT. Il s'agit de faire caisse de résonance à ce qui est contestation, remise en cause, troubles, etc.

## **La situation a changé : la possibilité de l'emploi d'une arme tactique**

Les pratiques de contournement – asphyxie ou délitement - prennent un nouveau sens avec l'escalade militaire en Ukraine. C'est Emmanuel Macron qui a ouvert ici une nouvelle période historique, le 26 février 2024, en affirmant qu'était possible un envoi français de troupes au sol pour soutenir l'armée ukrainienne.

C'était là ouvrir la boîte de Pandore de l'intervention occidentale en termes militaires, chose qui va bien plus loin que la fourniture d'armements et d'informations.

Le second moment a été l'autorisation donnée par la superpuissance impérialiste américaine de mener des frappes en profondeur en Russie, au moyen de missiles américains. Le Royaume-Uni est sur la même ligne, la France ne le dit pas mais c'est le cas, seule l'Allemagne refuse encore.



*Le missile balistique intercontinental russe RS-24 Iars*

C'est que l'emploi de tels missiles exige un calibrage, qui par définition ne peut être réalisé que par des experts formés dans les pays qui les ont fabriqués.

Cela veut dire qu'un missile américain envoyé en profondeur en Russie a forcément été paramétré par des cadres militaires américains. C'est pareil pour les Britanniques et les Français. Cela fait forcément passer un cap dans la belligérance.

Le troisième moment, cela fut la « rumeur » selon laquelle le régime ukrainien pourrait mettre en place une arme atomique. Cette rumeur d'octobre 2024 a amené le président ukrainien Volodymyr Zelensky à souligner que l'Ukraine n'envisageait pas de produire des armes nucléaires.



*Timbre russe de 2009 célébrant les cinquantième anniversaire des forces stratégiques dans le domaine de l'arme atomique*

Cette hypothèse d'une éventuelle fabrication est indéniablement due aux factions ultras si puissantes en Ukraine, et qui sont confrontées aux graves revers sur le front, la Russie commençant à l'emporter.

Le quatrième moment, ce fut l'emploi du missile « Oreshnik » par la Russie, le 21 novembre 2024, contre une usine d'armement à Dnipropetrovsk (devenu « Dnipro » en raison de la loi ukrainienne sur la « décommunisation »).

En pratique, c'est un missile balistique intercontinental capable de transporter plusieurs ogives nucléaires, remplacées cette fois-ci par un armement conventionnel.

La Russie a modifié le missile pour qu'il soit de moyenne portée, mais cela ne change rien à la nature de « l'avertissement » à l'encontre des pays occidentaux. Il y a ici une démonstration de la capacité à « appuyer sur le bouton », sans ambiguïté : un tel missile coûte très cher pour un résultat qui n'a rien de spécial comparé aux missiles classiques.

Le paradoxe qu'on affronte alors fin 2024, c'est qu'on retombe alors à la case départ. La Russie, en affrontant l'Ukraine, qui n'est pas membre de l'Otan, ne provoque en théorie pas une situation où il y a un risque de destruction mutuelle assurée.

Et pourtant, la problématique est apparue de nouveau, poussée par les contradictions à tous les niveaux de ce qui est, somme toute, l'affrontement pour l'hégémonie mondiale entre les superpuissances impérialistes américaine et chinoise.

## **La modification de la doctrine russe de l'armement atomique**

Le 19 novembre 2024, le président russe Vladimir Poutine a annoncé la modification de la doctrine russe concernant l'emploi de l'arme atomique. Ce n'était pas une surprise : il avait déjà affirmé le 25 septembre 2024, dans le cadre d'une réunion du Conseil russe de Sécurité, que de par « l'évolution de la situation militaire et politique actuelle », il s'agissait désormais « d'adapter en conséquence les dispositions du document de planification stratégique aux réalités actuelles ».

C'était néanmoins plus un avertissement qu'autre chose ; dans les faits, le changement de doctrine en novembre a été annoncé dans la foulée de l'emploi par l'armée ukrainienne de missiles américains à longue portée (les missiles MGM-140 ATACMS). Le rapport à faire entre les deux événements est évident.

Quelles sont les modifications apportées ? Normalement, la Russie considérait que l'emploi d'une arme atomique répondait à la remise en cause même de son existence, remise en cause soit au moyen d'armes nucléaires, soit au moyen d'armes conventionnelles. Ce second point n'était pas formulé formellement dans la doctrine, mais il a toujours été considéré que c'était implicite.

Désormais, il y a trois nouveaux cas de figure :

- une attaque conjointe contre la Russie, par des moyens conventionnels d'envergure, de la part d'un « État non nucléaire, mais avec la participation ou le soutien d'un État nucléaire » ;
- une attaque aérienne massive (au moyens d'avions, drones, armes hypersoniques, missiles, etc.) ;
- une « menace critique à leur souveraineté et (ou) leur intégrité territoriale » concernant les États de l'Union (de la Biélorussie et de la Russie).



*Le système russe de missile balistique à courte portée ou moyenne portée 9K720 Iskander*

La doctrine nucléaire russe est également concernée par des thématiques nouvelles : une attaque provoquant des catastrophes environnementales, des exercices militaires à grande échelle aux frontières, une action provoquant la séparation d'une partie du territoire russe, de nouvelles coalitions visant la Russie.

Concernant ce dernier point, la doctrine précise maintenant que l'attaque par un membre d'une coalition sera considérée comme relevant de celle-ci dans son entièreté.

L'emploi du missile « Oreshnik » date, on l'aura compris, de deux jours après cette modification de la doctrine nucléaire russe.

Les pays occidentaux ont immédiatement considéré que tout cela relevait d'un vaste bluff, se moquant des avertissements du Kremlin depuis 2022, des « lignes rouges » posées sans que jamais il n'y ait rien, etc.

L'une des cibles des moqueries en particulier est Dmitri Medvedev, le Vice-président du Conseil de sécurité de Russie (le président étant Vladimir Poutine), ancien président et premier-ministre, et actuel président de « Russie unie », le parti au pouvoir. Dmitri Medvedev ne cesse, en effet, depuis 2022, de faire des commentaires à la fois provocateurs et en même temps plein d'avertissements concernant l'emploi de l'arme atomique.

En réalité, tout cela relève d'un contournement de la destruction mutuelle assurée, sur la base de l'escalade pour la désescalade.

### **Sergueï Karaganov interviewé par *Le Figaro***

Le 3 décembre 2024, *Le Figaro* publiait une interview de Sergueï Karaganov. C'est une surprise, car il est très largement inconnu du grand public : seuls les experts du monde russe, pour les questions de « géostratégie », en ont entendu parler.

C'est d'autant plus étonnant qu'en plus de laisser parler un Russe dans le plus grand média français, celui-ci tient des propos absolument explosifs. On aborde directement la question de l'emploi d'une arme nucléaire tactique, que Sergueï Karaganov appelle de ses vœux !

Avant de voir ce qu'il dit, regardons la présentation de celui-ci par le Figaro :

« Écouté au Kremlin, président d'honneur du très influent Conseil de politique étrangère et de défense (SVOP) qu'il a cofondé en 1992, Sergueï Karaganov est une figure clé de la pensée stratégique russe. »

Le Figaro avertit : il faut écouter ce qu'il a à dire. Et que dit Sergueï Karaganov ?

**« LE FIGARO. - *Que pensez-vous des changements apportés récemment par Vladimir Poutine à la doctrine nucléaire russe ?***

**Sergueï KARAGANOV.** - L'objectif de la politique de la Russie est d'abaisser le seuil d'utilisation des armes nucléaires et de barrer la route à une guerre nucléaire majeure.

Poutine a précisé que la Russie a le droit d'utiliser des armes nucléaires, y compris contre des puissances non-nucléaires qui mènent la guerre contre nous avec le soutien de puissances nucléaires. Il s'agit d'une innovation importante, mais il existe également d'autres changements. Je m'en félicite car cela fait plusieurs années que je plaide pour de tels changements (...).

La dissuasion nucléaire ne fonctionne plus. Il faut réintroduire un fusible nucléaire dans l'ensemble du système international et cela ne s'applique pas seulement aux relations entre la Russie et l'Occident.

***Vos propositions risquent de mener à une escalade...***

Oui, il est nécessaire de conduire à l'escalade. J'encourage la Russie à progresser sur l'échelle de l'escalade vers la dissuasion et l'intimidation.

Des pas ont déjà été faits en ce sens mais il faut aller plus loin pour dégriser tout d'abord nos voisins européens qui, de mon point de vue, ont perdu la raison.

Comme il y a cent ans, ils sont en train de pousser le monde vers une guerre mondiale tandis que les Américains misent cyniquement sur une guerre entre la Russie et l'Europe en espérant qu'un tel conflit épuise la Russie et dépouille en même temps l'Europe (...).

Toute attaque à grande échelle contre la Fédération de Russie, toute utilisation de la force armée contre ses citoyens, pourrait être à l'origine d'une frappe nucléaire.

Naturellement, la doctrine ne le dira pas comme cela. Mais je pense qu'elle devrait délier les bras de notre président pour lui permettre d'utiliser ces armes en cas d'attaque contre la Fédération de Russie et les citoyens russes, ainsi que contre nos alliés les plus proches, notamment la Biélorussie.

Le seuil doit être abaissé le plus possible.

Deuxièmement, nous devons modifier la doctrine pour que notre population soit préparée à une telle politique. Troisièmement, des changements sont nécessaires pour ajuster la production des forces de dissuasion, à la fois stratégique et non stratégique. »

Sergueï Karaganov est effectivement connu pour proposer cette ligne. Et ce qui est clair, c'est que Le Figaro n'est pas allé le chercher tout seul. Est-ce la Russie ou la France qui a demandé que son point de vue soit connu ?

Peu importe, voyons donc en détail sa lecture stratégique, ce qui va permettre d'éclairer la question de l'emploi d'une arme nucléaire tactique.

## **Sergueï Karaganov et la « Russie forteresse » tournée vers la Chine**

Sergueï Karaganov considère que les deux prochaines décennies vont être celles de grands bouleversements. Il faut donc une « Russie forteresse ».

Ce que cela veut concrètement dire, c'est qu'elle soit auto-suffisante à tous les niveaux – ce qui n'est pas, selon lui, l'autarcie. Il s'agit simplement d'éviter tout alignement sur une « échelle de valeurs » qui a été posée en-dehors de la Russie, car cela implique son encadrement, sa soumission.

Il s'agit également, à tout prix, de ne pas s'impliquer dans des conflits au niveau mondial. Cela paraît paradoxal avec l'intervention contre l'Ukraine, qu'approuve Sergueï Karaganov. Mais c'est là une question de sécurité et de profondeur stratégique, car en pratique l'Ukraine est un simple fardeau, considère-t-il.

L'avenir, c'est pour lui la Sibérie, et tout se joue donc avec la Chine et les pays d'Asie centrale. Il dit ouvertement que la Russie doit être « sibérianisée », qu'il faut en finir avec l'Europe :

« Il aurait été préférable de terminer notre odyssee occidentale et européenne un siècle plus tôt. Aujourd'hui, il ne reste plus grand-chose d'utile à emprunter à l'Occident, même si de nombreux déchets s'y infiltrent.

Mais en achevant tardivement le voyage, nous conserverons la grande culture européenne qui est aujourd'hui rejetée par la mode post-européenne. Sans elle, nous n'aurions pas créé la plus grande littérature du monde. Et sans Dostoïevski, Pouchkine, Tolstoï, Gogol et Blok, nous ne serions pas devenus un grand pays et une grande nation. »

L'occident est de toutes façons condamné à être rejeté à une place bien moindre, de par les efforts de la majorité mondiale :

« L'Occident devrait être relocalisé à une place plus modeste, mais digne, dans le système mondial. Il n'est pas nécessaire de l'expulser : étant donné le vecteur de développement de l'Occident, il partira de lui-même. Mais il est nécessaire de dissuader fermement toute action d'arrière-garde de l'organisme encore puissant de l'Occident. Des relations normales peuvent être partiellement rétablies dans une vingtaine d'années. Mais elles ne sont pas une fin en soi. »

Cela s'accompagne d'un alignement total sur la Chine, qui va prendre une place essentielle dans le monde :

« Si la Russie reste forte (et nous devons nous battre pour cela), si la Chine reste un géant épris de paix et si leurs dirigeants et leurs peuples approfondissent leur amitié, ces deux pays deviendront le rempart de la paix et de la stabilité internationales. »

Quel rapport alors avec l'emploi de l'arme nucléaire tactique ?

C'est que justement, suivant cette perspective, la rupture avec l'Europe doit être consommée. Et la Russie suit déjà cette ligne, puisqu'elle rompt à tous les niveaux avec l'Europe, coupant les ponts, se définissant désormais comme asiatique.

Cela pose un énorme problème aux Russes, qui eux savent bien que ce n'est pas vrai, et que s'ils sont asiatiques, ils sont également européens. Mais la ligne dominante en Russie est celle du « grand départ » de l'Europe.

### **Sergueï Karaganov et la théorie de l'emploi de l'arme atomique pour l'éviter**

Tout cela amène à la stratégie de l'abaissement du seuil de l'emploi de l'arme atomique. Comme la dissuasion est devenue une abstraction, il faut la réinscrire dans la pratique – c'est l'escalade pour la désescalade.

Sergueï Karaganov est à ce titre le théoricien de la frappe justifiée contre les pays de l'Otan, et il est interdit pour lui de venir dans l'Union européenne à cause de ces propos d'ailleurs.

« La politique de la Russie devrait se fonder sur l'hypothèse que l'OTAN est un bloc hostile qui a prouvé son agressivité par sa politique antérieure et qui mène de facto une guerre contre la Russie. Par conséquent, toute frappe nucléaire sur l'OTAN, y compris préventive, est moralement et politiquement justifiée (...).

Je pense qu'il serait souhaitable de limiter la puissance des têtes nucléaires à 30-40 kilotonnes, par exemple, soit une bombe d'Hiroshima et demie ou deux, afin que les agresseurs potentiels et leurs populations comprennent ce à quoi ils sont confrontés (...).

Dieu a frappé Sodome et Gomorrhe, plongées dans l'abomination et la débauche, d'une pluie de feu. L'équivalent moderne : une frappe nucléaire limitée sur l'Europe. »

Tout cela est dit, bien entendu, au nom de l'optimisme :

« Si nous survivons aux deux prochaines décennies, si nous évitons un autre siècle de guerres, comme l'a été le vingtième siècle, en particulier sa première moitié, nos enfants et nos petits-enfants vivront dans un monde multicolore, multiculturel et beaucoup plus juste. »

C'est justement pour arriver à ce monde-là que l'emploi de l'arme nucléaire tactique, donc, prend son sens. Le principe est le suivant : la Russie pense qu'au long cours, elle est bien placée. Pour se couvrir, elle tourne le dos à l'occident.

En partant, elle ferme la porte, et la verrouille : cette porte, c'est l'Ukraine. L'arme nucléaire tactique, c'est pour verrouiller.

La propagande occidentale selon laquelle la Russie veut envahir l'Europe est, en plus d'être absurde car infaisable, d'autant plus erronée que ce n'est pas du tout l'optique russe.

La Russie sait bien qu'elle ne parviendrait pas à gérer un pays capitaliste développé conquis, et même l'Ukraine serait un cauchemar, alors que le pays est culturellement proche et dans une situation économique terriblement arriérée.

Gagner serait de toutes façons extrêmement difficile, même si en même temps la Russie, et en première ligne d'ailleurs Sergueï Karaganov, pense que jamais les États-Unis ne lanceront une arme atomique sur la Russie simplement pour défendre l'Europe.

L'arme nucléaire tactique ne viserait justement pas à ouvrir des portes pour avancer tactiquement vers l'ouest, mais à la fermer, pour aller stratégiquement vers l'est !

## L'emploi de l'arme nucléaire tactique apparaît comme inévitable

Le problème de fond de la Russie, c'est que les occidentaux considèrent que l'utilisation de l'arme atomique ne se fera pas, et que toutes les menaces russes sont du bluff. Comme les Russes sont des Russes, ils en ont trop fait à ce sujet pour que cela soit lisible du point de vue occidental, et le fil de la compréhension a été rompu.

Il apparaît donc que l'emploi de l'arme nucléaire tactique semble inévitable du point de vue russe. Il ne s'agit pas de l'utiliser pour avancer sur le champ de bataille, et il ne s'agira pas non plus réellement de faire face à une menace immédiate de grande ampleur.

Cela sera utilisé comme moyen de geler une situation, non pas sur le court terme, mais dans une perspective stratégique. Logiquement, cela se produira au moment maximum de la poussée russe en Ukraine, lorsque la Russie considèrera qu'elle n'est pas en mesure d'aller plus loin sans des dommages irréparables.

L'utilisation d'une telle arme finira les hostilités sur le champ, elle gèlera tout. En même temps, on se doute qu'il faut arriver à une tension énorme pour arriver jusque-là.

C'est là tout le paradoxe du contournement de la destruction mutuelle assurée. En fait, c'est assez simple si on regarde les choses ainsi : l'arme nucléaire a perdu sa nature stratégique, alors elle acquiert une portée tactique, qui reste à « découvrir ».

C'était en fait déjà le cas à Hiroshima et Nagasaki. Seulement, à l'époque, cela n'avait pas été compris, pour deux raisons :



*Le RT-2PM2 Topol-M, un missile balistique intercontinental hypersonique transportable par route pour être à l'abri d'une attaque préventive et lancé de n'importe où*

- le Japon a capitulé, donc il a été attribué une valeur stratégique à l'arme nucléaire ;
- l'arme nucléaire employée alors équivaut à une version « tactique » aujourd'hui, mais à l'époque c'était le maximum possible et cela a été interprété comme une arme « stratégique » (les armes nucléaires de 1945 étaient de 20 kilotonnes, aujourd'hui c'est 100, 300 kilotonnes).

Il ne faut pas aller jusqu'à dire que l'arme nucléaire tactique est à mettre sur le même plan que les drones, néanmoins cela va dans le même sens. Cela devient un outil nécessaire pour les affrontements modernes. C'est en quelque sorte le déséquilibre de la terreur de la première partie du 21<sup>e</sup> siècle, par opposition à l'équilibre de la terreur de la seconde partie du 20<sup>e</sup> siècle. ■

**Le 21 novembre 2024, à l'occasion du lancement du missile « Oreshnik » sur une usine militaire de Dnipropetrovsk, le président russe Vladimir Poutine est intervenu à la télévision dans la soirée pour tenir un discours. Ce dernier est ici reproduit.**

\*\*\*

Je voudrais informer le personnel des forces armées de la Fédération de Russie, les citoyens de notre pays, nos amis dans le monde entier et ceux qui continuent à se faire des illusions sur la possibilité d'infliger une défaite stratégique à la Russie des événements qui se déroulent aujourd'hui dans la zone où se déroule l'opération militaire spéciale, à savoir [la situation] après l'utilisation d'armes de longue portée fabriquées par l'Occident sur notre territoire.

Poursuivant l'escalade du conflit en Ukraine provoquée par l'Occident, les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN ont déjà annoncé qu'ils autorisaient l'utilisation de leurs systèmes d'armes de précision à longue portée sur le territoire de la Fédération de Russie.

Les experts savent bien, et la partie russe l'a souligné à plusieurs reprises, qu'il est impossible d'utiliser de telles armes sans l'implication directe de spécialistes militaires des pays qui les produisent.

Le 19 novembre, six missiles opérationnels-tactiques ATACMS de fabrication américaine et, le 21 novembre, au cours d'une attaque combinée de missiles, des systèmes Storm Shadow de fabrication britannique et HIMARS de fabrication américaine ont frappé des installations militaires sur le territoire de la Fédération de Russie – dans les régions de Briansk et de Koursk.

À partir de ce moment, comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, le conflit régional en Ukraine provoqué par l'Occident a pris une dimension mondiale.

Nos systèmes de défense aérienne ont repoussé ces attaques. Par conséquent, les objectifs manifestement fixés par l'ennemi n'ont pas été atteints.

Une fois de plus, je tiens à souligner en particulier que l'utilisation de telles armes par l'ennemi n'est pas en mesure d'affecter le déroulement des opérations de combat dans la zone d'opération militaire spéciale.

Nos troupes progressent avec succès sur toute la ligne de contact. Toutes les tâches que nous nous sommes fixées seront accomplies.

En réponse à l'utilisation d'armes à longue portée américaines et britanniques, les forces armées russes ont lancé, le 21 novembre dernier, une frappe combinée sur l'une des installations du complexe défense-industrie ukrainien.

Dans des conditions de combat, elles ont également testé l'un des plus récents systèmes de missiles russes à moyenne portée, en l'occurrence un missile balistique à configuration hypersonique non nucléaire.

Nos ingénieurs en missiles l'ont baptisé « Oreshnik ». Les essais ont été couronnés de succès et l'objectif du lancement a été atteint. Sur le territoire ukrainien, dans la ville de Dniepropetrovsk, l'un des complexes industriels les plus importants et les plus connus depuis l'époque de l'Union soviétique, qui produit encore aujourd'hui des équipements de missiles et d'autres armes, a été touché.

Nous développons des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée en réponse aux projets des États-Unis de produire et de déployer des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée en Europe et dans la région Asie-Pacifique.

Nous pensons que les États-Unis ont commis une erreur en mettant unilatéralement fin au traité sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée en 2019 sous des prétextes fallacieux.

Aujourd'hui, les États-Unis ne se contentent pas de produire de tels équipements, mais, comme nous pouvons le constater, ils ont réglé les questions liées au déploiement de leurs systèmes de missiles avancés dans différentes régions du monde, y compris en Europe, lors d'exercices d'entraînement pour leurs troupes. En outre, au cours de ces exercices, elles s'entraînent à les utiliser.

Permettez-moi de vous rappeler que la Russie s'est volontairement et unilatéralement engagée à ne pas déployer de missiles de moyenne et de courte portée tant que les armes américaines de ce type n'apparaîtront dans aucune région du monde.

Je le répète : nous procédons à des essais réels du système de missiles Oreshnik en réponse aux actions agressives des pays de l'OTAN à l'encontre de la Russie.

La question de la poursuite du déploiement de missiles à moyenne et courte portée sera décidée par nous en fonction des actions des États-Unis et de leurs satellites.

Nous déterminerons les cibles des nouveaux essais de nos derniers systèmes de missiles en fonction des menaces qui pèsent sur la sécurité de la Fédération de Russie.

Nous nous considérons autorisés à utiliser nos armes contre les installations militaires des pays qui autorisent l'utilisation de leurs armes contre les nôtres, et

en cas d'escalade des actions agressives, nous répondrons de la même manière décisive et en miroir.

Je recommande aux élites dirigeantes des pays qui envisagent d'utiliser leurs contingents militaires contre la Russie d'y réfléchir sérieusement.

Il va sans dire que lorsque nous choisirons, si nécessaire et à titre de mesure de rétorsion, des cibles à frapper par des systèmes tels que « Oreshnik » sur le territoire ukrainien, nous proposerons à l'avance aux civils et demanderons également aux citoyens des États amis qui se trouvent sur place de quitter les zones dangereuses.

Nous le ferons pour des raisons humanitaires, ouvertement, publiquement, sans craindre l'opposition de l'adversaire, qui reçoit également ces informations. Pourquoi aucune crainte ?

Parce qu'il n'existe aujourd'hui aucun moyen de contrer de telles armes. Les missiles attaquent des cibles à une vitesse de Mach 10, soit 2,5 à 3 kilomètres par seconde.

Les systèmes de défense aérienne actuellement disponibles dans le monde et les systèmes de défense antimissile créés par les Américains en Europe ne peuvent pas intercepter ces missiles, c'est impossible.

Je voudrais souligner une fois de plus que ce n'est pas la Russie, mais les États-Unis qui ont détruit le système de sécurité internationale et qui, en continuant à se battre et à s'accrocher à leur hégémonie, poussent le monde entier vers un conflit mondial.

Nous avons toujours préféré et sommes désormais prêts à résoudre tous les différends par des moyens pacifiques. Mais nous sommes également prêts à faire face à toute évolution des événements.

Si quelqu'un en doute encore, c'est en vain : il y aura toujours une réponse.

# CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

- La seconde crise générale du capitalisme (page 3)
- Quelques données éparses sur la crise jusqu'à la mi-mai 2020 (page 7)
- La crise générale du capitalisme et le sursaut de la civilisation (page 12)
- Crise du capitalisme et intensification de la productivité : le rôle des animaux dans la chute tendancielle du taux de profit (page 14)
- Karl Marx et la crise de surproduction (page 21)
- Remarques sur la surproduction de capital et la surproduction de marchandises (page 36)
- L'erreur d'Eugen Varga (page 40)
- L'erreur de Paul Boccara (page 47)
- A propos de la crise capitaliste en cours (page 55)

MAI 2020

1

# CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Les enseignements militaires  
du conflit armé en Ukraine

février 2023      Hors-Série



# CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

AVRIL 2024 - n°26

- Chronologie de l'escalade française depuis le 26 février 2024 (page 3)
- Le « Paris Defence and Strategy Forum » de l'Académie de Défense de l'École militaire : l'impérialisme français mobilise son armature intellectuelle pour la guerre européenne contre la Russie (page 7)
- L'entrée en scène de l'impérialisme français dans l'affrontement militaire à la suite du choix américain « isolationniste » (page 12)
- 2022-2024 : les préparatifs français de la guerre européenne contre la Russie (page 16)
- La guerre meurtrière en Europe est l'aboutissement inévitable du capitalisme européen meurtrier - 1914 (page 23)
- L'expansion du budget communautaire européen militaire et l'objectif de la France de se placer comme leader européen de la guerre à la Russie (page 28)
- La première guerre mondiale et ses enseignements (page 32)
- L'Union européenne, parcours du syndicat du capitalisme européen (page 55)
- Le capitalisme français et la guerre moderne (page 66)
- Sur l'alignement pratique de la COT sur l'OTAN (page 72)
- La France manœuvre pour mettre l'Arménie sous sa coupe au profit de l'Occident (page 76)

# Chronologie de l'escalade depuis le 26 février 2024

- cette chronologie est tirée du site [agauche.org](http://agauche.org)

**26 février 2024** : conférence à Paris de soutien au régime ukrainien, avec 27 pays représentés au plus haut niveau (la liste n'est pas rendue publique). Emmanuel Macron est le seul présent à la conférence de presse et explique que l'envoi de troupes au sol en Ukraine est une possibilité.

**29 février 2024** : le Parlement européen vote pratiquement à l'unanimité deux appels contre la Russie, celle-ci devant passer une étape de « désimpérialisation, décolonisation et refédéralisation ».

**7 mars 2024** : le président français Emmanuel Macron reçoit à l'Élysée les chefs des partis politiques ayant une représentation au Parlement, afin de parler de la question ukrainienne.

**8 mars 2024** : le ministre français des Armées Sébastien Lecornu annonce que des armements français seront directement produits en Ukraine. Il mentionne l'entreprise KNDS (qui produit des munitions, les canons Caesar et des véhicules militaires). Sont également concernés le producteur de véhicules Arquus et le fabricant de drones Delair.

**11 mars 2024** : l'institut suédois SIPRI fournit son rapport sur les ventes d'armes, où la France est le second exportateur mondial pour la période 2019-23.

**12 mars 2024** : l'Assemblée nationale vote en faveur de l'accord bilatéral franco-ukrainien (signé le 16 février 2024), par 372 voix pour, 101 abstentions et 99 voix contre.

**13 mars 2024** : le Sénat vote en faveur de l'accord bilatéral franco-ukrainien, par 293 voix pour, 11 abstentions, 22 contre.

**14 mars 2024** : le président français Emmanuel Macron accorde une interview au « 20 heures » des chaînes TF1 et France 2. Il y présente la Russie comme un « adversaire ».

*Le Monde* révèle des propos tenus par le président français Emmanuel Macron le 21 février 2024. « Emmanuel Macron trinque, un verre de whisky à la main. La nuit s'étire, ce 21 février, dans le salon des portraits, à l'Élysée. Le chef de l'État répond à ceux qui le félicitent pour son « beau discours » en l'honneur des résistants arméniens Missak et Mélinée Manouchian qu'il vient de faire entrer au Panthéon.

*Mais le président de la République est songeur. La situation en Ukraine, envahie par les troupes russes depuis deux ans maintenant, se dégrade. La guerre s'enlise. « De toute façon, dans l'année qui vient, je vais devoir envoyer des mecs à Odessa », lâche d'un air dégagé le chef de l'État devant une poignée d'invités. »*

**15 mars 2024** : réunion à Berlin du chancelier allemand Olaf Scholz, du premier ministre polonais Donald Tusk et du président français Emmanuel Macron, annonçant des mesures de soutiens militaires au régime ukrainien.

**16 mars 2024** : le quotidien *Le Parisien* publie une interview d'Emmanuel Macron effectuée lors de son retour de Berlin.

*« Peut-être qu'à un moment donné - je ne le souhaite pas, n'en prendrai pas l'initiative -, il faudra avoir des opérations sur le terrain, quelles qu'elles soient, pour contrer les forces russes. »*

**19 mars 2024** : le chef d'État-major de l'armée de Terre Pierre Schill explique dans une tribune dans le quotidien *Le Monde* que l'armée de terre « est prête » et disposée à prendre la tête d'un corps d'armée de coalition de 60 000 hommes, alors qu'en Russie le chef des services secrets extérieurs annonce l'envoi de 2000 soldats français en Ukraine, qui seront alors « une cible prioritaire et légitime pour les attaques des forces armées russes ».

**24 mars 2024** : dans le cadre de l'attentat islamiste à Moscou, l'État français remet Vigipirate à son plus haut niveau (« urgence attentat »), clairement une opération de propagande psychologique.

**26 mars 2024** : conférence de presse du ministre des Armées Sébastien Lecornu avec Emmanuel Chiva, délégué général pour l'armement, et Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées, où est annoncée la possible réquisition de l'industrie de l'armement pour renforcer la production, conformément à ce que permet désormais la loi de programmation militaire 2024-2030.

**28 mars 2024** : voyage secret jusqu'au dernier moment à Kiev de la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet, accompagnée d'une délégation du groupe parlementaire européen libéral *Renew Europe*, dont la présidente Valérie Hayer est également tête de liste pour la majorité présidentielle aux élections européennes; la première a souligné que « nous ne mettons pas de limite a priori à notre engagement » et que « rien n'est a priori exclu de ce qui pourrait se révéler nécessaire », la seconde a dit que le soutien français était « inébranlable », « aussi longtemps qu'il faudra », « quoi qu'il en coûte ».

**30 mars 2024** : Anne Hidalgo, maire de Paris, se rend à Kiev où elle affirme que « Je veux dire aux athlètes russes et aux (athlètes) biélorusses qu'ils ne sont pas les bienvenus à Paris et dire aux athlètes ukrainiens et à l'ensemble du peuple ukrainien que nous les soutenons de façon très active, très forte ».

Le Premier ministre polonais Donald Tusk affirme lors d'une interview à la presse occidentale que « *Cela semble dévastateur, surtout pour la jeune génération, mais nous devons nous habituer au fait qu'une nouvelle ère a commencé: l'ère de l'avant-guerre. Je n'exagère pas* » et que « *Le plus inquiétant en ce moment est qu'absolument tous les scénarios sont possibles* ».

**31 mars 2024** : dans une interview au quotidien *La Tribune*, le ministre des armées Sébastien Lecornu annonce que la France allait fournir au régime ukrainien un nouveau lot de missiles Aster 30 et des centaines de véhicules de l'avant blindé.

**1er avril 2024** : le ministre des Affaires étrangères Stéphane Séjourné se rend à Pékin, rencontrant son homologue Wang Yi et le Premier ministre Li Qiang, et demande que la Chine cesse son soutien à la Russie (« *Nous attendons de la Chine qu'elle passe des messages très clairs à la Russie* ») afin que s'établisse un « rapport de force favorable à l'Ukraine ».

**2 avril 2024** : le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken se rend, visitant l'usine Nexter avec le ministre des Armées Sébastien Lecornu, faisant une conférence de presse avec le ministre des Affaires étrangères Stéphane Séjourné, rencontrant finalement le président Emmanuel Macron.

**3 avril 2024** : le Chef d'état major de l'armée de terre Pierre Schill explique lors d'un long entretien sur France culture que l'intention d'Emmanuel Macron « *est la perspective de franchir une marche supplémentaire dans l'aide à l'Ukraine* ».

Le ministre français des Armées Sébastien Lecornu s'entretient au téléphone avec son homologue russe Sergueï Choïgou pour la première fois depuis octobre 2022, et souligne que la France « continuera de soutenir l'Ukraine aussi longtemps et aussi intensément que nécessaire ».

**4 avril 2024** : à la suite de l'entretien téléphonique de la veille, la Russie affirme espérer que la France n'a rien à voir avec l'attentat islamiste à Moscou, ce qui amène le président français Emmanuel Macron à dénoncer des commentaires « baroques et menaçants ».

**5 avril 2024** : la tête de liste PCF pour les Européennes, Léon Deffontaines, est interviewé par France Info où il affirme que « Moi, je suis favorable, et on l'a toujours dit, à aider les Ukrainiens militairement, à se défendre, et il faut regarder bien sûr les besoins qu'ils ont, et il faut qu'on regarde bien évidemment en fonction des besoins du front ukrainien. Il faut cesser à tout prix, à tout prix, que les Russes continuent d'avancer ».

**8 avril 2024** : le ministre français des Affaires étrangères Stéphane Séjourné, depuis Abidjan, affirme qu'une rupture de contact avec la Russie est nécessaire.

Il prend pour prétexte de dénoncer les comptes rendus russes des discussions qui seraient mensongers. Il explique qu'il n'y aura pas de retour à la normale avant une évolution sur le terrain militaire pour l'Ukraine.

**11 avril 2024** : Emmanuel Macron pose la première pierre d'une usine de poudre pour obus à Bergerac. « Nous sommes partis durablement pour nous installer dans un changement géopolitique, géostratégique où les industries de défense vont avoir un rôle croissant. »

**12 avril 2024** : la Russie convoque l'ambassadeur français ; le ministre des Armées Sébastien Lecornu affirme vouloir « moderniser » le recensement des jeunes, afin d'être en mesure d'identifier les compétences et dans une perspective de « remilitariser » la Journée défense et citoyenneté ; Sébastien Lecornu dans une interview à Ouest France parle de guerre à venir et annonce que des pilotes ukrainiens sont entraînés en France ; un pseudo sondage du CEVIPOF et de l'IRSEM annonce qu'un jeune sur deux est prêt à s'engager dans l'armée française pour se battre en Ukraine.

**13 avril 2024** : l'économiste Thomas Piketty appelle à l'intégration de l'Ukraine dans une tribune publiée dans Le Monde.

**17 avril 2024** : tribune publiée dans Le Monde et signée notamment par l'économiste Thomas Piketty demandant que soient confisqués les avoirs russes pour les attribuer par la force au régime ukrainien.

**18 avril 2024** : interviewé par BFMTV, le premier ministre Gabriel Attal affirme que « la victoire de la Russie sur l'Ukraine serait un cataclysme pour le pouvoir d'achat des Français ».

**20 avril 2024** : sur LCI, une chaîne d'intense propagande quant à la supposée imminente défaite totale de la Russie, le général Michel Yakovleff qui a été membre de l'état-major de l'Otan assure que la production européenne d'artillerie sera plus puissante que celle de la Russie en 2025.

**21 avril 2024** : Jean-Noël Barrot, ministre délégué chargé de l'Europe, affirme dans une interview à Ouest-France que « Nous sommes pilonnés par la propagande de la Russie ».

Le youtubeur français « HugoDécrypte » (1,5 millions d'abonnés) met en ligne un entretien avec le président ukrainien Zelensky, à Kiev dans un cadre officiel, nécessairement avec l'aval et l'appui des autorités françaises. Ils y abordent la question de l'envoi de soldats français sur le front en Ukraine ainsi que le risque d'emballement avec l'implication directe de la France dans une guerre contre la Russie.

La mise en scène est totale, jusqu'à faire semblant à la fin de l'entretien que celui-ci se déroule en off, dans les escaliers, en abordant des sujets personnels, du type que dites-vous à vos enfants ? La guerre vous a-t-elle changé ? Vous pensez à la vie après la guerre ?

**23 avril 2024** : dans *Les Echos*, tribune de Phuc-Vinh Nguyen, chercheur en politique française et européenne de l'énergie à l'Institut Jacques Delors, appelant au boycott total du gaz russe.

**25 avril 2024** : discours d'Emmanuel Macron à la Sorbonne : « La condition *sine qua non* de notre sécurité, c'est que la Russie ne gagne pas la guerre d'agression qu'elle mène contre l'Ukraine. C'est indispensable (...). Dans la guerre hybride que nous mène la Russie, se joue déjà une part de la guerre d'aujourd'hui ».

**27 avril 2024** : le *Républicain lorrain* publie un long entretien entre Emmanuel Macron et douze « jeunes », dans lequel le président français aborde en détail la question de la mise à disposition de l'arme nucléaire française à l'Europe, en ciblant directement la Russie, évoquant également la défense antimissile et les tirs d'armes de longue portée. Il explique aussi : « si on laisse la Russie gagner et qu'il y a capitulation de l'Ukraine, c'est l'insécurité pour des décennies pour les Roumains, les Moldaves, les Polonais. On joue vraiment notre sécurité, et on joue l'avenir de l'Europe. »

**29 avril 2024** : le ministre des Armées Sébastien Lecornu dit avoir ordonné aux industriels qui fabriquent le missile Aster (antiaérien et antibalistique) de prioriser cette production, expliquant que « les commandes civiles doivent désormais passer en second plan, après les commandes militaires ». Des pouvoirs de police administrative ont été mobilisés dans ce cadre pour la première fois d'après le ministre ; c'est la première réquisition dans le cadre de l'économie de guerre officialisée le 26 mars 2024.

**1er mai 2024** : le ministre chargé de l'Europe Jean-Noël Barrot raconte sur la chaîne TF1 qu'il ne se passe « pas une semaine sans que la France soit la cible de campagnes structurées et coordonnées par la Russie de Vladimir Poutine ou ses courroies de transmission pour perturber le débat en période pré-électorale ». Il attend des réseaux sociaux à se plier aux exigences : « Je les appelle à supprimer sans délai ou à bloquer sans délai l'accès aux sites internet que nous avons identifiés ».

**2 mai 2024** : Emmanuel Macron accorde une très longue interview à l'hebdomadaire britannique *The Economist*, aux accents dramatiques, où il parle d'une menace existentielle pour le continent européen, et présente la Russie comme entrée dans une logique de « guerre totale ».

**3 mai 2024** : Dmitri Peskov, porte-parole de la présidence russe, réagit aux propos d'Emmanuel Macron dans *The Economist* en affirmant que « La France, en la personne du chef de l'État français, continue à évoquer en permanence la possibilité de son engagement direct sur le terrain dans le conflit autour de l'Ukraine ».

*C'est une tendance très dangereuse ». Il a ajouté que « Nous suivons tout cela attentivement et nous continuons, et continuerons, notre opération militaire spéciale (en Ukraine) jusqu'à l'accomplissement de tous les objectifs fixés ».*

**6 mai 2024** : l'ambassadeur français à Moscou est de nouveau convoqué par les autorités russes : *« Du fait des déclarations de plus en plus belliqueuses des autorités françaises et de la réception d'informations faisant état d'une implication grandissante de la France dans le conflit autour de l'Ukraine (...), l'ambassadeur de France Pierre Lévy a été convoqué (...). La partie russe a présenté son évaluation de principe de la ligne destructrice et provocatrice de Paris, qui conduit à une escalade du conflit. »* Le président russe décide le même jour de la tenue d'exercices militaires concernant les armes nucléaires tactiques.

La France réagit à la convocation de son ambassadeur en Russie de manière virulente, signifiant qu'elle *« constate que les canaux diplomatiques sont une nouvelle fois détournés à des fins de manipulation de l'information et d'intimidation »*. Il est parlé d'une *« inversion des responsabilités »* et de *« manœuvres agressives visant à déstabiliser les pays européens »* (cyberattaques et actions hybrides). Il est dit que *« La France continuera de soutenir dans la durée l'Ukraine »*.

**8 mai 2024** : l'éditorial du quotidien *Le Monde* tire à boulets rouges sur la présence de l'ambassadeur français à l'investiture du président russe Vladimir Poutine. *« La France a affiché un message de confusion plus que de fermeté en envoyant son ambassadeur, Pierre Lévy au Kremlin, sans coordination avec ses principaux partenaires européens, à un moment d'extrême tension avec la Russie. »*

**11 mai 2024** : à la question *« allons-nous partir en guerre ? »* (lors d'une mise en scène d'échange vidéo avec des *« internautes »*), Emmanuel Macron répond qu'il faut être prêt à agir contre la Russie (*« pour les dissuader »*) ; il explique espérer de toutes ses forces ne pas avoir à partir en guerre, mais qu'il faut néanmoins s'armer, être dissuasifs et crédibles, concluant par le fait qu'il n'exclut pas d'intervenir.

**16 mai 2024** : le *New York Times* rapporte les propos du président du comité des chefs d'état-major interarmées de l'armée américaine sur la présence future de formateurs occidentaux en Ukraine : *« Nous finirons par y arriver, avec le temps »*.

**18 mai 2024** : la Russie affirme que la région de Belgorod a été attaquée par l'armée ukrainienne au moyen de *« bombes guidées de fabrication française Hammer »* et de *« missiles anti-radar Harm de fabrication américaine »*.

**19 mai 2024** : le président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale Jean-Louis Bourlanges appelle la France à *« lever un tabou injustifiable, « à sortir de sa réserve et à prendre une décision comparable à celle des Britanniques et des Américains », et donc à autoriser l'armée ukrainienne à frapper en Russie même au moyen d'armes françaises.*

**21 mai 2024** : les huit principales (selon LCI) têtes de liste françaises aux élections européennes étaient réunies pour un débat ; Jordan Bardella (RN), Valérie Hayer (Renaissance), Raphaël Glucksmann (PS-Place Publique), François-Xavier Bellamy (LR), Manon Aubry (LFI), Marion Maréchal (Reconquête!), Marie Toussaint (Les Écologistes), et Léon Deffontaines (PCF) ont été unanimes quant à leur hostilité à la Russie

**22 mai 2024** : le *Canard Enchaîné* affirme, repris par tous les médias, que la Russie serait derrière les tags défigurant le mur des Justes à l'extérieur du mémorial de la Shoah.

**23 mai 2024** : la tête de liste du Rassemblement National aux Européennes Jordan Bardella présente, lors d'un débat télévisé avec le premier ministre Gabriel Attal, la Russie comme « *une menace multidimensionnelle* ».

L'éditorial du quotidien *Le Monde* exige qu'on comprenne qu'il y a une alliance sino-russe contre les États-Unis

**24 mai 2024** : le Conseil de Paris vote à l'unanimité la décision de donner le nom d'une rue de Paris à Alexeï Navalny, en faisant en sorte que cela soit le plus proche possible de l'Ambassade de Russie.

Le ministre français des Affaires étrangères Stéphane Séjourné affirme que « *la Russie a multiplié les provocations aux frontières de l'Union européenne en Estonie, Finlande et Lituanie. Pleine solidarité avec l'Estonie, la Finlande, la Lituanie face à ces actions agressives inacceptables. Nous suivons attentivement la situation aux côtés de nos alliés, qui agissent avec calme et sang froid.* »

**27 mai 2024** : le chef de l'armée ukrainienne Oleksandr Syrsky annonce l'envoi de formateurs français dans un message sur le réseau Telegram, après une discussion vidéo avec le ministre français des Armées Sébastien Lecornu.

« *Je salue l'initiative de la France d'envoyer des instructeurs en Ukraine pour former les militaires ukrainiens. J'ai déjà signé les documents qui permettront aux premiers instructeurs français de se rendre prochainement dans nos centres de formation et de se familiariser avec les infrastructures et leur personnel.* »

La France dément en affirmant que le projet n'est encore qu'à l'étude.

**28 mai 2024** : lors d'une conférence de presse aux côtés du chancelier Olaf Scholz au château de Meseberg, près de Berlin, le président français Emmanuel Macron affirme que l'armée ukrainienne a le droit de frapper sur le territoire russe avec des armes fournies par les pays de l'Otan (« On doit leur permettre de neutraliser les sites militaires d'où sont tirés les missiles »).

Interviewé par *Public Sénat*, le Général Jérôme Pellistrandi, rédacteur en chef de la revue *Défense nationale*, estime que l'envoi de formateurs français sur le sol ukrainien ne relève plus que d'une simple « question de timing ».

Une tribune publiée dans *Le Monde* affirme que « *Il est indécent d'inviter la Russie aux commémorations du débarquement en Normandie, le 6 juin* ». Signée par des universitaires et dans un grand style propagandiste, elle dénonce la présence éventuelle de la Russie pour le 80e anniversaire du débarquement, en raison du « *cortège de viols, d'enlèvements d'enfants, de tortures et de frappes sur les hôpitaux, les écoles ou les infrastructures énergétiques* ».

**1er juin 2024** : cinq cercueils recouverts du drapeau français et de l'inscription « Soldats français morts en Ukraine » sont déposés devant la tour Eiffel à Paris ; un Bulgare, un Allemand et un Ukrainien sont interpellés dans la foulée, la chaîne d'État *France info* évoquant deux jours après une possible « ingérence russe » ainsi qu'une « tentative de déstabilisation politique », alors qu'un des trois interpellés est présenté comme suspect dans l'affaire des mains rouges taguées sur le mémorial de la Shoah à Paris.

**2 juin 2024** : le site officiel de Microsoft publie un article intitulé « Comment la Russie tente de perturber les Jeux Olympiques de Paris 2024 », afin de présenter une note détaillée du *Microsoft Heather Analysis Center* à ce sujet ; les efforts russes consisteraient en le fait de dénigrer la réputation du CIO et de faire peur quant à une explosion de violence lors de l'événement.

**5 juin 2024** : un porte-parole du ministère français des Affaires étrangères réagit aux propos de l'ambassade de Russie en France disant que les soldats, spécialistes et instructeurs militaires français sur le sol ukrainien seraient une cible légitime : « *ce sont des propos scandaleux qui ne resteront pas sans conséquences* » ; il précise que des discussions sont en cours quant à la réponse française à faire à la Russie.

**6 juin 2024** : la Russie n'a pas de représentant invité en France pour le 80e anniversaire du débarquement en Normandie, alors que le président ukrainien Volodymyr Zelensky est quant à lui président; le président américain Joe Biden dénonce le président russe Vladimir Poutine comme « un tyran » et le président français Emmanuel Macron annonce la fourniture à l'Ukraine la fourniture d'avions de chasse de type Mirage et la mise en place pratique par la France de 4500 soldats ukrainiens (formation, matériel, etc.) en Ukraine même.

Le ministère français des Armées publie une mise à jour des matériels livrés à l'Ukraine ; depuis le début de l'année 2024, il annonce avoir livré : 100 800 rations de combat, 1526 jumelles vision nocturne, 15 système Milan (anti-chars), 34 VAB (véhicules blindés), 5 camions TRM 10 000, 19 Zodiacs Futura, 5 citernes carburant, 65 tonnes de produits pétroliers, 8065 m de carburacteur, 620 000 munitions petit calibre, 2500 Grenades, 10 000 cartouches 12,7 mm, 1000 105 mm AMX10 RC, 16 500 155mm Caesar et TRF1, 60 drones de reconnaissance, 200 pétards, 1300 détonateurs, 1400 matériels pyro, 1000 mines anti-char, 155 mitrailleuse 7,62 mm, 150 mitrailleuse 12,7 mm, 10 fusil de précision et 63 bombes Mk81 ; en ce qui concerne les bombes guidées AASM, le nombre est gardé secret.

**7 juin 2024** : le président ukrainien Volodymyr Zelensky a le droit à une journée bien remplie à Paris, avec une cérémonie en son honneur à l'Hôtel national des Invalides, un discours devant l'Assemblée nationale, une visite du quartier général des Forces armées françaises, une visite d'une usine d'armement, un entretien avec le Président américain Joe Biden également présent à Paris, puis une réception à l'Élysée. Annonce officielle de la prise en charge par la France de la formation et de l'équipement d'une brigade ukrainienne (plus de 4000 soldats).

**11 juin 2024** : lors de la troisième Conférence pour la reconstruction de l'Ukraine, à Berlin, le ministre des Affaires étrangères Stéphane Séjourné est absent, ayant annulé sa venue pour cause de dissolution.

**15 juin 2024** : lors d'un sommet en Suisse sur la paix en Ukraine, mis en place par le camp occidental, le président français Emmanuel Macron a souligné l'importance « *de construire ce qui devrait être un ensemble d'exigences clés de la communauté mondiale que nous pourrions mettre sur la table vis-à-vis de la Russie* », et « de mettre en place « *un suivi afin d'élargir le cercle des pays qui se joignent à nos efforts* ». Tout cela au nom de la paix en apparence : « *Personne dans cette salle n'est en guerre contre la Russie, mais tout le monde souhaite une paix durable, c'est-à-dire une paix qui respecte les règles internationales et qui rétablit l'Ukraine dans sa souveraineté* ».

Le quotidien *Le Temps* présente Emmanuel Macron comme « absent, ou peu investi », « comme sonné par l'implosion du système politique français pourtant provoquée par son annonce de dissolution de l'Assemblée nationale ».

**24 juin 2024** : le président du Rassemblement national Jordan Bardella, pressenti pour être Premier ministre en cas de victoire de son parti aux élections législatives, affirme que la Russie est une « *menace multidimensionnelle* », contestant « *des intérêts français, depuis plusieurs mois, plusieurs années sur nos zones d'influence historique en Afrique, en mer Noire et aussi dans nos outre mer, en prenant fait et cause pour notamment pour les Comores* ».

Comme en écho, Emmanuel Macron, au côté du secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, à l'Élysée, a rassuré sur la continuité du choix stratégique de la France. « *Notre soutien à l'Ukraine demeure et demeurera constant et nous continuerons de nous mobiliser pour répondre aux besoins immédiats de l'Ukraine, porter le message de notre détermination sans équivoque pour nous tenir au côté des Ukrainiens dans la durée.* »

**25 juin 2024** : la Russie interdit 81 médias européens, dont plusieurs médias français. Il s'agit de *LCI, Radio France, l'AFP, Le Monde, Libération, La Croix, L'Express, CNews* et *Arte TV*.

Lors d'un débat télévisé avec Manuel Bompard (Nouveau Front populaire) et Gabriel Attal (Renaissance), Jordan Bardella pose à ce dernier la question « *Vous voulez mettre un Franco-Russe à la tête d'une centrale nucléaire ?* » pour justifier sa position d'interdiction d'emplois sensibles aux binationaux. Gabriel Attal lui répond « *Si c'est une mesure qui concerne les Franco-Russes dans les postes sensibles, est-ce que vous*

*pouvez dire aux Français qui nous regardent qui est Tamara Volokhova ? », en référence à une conseillère européenne du Rassemblement National. Jordan Bardella lui a répondu qu'elle ne dirigeait pas une centrale nucléaire.*

**26 juin 2024 :** Marine Le Pen, du Rassemblement National, affirme dans une interview au quotidien Le Télégramme que « Chef des armées, pour le président (de la République), c'est un titre honorifique puisque c'est le premier ministre qui tient les cordons de la bourse ». Elle ajoute que « *Jordan (Bardella) n'a pas l'intention de lui chercher querelle, mais il a posé des lignes rouges. Sur l'Ukraine, le président ne pourra pas envoyer de troupes* ».

**27 juin 2024 :** Marine Le Pen nuance ses propos de la veille. Elle affirme sur le réseau social X que : « Sans remettre en cause le domaine réservé du président de la République, en matière d'envoi de troupes à l'étranger, le Premier ministre a, par le contrôle budgétaire, le moyen de s'y opposer. Jordan Bardella était donc fondé à rappeler qu'il est opposé à l'envoi de militaires français en Ukraine ». Elle fait allusion à un propos de Jordan Bardella du 24 juin où celui-ci fait de l'envoi de troupes en Ukraine une ligne rouge: « Je n'entends pas créer les conditions ou mettre en œuvre » un tel projet.

Comme en écho à cette relativisation, le président ukrainien Volodymyr Zelensky raconte à l'AFP, dans un commentaire à l'écrit, sa certitude que même un changement de gouvernement ne modifierait pas le soutien français. « *Nous croyons que les Français continueront à soutenir l'Ukraine quelle que soit la situation politique.* » « *De même, par la volonté du peuple français, le prochain gouvernement continuera à soutenir pleinement l'Ukraine à la fois sur le champ de bataille.* » « *Nous sommes convaincus que le prochain gouvernement sera indépendant de l'agresseur russe et restera attaché aux valeurs européennes et à une Europe forte et unie, l'Europe même que l'Ukraine défend contre la tyrannie russe.* »

Lors du débat télévisé avant les élections législatives, Jordan Bardella affirme qu'il ne fallait pas laisser « *l'impérialisme russe absorber un État allié comme l'Ukraine* ».

**3 juillet 2024 :** le ministère russe des Affaires étrangères publie une photo de Marine Le Pen et commente que « le peuple français recherche une politique étrangère souveraine » et « une rupture avec le diktat de Washington » ; Marine Le Pen réagit vivement en dénonçant une provocation et « une forme d'ingérence » tout en réitérant son soutien au régime ukrainien.

La secrétaire nationale de la CGT Sophie Binet explique sur France Info qu'il faut voter contre le Rassemblement national, car il serait « *extrêmement dangereux que nous ayons un gouvernement qui ait des liens pour le moins troubles avec la Russie* ».

**8 juillet 2024 :** début de manœuvres militaires communes Chine-Biélorussie à la frontière occidentale de cette dernière, quelques jours après l'intégration de la Biélorussie dans l'organisation de la Coopération de Shanghai et à la veille de l'ouverture du sommet de l'Otan à Washington.

**10 juillet 2024** : la déclaration au sommet de l'Otan pose que « La Russie demeure la menace la plus importante et la plus directe pour la sécurité des Alliés ».

**11 juillet 2024** : le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov, commente de la manière suivante la décision américaine de placer des missiles de longue portée en Allemagne, notamment des Tomahawk, d'une portée de 2770 km : « *L'Allemagne, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni participent directement au conflit autour de l'Ukraine. Tous les attributs de la Guerre froide reviennent, avec une confrontation, avec un affrontement direct* ».

Le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Riabkov parle « d'un simple maillon dans une escalade, d'un des éléments d'intimidation » à l'encontre de la Russie.

Emmanuel Macron se fait initialement très discret au sommet de l'Otan à Washington célébrant les 75 ans de l'alliance ; entretiens à huis clos et évitement de la presse, il se contente d'une déclaration en anglais et français sur un réseau social : « *Alliés. Unis et solidaires face à la guerre d'agression brutale de la Russie en Ukraine. Moment crucial pour la sécurité et la paix de l'Europe.* »

Lors d'une conférence de presse de dernière minute, juste avant de « prendre l'avion », il a catégoriquement refusé de parler de politique intérieure, mais a souligné que le cadre constitutionnel assurait l'intégration à l'Otan et que la France assurera son soutien à l'Ukraine « *aussi longtemps que nécessaire* », « *Notre soutien continue de faire la différence et doit permettre à l'Ukraine de répondre aux attaques russes. C'est dans cet esprit que des décisions importantes ont aussi été prises, ici, à Washington pour ancrer notre soutien dans la durée et progresser vers l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan* ».

**13 juillet 2024** : à l'occasion de la traditionnelle allocution aux armées la veille du 14 juillet, Emmanuel Macron a rappelé le soutien à l'Ukraine et insisté sur « *l'ambiguïté stratégique nécessaire face à un adversaire qui ne connaît aucune limite* » ; c'est une allusion claire et nette à son hypothèse d'envoyer des troupes françaises en Ukraine, qui avait marqué l'escalade militaire en février 2024.

**13 septembre 2024** : Nicolas Rivière, représentant permanent de la France auprès des Nations Unies, affirme au Conseil de sécurité que « La France demeure aux côtés de l'Ukraine et continuera à lui apporter un soutien dans tous les domaines ».

**17 septembre 2024** : la Russie présente la « *liste des États étrangers mettant en œuvre des politiques imposant des lignes directrices idéologiques néolibérales destructrices qui contredisent les valeurs spirituelles et morales russes traditionnelles* ». Les ressortissants de ces pays, dont la France, peuvent demander un permis de séjour en Russie, comme « *soutien humanitaire aux personnes qui partagent les valeurs spirituelles et morales traditionnelles russes* ».

**18 septembre 2024** : le quotidien Ouest-France révèle que des Mirage 2000-5 seront donnés à l'Ukraine après modification à la base aérienne de Cazaux pour disposer d'une capacité de frappe air-sol.

**19 septembre 2024** : 32 élèves pilotes ukrainiens ont terminé leur formation sur Alphajet « dans le sud-ouest de la France » pour se préparer à piloter des avions de chasse occidentaux.

**22 septembre 2024** : lors de la « Rencontre pour la Paix » à Paris, le président français Emmanuel Macron affirme qu'il faudra « *repenser notre rapport à la Russie* » après la guerre et instaurer « *un nouvel ordre international* ».

**25 septembre 2024** : dans un discours à l'Assemblée générale des Nations unies, le président français Emmanuel Macron affirme que « *La Russie, en effet, mène en Ukraine une guerre de conquête territoriale au mépris des principes les plus fondamentaux de la vie internationale. Elle est coupable de graves manquements au droit, à l'éthique, à l'honneur même. Rien dans ce qu'elle fait ne correspond à l'intérêt commun des nations, ni aux responsabilités particulières qu'elle assume dans cette organisation* ».

**1er octobre 2024** : le groupe franco-allemand KNDS annonce la création d'une filiale à Kiev, afin de mettre en place des lignes de production d'obus en Ukraine. Le ministre des Affaires européennes Benjamin Haddad, interviewé par le quotidien allemand Berliner Zeitung, explique la position française comme suit : « *Nous disons qu'il faut donner aux Ukrainiens les outils dont ils ont besoin pour se défendre - et cela inclut des missiles à longue portée pour attaquer des cibles militaires en Russie* ».

**5 octobre 2024** : Le ministre des Affaires européennes Benjamin Haddad, interviewé par le Journal du Dimanche, affirme que « *C'est la France qui a poussé ses partenaires à franchir des paliers décisifs : la livraison de chars, la livraison de missiles longue portée, les défenses antimissiles* ».

**9 octobre 2024** : le président français Emmanuel Macron se rend dans un camp militaire près de Reims dans le cadre d'une visite des soldats ukrainiens formés en France. Il s'agit de 2300 soldats de la 155e Brigade mécanisée, qui sera entièrement équipée par l'armée française.

*Le Canard enchaîné*, dans la continuité de sa position, publie un article intitulé « *L'insoutenable légèreté des Alliés en Ukraine* ». On y lit notamment : « *Si l'enjeu de la guerre en Ukraine est considéré comme essentiel en Europe centrales et orientale, cela ne semble pas le cas à Paris, à Rome ou à Berlin. Ni [le chancelier allemand] Scholz ni [le président français] Macron, par exemple, ne partagent la détermination ancrée d'un Petr Pavel, le président tchèque, quand il dit : « l'échec de l'agression russe est notre intérêt vital » (27/8). (...) Pour les Européens, la guerre en Ukraine n'est toujours pas une urgence. Il se pourrait qu'ils le paient un jour.* »

Tribune dans *Le Monde*, intitulé « Il faut autoriser l'Ukraine à frapper les sites de lancement russes avec les armes que nous lui livrons ». Est dénoncée la « stratégie délibérée de terreur » de la Russie, qui vise la production d'énergie et poserait la question « de la survie de la société ukrainienne, de ses libertés et des nôtres. L'Ukraine est une lumière pour la démocratie européenne. Vladimir Poutine veut l'éteindre. Le laisserons-nous faire ? ». Il est également appelé à intervenir militairement en Ukraine : « Nous devons nous dresser contre ce cauchemar programmé. Il faut, avant tout, autoriser enfin l'Ukraine à frapper les sites de lancement russes avec les armes que nous lui livrons. Mieux vaut s'en prendre à l'archer qu'à la flèche. La protection du pays pourrait également être assurée par les États limitrophes et alliés, comme nous le plaidions dans un appel à fermer le ciel ukrainien aux missiles et drones russes, le 14 mai. La destruction, par la défense antiaérienne et les aviations polonaise ou roumaine, des engins qui s'approchent des frontières de l'Union européenne (UE) constituerait un acte de légitime défense, justifiant un changement de doctrine au sein de l'Alliance. » La tribune est signée notamment par Ariane Mnouchkine, metteuse en scène, Jonathan Littell, écrivain, Sylvie Rollet, professeure émérite des universités, et André Klarsfeld, présidente et vice-président de Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre, Xavier Tytelman, consultant défense, Emmanuel Wallon, professeur émérite des universités Guillaume Ancel, ancien officier et chroniqueur défense, Gilles Chevalier, contrôleur général des armées, Jacques Duplessy, chargé de mission Ukraine, Association SAFE, François Grünewald, ingénieur, spécialiste de la gestion des crises, fondateur du Groupe URD.

**10 octobre 2024** : le président ukrainien Volodymyr Zelensky se rend à Paris pour la cinquième fois depuis le début du conflit armé entre l'Ukraine et la Russie.

Sortie du livre « *Vers la guerre ? La France face au réarmement du monde* », écrit par Sébastien Lecornu, ministre des Armées. « *Le moment que nous vivons, loin de constituer une simple parenthèse, est le signe d'une rupture stratégique profonde.* »

**17 octobre 2024** : le quotidien britannique *The Guardian* révèle que six soldats russes sans passeport ont déserté et obtenu un permis de séjour temporaire en France.

**18 octobre 2024** : départ pour un voyage en Ukraine du ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot, ainsi que du président de la commissions des affaires étrangères de l'Assemblée nationale Bruno Fuchs, et du président de la commission équivalente au Sénat, Cédric Perrin.

**19 octobre 2024** : les ministres de la Défense du G7 réunis à Naples parlent de la la marche « irréversible » de l'Ukraine vers l'Otan ; « *nous soulignons notre intention de continuer à fournir de l'aide à l'Ukraine, y compris militaire, à court et long terme.* »

**20 octobre 2024** : dans une interview à *La Tribune*, le ministre des Armées Sébastien Lecornu annonce que 300 millions d'euros d'intérêts des actifs russes ont été récupérés par la France, qui va les utiliser pour des canons Caesar pour l'armée ukrainienne.

**31 octobre 2024** : Nicolas Rivière, représentant permanent de la France auprès des Nations Unies, affirme au Conseil de sécurité que « La France, avec ses partenaires, continuera à se tenir aux côtés de l'Ukraine aussi longtemps que nécessaire ».

L'éditorial du *Monde*, sans signature particulière et intitulé « Pétrole russe : trop de brèches dans les sanctions », appelle à s'engager de manière très volontaire dans ce domaine.

*« L'UE ne dispose pas, comme les États-Unis, d'une administration unique pour enquêter sur de possibles violations. C'est à chaque État membre d'appliquer les sanctions. Surtout, les moyens alloués sont insuffisants, et l'arsenal juridique reste inadapté. Le risque pénal est inexistant dans beaucoup d'états, et les amendes infligées peu dissuasives. A cela s'ajoute l'hypocrisie de banques et de compagnies pétrolières qui travaillent avec des sociétés à la réputation douteuse. Peu vigilantes sur les transactions suspectes, elles cherchent surtout à se couvrir juridiquement. Se pose enfin la question de la responsabilité des États qui abritent le négoce de pétrole en lui permettant de prospérer en dehors de toute transparence. La Suisse a eu le courage de sortir de sa neutralité en adoptant la plupart des sanctions. Elle doit désormais montrer qu'elle est capable de les faire respecter par les banques et les sociétés de négoce installées sur son sol. »*

**1er novembre 2024** : en cette date, plus de 14 000 soldats ukrainiens ont été formés par la France.

**6 novembre 2024** : Benjamin Haddad, ministre délégué aux affaires européennes, explique sur Radio France que « *ce serait une erreur historique pour les Européens comme pour les Américains d'abandonner les Ukrainiens. C'est notre responsabilité de continuer à soutenir l'Ukraine* ».

Sur *France Info*, Benjamin Haddad affirme que « Nous devons nous donner les moyens de continuer à soutenir les Ukrainiens, à défendre l'Ukraine, c'est la condition de notre sécurité ».

**7 novembre 2024** : Benjamin Haddad, ministre délégué aux affaires européennes, affirme dans une interview donnée dans *Le Monde* que « Abandonner l'Ukraine serait une erreur historique, un précédent désastreux pour la sécurité internationale ».

Lors du sommet de la Communauté politique européenne à Budapest, le président français Emmanuel Macron s'est entretenu avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky.

Le communiqué de l'Élysée affirme que « *Lors de cet échange, le Président de la République a tenu à réaffirmer au Président ukrainien que la France continuerait de soutenir l'Ukraine aussi longtemps et intensément que nécessaire pour faire échec à la guerre d'agression que mène la Russie en Ukraine et pour parvenir à une paix juste et durable, dans le respect du droit international.* »

Lors du sommet, Emmanuel Macron a également marqué par son propos suivant : « *Le monde est fait d'herbivores et de carnivores* ».

**8 novembre 2024** : Benjamin Haddad, ministre délégué aux affaires européennes, présente dans une interview donnée à Bloomberg comme « tragique » l'éventualité d'une capitulation de l'Ukraine et appelle au maintien de l'unité américano-européenne dans le soutien militaire.

L'ensemble de la presse salue de manière romantique la mémoire d'un couple tombé au front en Ukraine ; Valentyna Nagorna et Daniil Liachkevych sont en réalité un couple récent faisant partie d'Azov.

**9 novembre 2024** : le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, affirme dans Le Parisien que « *Nous allons continuer à soutenir les Ukrainiens* ».

Le ministre des Armées Sébastien Lecornu accorde une interview au Journal du Dimanche où il réaffirme le soutien français : « *Le soutien militaire est essentiel, et même lorsque la guerre prendra fin, il faudra continuer à renforcer l'armée ukrainienne. D'abord, nous poursuivrons le programme de formation inédit dans le Grand Est de la France, où 2 000 soldats ukrainiens sont formés en brigade par des Français, sur du matériel français. Ensuite, nous maintiendrons notre soutien. Avec l'arrivée de l'hiver, les frappes en profondeur de la Russie sur le territoire ukrainien vont probablement s'intensifier. Nous allons fournir de nouveau des missiles Mistral, notamment pour protéger les zones de combat. Et pour permettre à l'Ukraine d'effectuer des frappes derrière la ligne de front, j'ai signé ces derniers jours une nouvelle cession d'une dizaine de missiles Scalp comme le président de la République s'y était engagé auprès de Volodymyr Zelensky.* »

**11 novembre 2024** : l'ambassadeur ukrainien en France Vadym Omelchenko affirme sur RTL que « L'Ukraine ne capitulera jamais » et que la Crimée est ukrainienne.

BFM TV diffuse un documentaire « Russie: l'armée française est-elle prête à la guerre? ».

**12 novembre 2024** : lors de la conférence de presse avec le secrétaire général de l'Otan Mark Rutte en visite à Paris, le président français Emmanuel Macron définit le soutien militaire au régime ukrainien comme une « priorité absolue ».

**14 novembre 2024** : visite de Sébastien Lecornu, ministre des Armées, accompagné de Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, dans le camp militaire dans l'Est de la France pour saluer la « brigade Anne de Kyiv » dont la formation touche à sa fin. Le matériel français fourni à cette brigade de l'armée ukrainienne à l'emblème bandériste consistera en 128 véhicules de l'avant blindé, 18 canons Caesar, 18 blindés de reconnaissance AMX10RC, 10 TRM, 20 postes Milan.

**17 novembre 2024** : le général Dominique Trinquand, ancien chef de la mission militaire française auprès de l'ONU, explique sur France Info que « *la Russie n'est convaincue que par la force* » et salue la décision des États-Unis d'autoriser l'Ukraine à utiliser des missiles à longue portée contre la Russie.

Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, a réaffirmé depuis Bruxelles l'engagement français sur la question des missiles à longue portée: « Vous avez entendu le président (Emmanuel) Macron à Meseberg (Allemagne) le 25 mai [en réalité le 28 mai 2024], où nous avons ouvertement dit que c'était une option que nous prenions en considération, s'il fallait autoriser des frappes sur des cibles depuis lesquelles les Russes attaquent le territoire ukrainien ».

Le président français Emmanuel Macron affirme lors d'un voyage en Argentine que la Russie est la seule belliqueuse : « Si on a besoin de savoir quelles sont les intentions de M. Poutine, ce qu'il vient de faire sur le terrain, les signent clairement : quelles que soient ses déclarations, il ne veut pas la paix et n'est pas prêt à la négocier » ; « Je crois qu'il est clair que les intentions du président Poutine sont d'intensifier ses combats » ; « Nous devons tenir nos engagements à l'égard des Ukrainiens, c'est-à-dire leur permettre de mener cette guerre de résistance, livrer des armes, des équipements » ; « Avec ce qui se passe aujourd'hui, il faut d'abord équiper, soutenir et permettre à l'Ukraine de résister. C'est la clé des prochains jours et des prochaines semaines ».

**19 novembre 2024** : le président français Emmanuel Macron publie un message à l'occasion de mille jours de conflit en Ukraine.

« Mille jours que l'Ukraine oppose une résistance courageuse à une guerre d'agression illégale et injustifiable. Mille jours que la Russie poursuit son dessein impérialiste et brutal, en ciblant les populations civiles et en violant les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies. Mille jours que nous nous tenons résolument aux côtés de l'Ukraine et de son peuple, pour faire triompher la liberté, la paix et la justice. Notre soutien ne faiblira pas. »

**20 novembre 2024** : lors d'une conférence de presse à l'occasion du G20, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov explique que « Macron a été l'un des plus fervents et des plus grands soutiens matériels de la guerre, prônant la victoire sur la Russie, la défaite stratégique de la Russie. Les militaires ukrainiens terminent actuellement leur formation en France, une brigade d'assaut de choc est en cours de préparation. En fait, ils participent directement aux combats. »

Le président français Emmanuel Macron, présent pour le G20, dit : « J'appelle M. Poutine à la raison et à une désescalade (...) Je veux ici véritablement appeler la Russie à la raison. Elle a des responsabilités en tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies (...). La Russie aujourd'hui est en train de devenir une puissance de déstabilisation mondiale. »

Le ministre français des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot affirme que « La Russie n'est pas en position de force » et que « Chaque fois que la Russie gagne un kilomètre, c'est la menace qui se rapproche ».

Dans un chat sur le site du quotidien *Le Monde*, le journaliste Emmanuel Grynszpan explique au sujet de l'armée ukrainienne que « la trajectoire actuelle est mauvaise et sera probablement impossible à inverser si l'aide militaire occidentale diminue ».

Le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères reçoit une délégation de maires ukrainiens représentant les municipalités de Lviv, Marioupol, Opishnya, Tarashcha, Poltava, Priyutivka, Ouman et Tchortkiv, en présence de l'Ambassadeur d'Ukraine en France et du co-président de la Commission Europe de l'Association des maires de France.

**21 novembre 2024** : publication dans *Le Figaro* d'une tribune intitulée « Luttons contre la "poutinisation" du monde » et signée par le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot et son homologue britannique David Lammy. On y trouve présenté les bases d'une alliance anti-Russie de l'Union européenne et du Royaume-Uni.

*« La sécurité de l'Europe et du monde entier est désormais menacée. Vladimir Poutine cherche à créer un précédent qui bouleverserait les règles du système international, autorisant chacun à envahir son voisin en toute impunité. En se banalisant, cette brutalité risque de compromettre la paix mondiale (...). Face aux crises et aux défis, plus d'un siècle après la signature de l'Entente cordiale, le même esprit unit nos deux pays.*

*Nous travaillons au développement de nos relations bilatérales et à des relations renforcées entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Nous proposons une alternative cohérente à la « poutinisation » et à la fragmentation du monde, fondée sur le progrès technologique, le droit international et l'action multilatérale. »*

**22 novembre 2024** : pas de réaction officielle américaine ni française après l'envoi d'un missile balistique russe sans charge nucléaire sur la ville de Dnipro.

Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot reçoit Andrii Yermak, chef du bureau du président ukrainien Volodymyr Zelensky. *« Le ministre a rappelé à cette occasion que la France continuera de soutenir l'Ukraine aussi longtemps et intensément que nécessaire pour faire échec à la guerre d'agression que la Russie mène depuis désormais plus de 1 000 jours. »*

**23 novembre 2024** : le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot accorde une interview à la BBC où il affirme que : « il n'y a pas de 'lignes rouges' en ce qui concerne le soutien à l'Ukraine ».

Le général Jérôme Pellistrandi, rédacteur en chef de Défense nationale, affirme dans La Dépêche que *« Vladimir Poutine déteste l'Occident et nous mène une guerre hybride, de désinformation et de menace. Et elle n'est pas près de s'arrêter. »*

**25 novembre 2024** : *Le Monde* publie un long article intitulé « Guerre en Ukraine : l'envoi de militaires européens en discussion ». *« Alors que le conflit en Ukraine connaît une nouvelle phase d'escalade, les discussions sur l'envoi de troupes occidentales et de sociétés de défense privées sur le sol ukrainien, ont été réactivées, a appris Le Monde de sources concordantes. Des débats sensibles, pour l'essentiel classifiés, mais bel et bien relancés, dans la perspective d'un éventuel désengagement américain du soutien à Kiev après la prise de fonctions de Donald Trump, aux États-Unis, le 20 janvier 2025. »*

*« Au sein des armées, en particulier de l'armée de terre, il y a aussi de moins en moins de pudeur sur le rôle qui pourrait être joué par des soldats français, notamment après la cessation des hostilités. »*

**26 novembre 2024** : *Le Parisien* publie un article de propagande intense, intitulé « Bunkers et manuels de survie : devant la menace russe, ces pays européens se préparent à la guerre ».

*« Face à la menace d'un conflit mondial et nucléaire agitée par Vladimir Poutine, l'Europe tente de s'organiser (...). Aujourd'hui, la France ne dispose que de rares infrastructures sécurisées, principalement destinées à des objectifs militaires ou gouvernementaux. Le recensement des bunkers était pratiqué jusqu'à la fin des années 1980, mais mériterait aujourd'hui d'être repensé, nous indique la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC).*

*Face à ce constat, des Français se renseignent auprès d'entreprises spécialisées pour, peut-être, construire un bunker à leur domicile. « Depuis que le gouvernement américain a autorisé l'Ukraine à frapper la Russie avec des missiles ATACMS, on enregistre une hausse très significative des demandes de particuliers », confirme Karim Boukarabila, directeur général de la société Bünkl, spécialiste de ce micro secteur qui propose des bunkers pour des prix allant de 50 000 à 700 000 euros. »*

*La Croix* publie un article parlant ouvertement de l'envoi de troupes : « Guerre en Ukraine : la France et le Royaume-Uni à la manœuvre pour envoyer des troupes ». Comme pour l'article du Monde, il est parlé de formation et de présence pour garantir de la situation en cas de cessation du conflit.

*« À Kiev, on parle de « l'alliance des audacieux », un regroupement de cinq à sept pays européens en faveur d'un déploiement de troupes sur le sol ukrainien. Porté publiquement par la France depuis le mois de février et à nouveau évoqué par Emmanuel Macron en juin, en marge de la célébration du 80<sup>e</sup> anniversaire du Débarquement, ce projet semble en passe de se concrétiser (...).*

*Pour envisager un déploiement de troupes en Ukraine, Paris avait besoin d'un allié de poids en Europe. La France a d'abord tenté de convaincre le chancelier allemand Olaf Scholz, sans succès. Paris s'est tourné vers Londres et son nouveau premier ministre, Keir Starmer. Face à l'évolution de la situation, les deux seules puissances nucléaires européennes se sont considérablement rapprochées, ces derniers jours (...).*

*Selon nos informations, si les deux pays réfléchissent sérieusement à un envoi de troupes au sol, ces forces n'auraient pas vocation à participer aux combats, mais plutôt à mener des missions de formation, de soutien logistique et de renseignement.*

*Paris forme déjà une brigade ukrainienne depuis le début du mois de septembre, dans l'est de la France. Il s'agirait de faire la même chose, mais en Ukraine : ce qui l'obligerait à envoyer non seulement des instructeurs, mais aussi des militaires pour assurer leur protection, sachant que la brigade ukrainienne formée en France ne mobilise pas moins de 1 500 militaires. »*

Le président français Emmanuel Macron participe en visioconférence au sommet Nordic-Baltic Eight de Stockholm (avec les pays nordiques, les pays baltes et la Pologne). Il souligne que l'échec russe en Ukraine est nécessaire pour la sécurité du continent européen.

Le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot a réaffirmé le soutien français au régime ukrainien « aussi longtemps et intensément que nécessaire » à son homologue ukrainien Andrii Sybiha en marge de la réunion des Affaires étrangères du G7 à Fiuggi en Italie.

**27 novembre 2024** : Nicolas Rivière, représentant permanent de la France auprès des Nations Unies, accuse la Russie d'escalade et affirme au Conseil de sécurité que « La Russie ne doit pas compter sur notre démobilisation ».

**28 novembre 2024** : un sondage de l'institut CSA pour CNEWS, Europe 1 et le JDD parle de 68% des Français sont opposés à une intervention militaire.

**29 novembre 2024** : le président français Emmanuel Macron s'est entretenu au téléphone avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky. Il a dénoncé la « *logique d'escalade inacceptable* » de la Russie. Le compte-rendu officiel de l'Élysée précise que « *Le Président de la République a souligné que cette même logique d'escalade n'aurait pas raison de notre détermination à continuer d'aider l'Ukraine aussi intensément et aussi longtemps que nécessaire* ».

Le même jour, le président ukrainien affirme que « Si nous voulons mettre fin à la phase chaude de la guerre, nous devons placer sous l'égide de l'Otan le territoire de l'Ukraine que nous contrôlons ». Il prétend que c'est pour un cessez-le-feu : « C'est ce que nous devons faire rapidement, et ensuite l'Ukraine pourra récupérer l'autre partie de son territoire par des voies diplomatiques ».

Le même jour, le ministre ukrainien des Affaires étrangères Andriy Sybiha a envoyé une lettre à ses homologues des pays membres de l'Otan, demandant l'adhésion de son pays. « Je vous demande instamment d'approuver la décision d'inviter l'Ukraine à rejoindre l'Alliance, au nombre des conclusions de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Otan les 3 et 4 décembre 2024 ».

Le même jour, Richard Moore, chef du Secret Intelligence Service (MI6), tient un discours à l'ambassade du Royaume-Uni à Paris. Il dénonce une éventuelle victoire russe en Ukraine : « *Notre sécurité - britannique, française, européenne et transatlantique - sera mise en péril* ». Il affirme que la Russie mène une intense campagne de sabotage : « *Nous avons récemment découvert une campagne de sabotage russe d'une témérité stupéfiante en Europe, alors même que Poutine et ses acolytes recourent au sabre nucléaire pour semer la peur quant aux conséquences d'une aide à l'Ukraine* ».

Le même jour, Nicolas Lerner, chef de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), salue la coopération franco-britannique. « *J'aimerais aussi indiquer combien l'action des services français et britanniques nous a permis ces dernières années de détecter, d'anticiper et de réagir de manière conjointe contre toutes les formes renouvelées d'agressivité russe et singulièrement des services russes à notre égard.* »

Le même jour, interview par *Le Figaro* de l'ancien chef d'État-major de l'armée polonaise Rajmund Andrzejczak, qui prône la guerre. « *Il faut que les Ukrainiens puissent frapper Saint-Pétersbourg et Moscou.* » « *Quand tout a commencé et que la Pologne a tout fait pour aider, donnant 350 chars à Kiev, puis des Himars, des Patriot, on a crié à l'escalade. Les Polonais ont aussi poussé pour les F16. Et malgré ces lignes rouges, rien ne s'est passé. Si les Polonais y allaient, où seraient la France, l'Allemagne ? Pour que l'Europe se réveille, elle aura besoin d'un 'double expresso'.* »

Le même jour, interview du général Jean-Paul Perruche, ancien directeur de l'État-Major de l'Union européenne, par *La Dépêche du Midi*. Il aborde directement la question de l'envoi de troupes françaises en Ukraine.

« *C'est justement l'autre urgence : la formation des militaires ukrainiens. Maintenant, elle est envisagée directement sur place. C'est plus facile, ça va plus vite et les gens sont près de leur matériel. Cela suppose des instructeurs, des formateurs, des conseillers, mais des agences privées peuvent aussi s'en charger avec d'anciens militaires.*

Quant à l'envoi de troupes, ce serait un troisième stade, après le matériel et les instructeurs, qui consisterait alors en une force d'intervention ou d'interposition européenne. C'est évoqué dans un certain nombre de scénarios et prioritairement pour accompagner un cessez-le-feu et donc un gel du front, un peu à la coréenne.

Maintenant, si jamais les Ukrainiens craquaient avant cet éventuel cessez-le-feu, cela poserait la question des forces Terre-Air-Mer à envoyer pour les soutenir. L'éventail est très large.

Après les instructeurs, on a les forces spéciales et au-delà, seule la situation déterminera quelles forces envoyer, par exemple, s'il fallait protéger l'espace aérien ukrainien, mais dans ce cas-là nous deviendrions cobelligérants, un véritable tournant dans la guerre. La France est en effet la seule puissance nucléaire de l'Union européenne (...). Ce qui est envisagé est donc pragmatique : créer une forte coalition militaire européenne, sous l'égide de deux puissances nucléaires — France et Royaume-Uni, ce qui la mettrait un peu à l'abri d'un chantage isolationniste de la part des États-Unis ; une force qui pourrait répondre à différents scénarios d'évolution du conflit. Mais il faudrait vraiment que la situation devienne catastrophique avant l'ouverture de négociations pour qu'on entre en cobelligérance. Je ne l'envisage pas, en l'état. Mais bon... Les scénarios du pire peuvent aussi se produire. »

Le même jour, cinq députés français appellent à la « *création d'une coalition européenne dans l'envoi d'instructeurs militaires en Ukraine* ». L'information n'est diffusée nulle part en France. Les cinq députés sont Frédéric Petit (Les Démocrates), Laurent Mazaury (Libertés, Indépendants, Outre-Mer et Territoires) Anne Pic (Socialistes et apparentés), Constance Le Grip (Ensemble pour la République), Xavier Roseren (Horizons & Indépendants). Il est affirmé qu'il ne s'agit pas d'envoyer des troupes au sol, seulement des formateurs.

**1er décembre 2024** : visite surprise en Ukraine de la responsable de la diplomatie de l'Union européenne Kaja Kallas et du président du Conseil de l'Union européenne Antonio Costa, à l'occasion du premier jour de leur prise de fonction. « *Nous sommes venus pour faire passer un message clair : nous sommes aux côtés de l'Ukraine et nous continuons à lui apporter tout notre soutien.* »

**2 décembre 2024** : visite surprise en Ukraine du chancelier allemand Olaf Scholz.  
« L'Allemagne restera le principal soutien de l'Ukraine en Europe. »

Le ministre des Armées Sébastien Lecornu s'inquiète d'une éventuelle chute du gouvernement.

« Depuis 2017, sous l'impulsion du Président de la République, nous avons œuvré sans relâche pour réarmer notre pays. Ce réarmement, le Parlement a confirmé son amplification à l'été 2023 en votant la loi de programmation militaire, en vue de plus que doubler le budget des armées d'ici à 2030.

Le vote d'une censure du Gouvernement, et donc de l'absence de budget pour l'année 2025, viendrait briser cet élan essentiel pour la protection de nos concitoyens, en empêchant la hausse proposée de 3,3 milliards d'euros pour le budget de notre défense. Elle aurait des conséquences très concrètes pour nos armées, mais aussi plus largement pour nos industriels français de défense : plus de 200.000 emplois dans plus de 4.000 entreprises partout sur nos territoires.

Pour nos militaires, cela serait l'impossibilité immédiate de revaloriser leur solde. Et l'impossibilité de recruter les 700 effectifs supplémentaires prévus. Pour notre modèle de sécurité, l'impossibilité de financer les efforts de modernisation prévus, comme l'impossibilité de lancer la commande de notre futur porte-avions, et donc d'accumuler un retard ne permettant potentiellement pas de faire la jointure lorsque le Charles de Gaulle quittera le service actif. Ce seul projet représente 10 milliards d'euros d'investissements, qui irrigueraient directement des filières industrielles complètes partout en France.

Pour notre industrie de défense justement, et pour l'ensemble de ses sous-traitants, de la TPE familiale à nos grands champions, cela rendrait impossible de garantir fermement les très nombreuses commandes prévues.

Cette censure c'est la mise en danger des emplois liés dans l'ensemble de nos territoires. Alors que le monde se réarme et que les menaces s'accumulent, nos armées et nos industriels ont besoin de stabilité, de visibilité, et donc de confiance.

C'est l'inverse qui se produirait en cas d'adoption d'une motion de censure contre le budget de la France. »

**4 décembre 2024** : réunion à Bruxelles des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN. La ligne française est résumée comme suit.

« La France porte, en particulier, les messages suivants :

1. L'importance de notre unité et notre détermination dans le soutien à l'Ukraine et face à la menace russe : il s'agit du sujet prioritaire de cette réunion, car la guerre en Ukraine touche aux intérêts de sécurité fondamentaux de l'Europe et donc de l'Alliance. Dans la continuité des engagements pris au Sommet de l'OTAN de Washington, le Ministre délégué a rappelé l'importance de consolider et d'approfondir le soutien apporté à l'Ukraine, en pleine complémentarité avec les initiatives portées à l'Union européenne.
2. L'importance des efforts destinés à assurer notre défense collective et la sécurité de la zone euro-atlantique, en renforçant nos dispositifs de défense mais aussi en améliorant nos efforts de préparation et notre capacité d'adaptation face à la diversification des menaces, de plus en plus déterritorialisées, dans le cyber, le spatial ou le champ informationnel.
3. Les Européens doivent s'impliquer pour prendre davantage leurs responsabilités et leur part du fardeau, et ainsi renforcer le pilier européen de l'OTAN.

*Ce travail est déjà très largement engagé mais doit se poursuivre. L'Union européenne joue un rôle majeur pour fédérer et orienter ces efforts, pour ancrer le soutien à l'Ukraine dans la durée et renforcer l'industrie de défense européenne. »*

**7 décembre 2024** : à l'occasion de la réouverture de Notre-Dame, passage à Paris du futur président américain Donald Trump et du président ukrainien Volodymyr Zelensky ; organisation d'une rencontre tripartite par le président français Emmanuel Macron.

**11 décembre 2024** : le responsable de la « brigade Anne de Kyiv » formée en France et venant d'arriver en Ukraine est débarqué.

**12 décembre 2024** : rencontre à Berlin des ministres des Affaires étrangères de France, d'Allemagne, d'Italie, de Pologne, d'Espagne et du Royaume-Uni, ainsi que la représentante de la politique étrangère de l'Union européenne. *« Nous continuerons à soutenir l'Ukraine sur la voie irréversible de la pleine intégration euroatlantique, y compris l'adhésion à l'Otan. »*

Premier grand discours de nouveau chef de l'Otan Mark Rutte. *« Il est temps de passer à un état d'esprit de temps de guerre. » « Nous ne sommes pas en guerre, mais nous ne sommes certainement pas en paix non plus. »* Il souligne notamment qu'il faut prendre une petite partie des sommes alloués aux retraites, prestations sociales, etc.

*« En moyenne, les pays européens dépensent facilement jusqu'à un quart de leur revenu national pour les pensions, la santé et les systèmes de sécurité sociale. Nous avons besoin d'une petite fraction de cet argent pour renforcer notre défense et préserver notre mode de vie. Donner la priorité à la défense exige un leadership politique. Cela peut être difficile et risqué à court terme, mais c'est absolument essentiel à long terme. »*

*« N'oublions pas qu'en Europe, nous représentons 10 % de la population mondiale et que nous consacrons 50 % des dépenses mondiales à la sécurité sociale. En ce sens, je pense que nous avons une certaine marge de manœuvre. »*

Visite éclair du président français Emmanuel Macron à Varsovie, alors qu'il était censé annoncer la nomination d'un nouveau premier ministre. Lors de la conférence de presse avec le premier ministre polonais Donald Tusk, il affirme son allégeance à la superpuissance américaine. *« L'administration Trump a indiqué sa volonté d'essayer d'infléchir la ligne de ce conflit et il nous faut donc travailler de manière très étroite avec les Américains, avec évidemment l'Ukraine pour trouver un chemin possible, qui prenne en compte les intérêts de l'Ukraine, sa souveraineté et les intérêts des Européens et leur sécurité. »*

Donald Tusk a expliqué de son côté qu'il entendait *« couper court aux spéculations sur la présence potentielle de troupes d'un pays ou d'un autre en Ukraine une fois le cessez-le-feu ou la paix instaurés. Le président (Macron) en est conscient, nous en avons discuté. » ■*

## Sébastien Lecornu : « Vers la guerre ? »

En octobre 2024, Sébastien Lecornu, *ministre des armées depuis mai 2022*, a publié un livre intitulé frontalement « *Vers la guerre ?* ». À vrai dire, le point d'interrogation est un simple artifice rhétorique, car la réponse est donnée dès les premières pages : oui, nous allons à la guerre. La véritable question du livre est donc comment y préparer la France, et d'ailleurs, la dernière phrase affirme de manière très claire : « Pour le succès des armes de la France ».

Sébastien Lecornu, né en 1986, a grandi entre le Val d'Oise et la Normandie, dans une famille d'ouvriers aisés, liée aux grandes entreprises militaires, son père ayant été technicien à Safran, grande firme de l'aéronautique. Lui-même a passé son baccalauréat dans une école catholique privée avant d'aller étudier le droit à Paris, à l'Université Panthéon-Assas et même de faire une retraite monastique, dans une abbaye normande, notoirement connu d'ailleurs pour avoir soutenu l'Ordre des Chevaliers de Notre-Dame, un groupuscule ultra catholique ayant assuré la protection de collaborateurs pétainistes et même d'anciens SS dans les années 1950-1960.

C'est-à-dire qu'on a là, sans tenir compte de son orientation religieuse qu'il laisse de côté dans son livre, le narratif qui se veut typique du cadre de la France républicaine. Un simple Français, issu des « territoires », ayant reçu une éducation supérieure poussée, avant de venir à Paris et de se « convertir » au néo-gaullisme républicain.

Bien sûr, n'ayant aucune réelle expérience militaire, Sébastien Lecornu tente dans sa propre présentation de se donner une image vaguement crédible en soulignant les membres de sa famille, de la génération de ses grands-parents, ayant lutté dans la Résistance.



Pour l'édition de son livre, Sébastien Lecornu a choisi une entreprise liée au groupe Bolloré, qui mène depuis les années 2010 une constante offensive culturelle en faveur du développement populiste d'une idéologie nationale-catholique néo-gaulliste particulièrement agressive.

Le livre en lui-même s'adresse à un public assez large. Il se vend dans les librairies de gares et il est distribué aussi en grande surface, pour un prix assez accessible de 20€, supposant que la personne voulant l'acheter prenne toutefois le temps de peser sa décision.

C'est une façon de déterminer un public averti, disponible à être convaincu, exactement comme dans le cas du livre du président du Rassemblement National, Jordan Bardella, sorti de son côté presque au même moment.

La thèse du livre se développe en quatre parties, sous découpées en sous-parties numérotées assez curieusement de 1 à 18, comme s'il était voulu que le livre soit considéré comme un manuel, dont chaque sous-partie serait une sorte de fiche que l'on peut appréhender, lire - pour ne pas dire étudier - indépendamment de l'ensemble.

Chacune de ces sous-parties, ou fiche, commence par une citation, la plupart du temps d'un texte de Charles De Gaulle, mais aussi du général André Beaufre, un militaire de haut rang gaulliste et théoricien de la lutte contre-révolutionnaire et défenseur de l'arme atomique, ou encore de Pierre Messmer qui a été ministre des Armées sous De Gaulle, et dont Sébastien Lecornu revendique être le continuateur. Rien que cela donne déjà le ton du reste et résume en fait toute la démonstration du livre.

Par exemple, on peut lire « La gloire se donne seulement à ceux qui l'on toujours rêvée. » ou encore plus martial et direct dans notre contexte : « *Dans dix ans nous aurons de quoi tuer 80 millions de Russes. Eh bien je crois qu'on n'attaque pas volontiers des gens qui ont de quoi tuer 80 millions de Russes, même si on a soi-même de quoi tuer 800 millions de Français, à supposer qu'il y eût 800 millions de Français* ». Ces deux citations viendraient de Charles de Gaulle, et à la limite, elles ont dans leur contexte un certain panache provocateur et assuré, voire sarcastique, propre à flatter l'esprit national français.

Donc le petit effet symétrique par rapport à notre époque que recherche ici Sébastien Lecornu tombe à plat, même en admettant l'insupportable ton militariste de ces citations, ce qui de toute façon est déjà impossible. Mais l'auteur se moque au fond de tout cela, car il ne considère de toute manière pas l'Histoire de manière scientifique comme une réflexion

analysant des faits, mais comme un récit agençant une sélection de faits pour construire un narratif, ou pour mieux dire, un roman.

On peut donc résumer très vite la thèse du livre en quatre points :

1. L'armée doit être présentée comme l'institution par excellence de la France en tant que nation, et cela depuis même l'époque féodale de la chevalerie, la première date fondatrice donnée par l'auteur étant la bataille de Bouvines en 1214, mais bien sûr il ne manque pas - avant d'aller à la Libération de 1945 - de passer par Jeanne d'Arc et Napoléon Bonaparte, y compris en assumant la boucherie des guerres napoléoniennes d'ailleurs.

Mais surtout, c'est à la politique de De Gaulle et de Messmer dans les années 1960 qu'il entend se référer. La loi de programmation militaire du 8 décembre 1960 fondant notamment la politique militaro-industrielle et l'armement nucléaire stratégique du gaullisme est ainsi citée in extenso en annexe du livre.

2. L'actualisation aux nouvelles menaces, étant entendu qu'en fait la France ne doit se préparer à faire la guerre qu'en raison de crises extérieures menaçant son existence, qui lui imposent cet état de fait.

C'est d'ailleurs l'idée du sous-titre même du livre : « La France face au réarmement du monde ».

Cette actualisation demanderait de clarifier les éléments suivants : il faut maintenir et développer la dissuasion nucléaire, il faut s'appuyer sur l'OTAN.

Tel est le moyen pour pour élaner la force militaire française. Cependant, sans s'opposer frontalement à la Chine, il faut restreindre les capacités de projection et assurer le déploiement mondialisé des forces militaires françaises à ses bases les plus stratégiques (notamment Djibouti et Abu Dhabi), et aux territoires de souveraineté outre-mer, et il faut enfin développer les capacités de luttes cyber et spatiales.

3. Un exposé assez précis du programme des restructurations nécessaires pour permettre à la France de participer à la bataille pour le partage du monde. Il s'agit là d'abord de moyens économiques, en terme d'investissements et de dépenses publiques (qu'il faut pousser au-delà de 2% du PIB) mais aussi en développant encore plus le complexe militaro-industriel, en le plaçant même au centre de l'économie française.

Ce dont il est question de manière claire est d'assumer en fait la dilatation de l'économie de guerre, structurée autour de la DGA (Délégation Générale à l'Armement) qui doit être la clef de voûte de l'organisation militaire de l'économie. L'objectif est de moderniser l'équipement de l'armée, en stimulant l'innovation et la croissance des besoins de ce secteur, avec une fascination fétichiste pour la technologie de pointe (Intelligence Artificielle, ordinateur quantique, drones...). Cette croissance est elle-même présentée comme un des vecteurs de l'impérialisme français, puisque l'économie de guerre doit permettre aux grandes entreprises françaises de conquérir des marchés en exportant matériels, techniques voire même

doctrines. Un titre d'une sous-partie affirme même franchement sur ce point : le monde est à nous.

4. Une réflexion plus vague mais significative sur l'embrigadement des masses, présentée à travers un exposé froid et technique des menaces qui pèsent sur elles (terrorisme islamique, attaque de « proxy » c'est-à-dire groupes intérieurs plus ou moins criminels trahissant la cohésion nationale sous contrôle ou emprise d'un ennemi externe) et surtout sur une réflexion sur la mobilisation morale en faveur de l'armée et dans le cadre de l'économie de guerre.

Tels sont les quatre points. En fait, tout le livre est comme hanté par *L'Étrange Défaite*, une analyse à chaud de l'historien bourgeois Marc Bloch, écrite dans la foulée même de la défaite française face à l'Allemagne nazie en 1940. Ce document est lu comme une sorte de référence par n'importe quel cadre un peu cultivé de l'appareil d'État bourgeois en France. Notons au passage que le général André Beaufre s'est livré lui aussi à l'analyse de la Défaite de 1940.

Marc Bloch était un grand intellectuel organique de la bourgeoisie française, un historien spécialiste du Moyen Âge, issu d'une famille juive alsacienne.

Il avait plus de 50 ans lors de la défaite de 1940 et il était à ce moment capitaine de la réserve mobilisé. Il a rejoint la lutte armée en 1943 avant de se faire arrêter, torturer et exécuter par la police d'État nazie, la Gestapo, en juin 1944.

L'analyse que livre Marc Bloch de la défaite va dans le sens des affirmations de Sébastien Lecornu : ce qui a fait la faiblesse de la France, ce serait l'organisation trop bureaucratique et routinière de l'armée.

En plus de cela, il y a la mauvaise gestion du matériel et une doctrine non lucide sur les menaces de l'époque, notamment par manque d'un service de renseignement moderne et efficace et de dirigeants politiques clairvoyants et déterminés.

Dans la même perspective, Marc Bloch fustige les syndicats et la bourgeoisie libérale de ne pas s'être alignés sur les nécessités de l'économie de guerre et les impératifs du patriotisme, allant jusqu'à considérer que le pacifisme et même la peur de la mort qui auraient été généralisés dans les masses expliquent ce qu'il appelle la « lâcheté commune » de l'exode, les masses ayant préféré fuir devant l'ennemi plutôt que de l'affronter.

Si ces derniers éléments sont le sujet sous-jacent du 4e point de la thèse de Sébastien Lecornu, ce dernier les aborde bien sûr moins frontalement que ne l'a fait Marc Bloch. On remarque d'ailleurs que l'ensemble de sa démonstration vise même à ménager relativement les inquiétudes des masses.

L'économie de guerre est en fait pensée comme une sorte de secteur à l'avant-garde du capitalisme français, mais néanmoins à part du reste de la vie économique et sociale, qui pourrait continuer sa routine de son côté sans être vraiment concerné, sinon autrement que par les effets bénéfiques de la croissance économique des grandes entreprises du complexe militaro-industriels, comme si cela même était possible. Sébastien Lecornu reconnaît toutefois la nécessité de mettre au pas les ouvriers de ces secteurs en les mettant au pied du mur des exigences nationales, tout en leur reconnaissant certains avantages spécifiques à l'avenant.

De même, la mobilisation sociale en faveur de l'armée et de la guerre est réduite dans ses effets,

par exemple au prétexte de la lutte contre la « désinformation » il s'agit de mettre en place des organes de censure et de propagande dirigés par une bureaucratie militaire et policière spécialement dédiée, mais sans toutefois remettre globalement en cause le cadre légal de la liberté de la presse établi dans l'ordre bourgeois actuel.

Il s'agit aussi de renforcer les pouvoirs exécutifs du Président de la République en matière militaire, mais sans sortir du cadre de la Constitution de la Ve république, ni heurter trop frontalement les prérogatives du Parlement en matière de défense. Ce que propose Sébastien Lecornu, c'est une militarisation bureaucratique de l'État bourgeois et une mise au pas de la société, mais de manière surtout civile et technocratique, en poussant au maximum les institutions de la Ve République vers un État fort, mais sans aller jusqu'à renverser l'ordre civil bourgeois.

Cependant, pour l'auteur, il n'y a pas dans cette organisation générale la question de ménager les formes pour simplement préserver les masses, il y a surtout une vision fondamentalement anti-populaire de l'État et de l'armée.

Sébastien Lecornu développe tout au long de son livre son mépris des masses, dans un esprit très gaulliste justement. De manière significative, il rejette par exemple complètement l'idée d'un service militaire généralisé, en soulignant au passage, par une citation de Pierre Messmer à propos de Jean-Pierre Chevènement, à quel point la gauche du régime n'a rien compris à la conscription militaire. Jean-Pierre Chevènement voit, en effet, le service militaire comme une institution civique, creuset du sentiment national-républicain. Jean-Luc Mélenchon) l'imagine pareillement.

Le service militaire est donc une bonne chose, qui a des effets sur le peuple (et prétendument par le peuple), et il devrait donc idéalement être généralisé.

Lecornu prolonge, lui, l'idée de Messmer et souligne qu'une conscription entière d'une classe d'âge de garçons, mais aussi aujourd'hui de filles, impliquerait un budget énorme, car il faudrait prendre en compte 800 000 jeunes, prévoir des casernes, de l'équipement etc. Et tout cela se fera donc au détriment d'investissements plus utiles et nécessaires selon lui dans les équipements de pointe. De plus, une conscription généralisée n'aura aucun effet pratique sur les capacités militaires opérationnelles selon lui, car les masses sont massivement constituées à ses yeux de ce qu'il appelle des « traîne-savates » inutiles comme soldats.

Pour Sébastien Lecornu, il faudrait donc plutôt généraliser un dispositif comme le Service National Universel (SNU), avec un double objectif : de faire d'une part la promotion de l'armée, du complexe militaro-industriel et du patriotisme en faveur de la guerre, et d'autre part d'en faire un organe de détection des « talents », comme officiers, soldats, mais aussi ingénieurs techniciens ou même ouvriers spécialisés, en faveur des grandes entreprises du secteur militaro-industriel et de l'armée.

Plus largement, il faut selon lui agir politiquement pour rendre un culte de reconnaissance systématique aux « vertus » de l'armée, notamment lors des cérémonies d'hommage, où les masses doivent être poussées à l'admiration religieuse et reconnaissante face aux soldats morts, dont il faut faire des héros avec une pompe officielle la plus spectaculaire et solennelle possible.

Ce caractère anti-populaire de l'armée, avec cette idée que l'armée et son industrie sont une

sorte d'aristocratie nationale, étroite et ultra-qualitative ne s'imposant pas dans l'ordre civil mais exigeant son strict alignement et la reconnaissance explicite de sa place par le culte des vertus et des morts, n'est au fond rien d'autre que l'expression actualisée de l'idéologie gaulliste de la bourgeoisie réactionnaire.

Sur ce plan, le recours à l'idéologie nationale-catholique est complètement assumé. Par exemple, pour justifier le culte et la communion que la nation doit rendre à ses soldats tombés, Sébastien Lecornu explique qu'un militaire n'est jamais une victime, qu'on ne lui « prend » pas sa vie, tout au contraire, il serait un héros, qui « donne » sa vie à son pays. Si le culte en question doit être une expression sécularisée et laïque, l'image de la chevalerie chrétienne à travers le « devoir de mémoire et de reconnaissance » devant être inculqué à la jeunesse est transparent.

Bien sûr, découvrir cette idéologie implique d'avoir compris que le gaullisme n'a été historiquement qu'une alternative de la Droite bourgeoise et républicaine au fascisme, que de Gaulle n'est qu'une sorte de Maurrasien, voire même de pétainiste, plus pragmatique et moderne que Maurras et Pétain.

Que si de Gaulle s'est allié à la Gauche révolutionnaire française, notamment au PCF d'alors, dans le cadre de la Résistance, ce n'est à la fois que par pragmatisme, qui doit d'ailleurs beaucoup à Winston Churchill, qui était autrement plus capable et redoutable que de Gaulle, et par esprit concordataire conforme à l'idéologie nationale-catholique républicaine, que de Gaulle a peu à peu conceptualisé à sa manière, sur le tas. C'est pour comprendre cela et agir politiquement en fonction que nous avons le Parti Matérialiste Dialectique. C'est l'arme idéologique pour comprendre le monde et le transformer.

C'est ce qui permet ici d'éclairer la *ligne rouge* à suivre. Sébastien Lecornu entend de son côté proposer avec ce livre une *ligne noire* et il le fait comme cadre dirigeant de la technocratie de l'État bourgeois en France.

Sa ligne se présente dans la continuité historique du national-catholicisme républicain, c'est-à-dire en l'espèce du gaullisme, dans la continuité des institutions de la Ve République et même dans la continuité de la société bourgeoise de la consommation. Formellement, cette ligne s'adresse aux cadres de la bourgeoisie et aux « talents » issus des masses voulant les rejoindre, pour aligner l'État et la société française sur les grandes entreprises du complexe-militaro-industriels à l'armée mais sans en exposer trop ouvertement les conséquences ou plutôt sans les assumer ouvertement.

Cette ligne entend tenir les masses aussi loin que possible des affaires militaires et d'un État en mode impérialiste (appelé des vœux mêmes de Sébastien Lecornu), car la guerre et sa conduite sont l'affaire de spécialistes disciplinés et compétents, que les masses ne peuvent pas vraiment comprendre et pour lesquelles elles ne sont pas fondamentalement utiles, sinon pour fournir les « talents » nécessaires. Pour autant, il ne peut être question en raison même des besoins du capitalisme impérialiste de « geler » la société.

D'où l'appel à une mobilisation politique de forme « religieuse » appuyée sur les « vertus » propres aux militaires, notamment concernant le rapport à la mort, qui fait l'objet de toute une sous-partie dans le livre. Les masses doivent, en fait, communier dans le culte patriotique à rendre à l'armée, et ce culte se pose comme matrice d'une fidélité préparant un embrigadement plus poussé, si cela devait être nécessaire.

La ligne de Sébastien Lecornu n'est donc pas une ligne de fou furieux impérialiste, en apparence. C'est une ligne technicienne, qui se veut posée, pragmatique, sérieuse et experte. *Dans le contexte de décadence rongant l'État bourgeois en France, c'est donc une manœuvre à prendre au sérieux et à démolir frontalement pour ce qu'elle est : un pas de plus de l'appareil d'État bourgeois de notre pays en direction du carnage de la guerre impérialiste, que Sébastien Lecornu propose d'envisager comme une sorte d'épreuve morale, un signe des temps, voire même comme une opportunité.*

Notre ligne est celle justement totalement opposée à celle du camp de Lecornu. C'est celle du refus de livrer les masses de notre peuple à des fous furieux comme Sébastien Lecornu, aux agents du carnage de la guerre impérialiste. C'est la ligne du refus du fétichisme des gadgets meurtriers, du refus de l'épouvantable arme atomique, insulte à la civilisation, du refus des officines opaques agissant dans le dos des masses, du refus du bourrage de crâne idéologique et du matraquage de la propagande belliciste et en faveur de l'armée anti-populaire au service de l'État bourgeois et de sa dérive impérialiste inévitable, sinon par le coup d'arrêt de la Révolution.

C'est la ligne de l'affirmation de la dignité des masses, la ligne de l'huile qu'on jette sur le feu de la colère populaire qui doit monter face au gouffre qui s'ouvre sous les pas de la bourgeoisie décadente qui dirige notre pays et entend le conduire à l'apocalypse. La ligne de la rage contre la barbarie qui monte avec la décadence de l'ordre bourgeois et son corollaire implacable de la montée de la guerre et de la militarisation de la société, de l'étouffement méprisant pour la vie civile et pacifique à laquelle aspirent les masses de notre pays, fraternellement avec les masses mondiales. ■

# François Bayrou, Premier ministre fantôme d'un pays en crise

Le matin du 13 décembre 2024, le Président français Emmanuel Macron a invité pendant plus d'une heure trente François Bayrou à l'Élysée. L'entretien a été mauvais, car François Bayrou a en fait cherché à s'imposer... Et il a réussi. Emmanuel Macron aurait préféré l'éviter, seulement il n'avait personne d'autre profitant d'une certaine envergure et devait d'ailleurs nommer le Premier ministre la veille déjà.

C'est que François Bayrou représente le « centre » et partant de là il exprime une certaine stabilité à la française. La France est au centre : c'est ce qu'on apprend à Sciences Po, c'est ce que dit François Hollande pour justifier sa ligne de centre-gauche, et c'est également le justificatif employé par Maurice Thorez pour aligner le Parti Communiste Français en 1935-1936 sur les radicaux.

Et si Emmanuel Macron a été obligé de céder à l'exigence de François Bayrou, c'est que celui-ci forme un allié dont il ne pouvait se passer dans le contexte actuel. Le Mouvement démocrate (MoDem) de François Bayrou dispose de 33 députés à l'Assemblée nationale, et relève du dispositif de la majorité présidentielle depuis le départ, depuis 2017.

On a ici un épisode particulièrement obscur de l'histoire française, justement. Lorsque Emmanuel Macron s'est présenté, sorti de nulle part, à la présidentielle, François Bayrou a été son premier opposant. Sa critique était nette et vraie.

«Je suis absolument sceptique sur cette affaire, et quand je dis sceptique, c'est le mot le plus modéré que je puisse choisir, avait-il lâché sur le plateau de BFMTV en septembre 2016.

Ça ne marchera pas, parce que les Français vont voir ce que cette démarche signifie, ce qu'il y a derrière tout ça, derrière cet hologramme.»

«Il y a là une tentative qui a déjà été faite plusieurs fois par plusieurs grands intérêts financiers et autres, qui ne se contentent pas d'avoir le pouvoir économique, mais qui veulent avoir le pouvoir politique. »

« On a déjà essayé en 2007 avec Nicolas Sarkozy et ça n'a pas très bien marché. On a essayé en 2012 avec Dominique Strauss-Kahn... »

François Bayrou a cependant retourné sa veste très rapidement. Cela suit le succès de François Fillon à la primaire de la droite ; François Bayrou et les centristes misaient sur Alain Juppé.

Puis vint « l'affaire Fillon » savamment sortie au bon moment par le *Canard enchaîné*. La droite devait gagner la présidentielle, ce fut finalement Emmanuel Macron.

La bourgeoisie moderniste avait réussi un véritable coup de Jarnac. La droite traditionnelle était brisée et ne se remettra jamais de ce torpillage ; c'était le début de la droite moderne, LGBT et affairiste (au lieu d'être simplement notable), centré sur la finance et les « start up », avec le « boys club » à l'Élysée comme ose le résumer le quotidien Le Monde.

C'était la victoire de Georges Pompidou sur Charles de Gaulle, de Giscard d'Estaing sur Jacques Chirac, bref de la droite « américaine » sur la droite gaulliste.

## **FRANÇOIS BAYROU, SANS MAJORITÉ, NE PEUT PAS SAUVER UNE FRANCE EN FAILLITE**

Dans les jours qui ont précédé la chute du gouvernement de Michel Barnier, deux micro-événements ont marqué les esprits. Pendant quelques instants, les taux d'intérêt de la dette française à 10 ans (la référence) ont dépassé ceux de la dette grecque et, au même moment, l'écart entre le taux français et le taux allemand (qui est très scruté) a connu un plus haut historique.

C'est très révélateur de la situation de la France : du point de vue des investisseurs, elle équivaut à la Grèce en termes de confiance qu'elle inspire, et elle est bien en deçà de l'Allemagne dont elle est censée être l'équivalent, en tant que moteur commun de l'Union européenne (et ce alors que l'Allemagne est elle-même dans une situation économique très compliquée).

Le problème pour la France est très facile à comprendre : moins elle inspire confiance, plus elle paie cher pour emprunter, et plus elle s'enfonce dans les abîmes de la dette. La crise de régime pourrait très rapidement, potentiellement du jour au lendemain, se transformer en une grave crise financière tellement la situation est précaire.

La France emprunte ainsi de l'argent avec un taux autour de 3 %, ce qui est beaucoup. La charge de la dette française (les intérêts qu'elle paie chaque année) est actuellement de 55 milliards d'euros, ayant été négociée avec des taux assez bas. Avec les taux actuels, la charge serait au moins de 65 milliards d'euros : c'est la direction qui est prise, à minima.

On remarquera bien entendu qu'il n'y a pas eu de déflagration dans la foulée de la chute du gouvernement et que les taux sont restés à ce niveau élevé mais contenu d'environ 3 %.

C'est en réalité artificiel puisqu'il y a eu une grande opération de dopage des marchés financiers organisée par la Banque centrale européenne pour éviter l'emballement. Tout simplement, la Banque centrale européenne a « acheté » (en fait annulé) des bons du trésor français (sur le marché secondaire, de l'occasion), pour faire chuter les prix. Évidemment, ces rachats sont fictifs, correspondent à de l'argent magique (ou de la « planche à billet ») et ont un effet à long terme dévastateur. À court terme, les apparences semblent par contre sauvées avec une crise financière française (autour de sa dette souveraine) qui n'explose pas.

Cela ne sera pas éternellement le cas et la chute sera d'autant plus brutale. En l'absence d'un budget de redressement de ses comptes, sans aucune majorité pour choisir une direction, le déficit public de la France va forcément exploser en 2025. Pour le bilan 2024, il dépassera largement le seuil annoncé des 6 % du PIB (il était prévu à 4,4 % dans le projet de loi de finance 2024).

La France est d'ailleurs le seul pays de la zone euro qui va augmenter son déficit public trois années de suite, et elle n'a aucune perspective de redressement. Alors elle va continuer à aggraver sa dette. En 2025, la France devra emprunter au moins 300 milliards d'euros, ce qui sera un record. Et plus de la moitié de cet argent ne servira qu'à rembourser les échéances des emprunts des années précédentes.

L'encours de la dette négociable de l'État français est de 2 600 milliards d'euros. La dette publique française au total, avec la Sécurité sociale, les organismes publics et les collectivités territoriales, est de 3 000 milliards d'euros.

Dans le même temps, les autres indicateurs économiques du capitalisme français convergent tous dans la même direction : le climat des affaires, la consommation des ménages, les investissements productifs sont tous dans une spirale négative.

Pour ce dernier point, il faut bien voir qu'il y a une baisse de l'investissement des entreprises sur 4 trimestres consécutifs, et probablement un 5e trimestre de suite avec les chiffres qui seront publiés au début du mois de janvier 2025.

L'indice composite des indicateurs des directeurs d'achat pour novembre 2024 est de 45,9 (si on est en dessous de 50 c'est la récession ; si on est au-dessus c'est la croissance). A titre de comparaison, la Chine c'est 52,3 et la Russie c'est 52,6. Au niveau mondial, c'est 52,4. Pour le Brésil, c'est 53,5 et c'était 55,9 en octobre.

Le recul de l'activité en France est très net et ancré, faisant de la période une période de récession. Sur le plan de l'industrie, là où est véritablement produite la valeur, il y a en France une baisse de l'activité continue depuis 29 mois.

C'est tout simplement intenable pour le capitalisme français. La France est le maillon faible de la zone euro sur le plan économique, mais *elle est aussi voire surtout le maillon faible de l'occident sur à peu près tous les plans.*

## **LA FRANCE CONNAÎT UNE CRISE DE RÉGIME, CAR IL N'Y A PAS DE LIGNE MAJORITAIRE POSSIBLE**

Rappelons quelques faits. Le 4 décembre 2024, les députés du Rassemblement national et de son allié UDR (le groupe d'Eric Ciotti) ont voté la motion de censure déposée par les députés de gauche élus sous la bannière « Nouveau Front populaire ». Elle a été adoptée par 331 voix sur 574 (58 %).

C'était en réaction au recours par le gouvernement à l'article 49.3 de la Constitution sur le budget de la Sécurité sociale, et cela eu pour conséquence d'obliger le premier ministre à présenter sa démission, entraînant avec lui l'ensemble du gouvernement.

Ce fut un épisode politique marquant, mais ce n'est toutefois qu'un épisode de la crise du régime français, qui n'a pas changé de nature le 4 décembre 2024. S'il y a eu aggravation de la crise sur le plan quantitatif, cela ne provoque pas, pour l'instant, un basculement qualitatif précipitant directement le pays.

De fait, sans majorité, il ne pouvait pas y avoir de budget voté et le gouvernement de Michel Barnier était forcément fictif, forcément condamné à échouer. Cela a été vu et dit par n'importe quel commentateur présentant un minimum de sérieux. La crise s'est jouée en juin et juillet 2024, alors que le Président Emmanuel s'est retrouvé sans majorité, sans pour autant produire une opposition en mesure d'imposer une cohabitation.

Il y a eu une Union sacrée sur une ligne anti-populaire pour empêcher le Rassemblement national et son allié UDR de représenter cette opposition, alors qu'électoralement c'était le cours des choses. La menace, pour ces gens, ce n'était pas le Rassemblement national, mais une éventuelle cristallisation de la volonté populaire.

Il faut rappeler ici que le vote ouvrier va au Rassemblement national dans sa majorité, sans évidemment que le Rassemblement national ne représente en rien les intérêts des ouvriers, à part dans le sens idéologique de la « protection » d'un confort petit-bourgeois. Marine Le Pen et Jordan Bardella forment un duo en quelque sorte équivalent à Donald Trump.

Cependant, Donald Trump représente l'aile la plus agressive de la bourgeoisie américaine, celle qui dit que les délires LGBT et modernistes ne suffisent plus à maintenir l'hégémonie, qu'il faut au contraire remodeler l'ordre mondial et briser en priorité la superpuissance chinoise concurrente. Le Rassemblement national, lui, est grandement affaibli par le fait que la bourgeoisie française s'est quasiment entièrement couchée devant la superpuissance américaine.

Autrement dit, le Rassemblement national n'est pas fasciste.

Ce qu'il véhicule, c'est un populisme consistant en la combinaison d'un nationalisme mou, avec un républicanisme à prétention sociale tout aussi mou. Le Rassemblement national et son allié UDR ne consiste ainsi pas en un mouvement populaire représentant une capacité politique suffisamment conséquente pour arriver à quelque-chose dans un pays comme la France, avec une forte tradition de lutte des classes et de nombreux acquis sur le plan culturel.

C'est là clef de la situation. Il est facile pour la bourgeoisie moderniste, pro-américaine, de contourner un tel mouvement, alors qu'il est impossible pour la fraction la plus dure de la bourgeoisie française de le suivre, car cette fraction n'est pas prête à rompre avec les États-Unis.

Cela torpille également la gauche, car sur le plan des valeurs culturelles, elle est entièrement soumise à la bourgeoisie moderniste : LGBT, art contemporain, Union européenne comme vecteur progressiste, société inclusive, les droits sociaux réduits à des acquis individuels, etc.

## **LE CONFLIT ARMÉ EN UKRAINE A TOUT CHANGÉ**

La contradiction principale qui a tout décidé, c'est la question du rapport à la superpuissance américaine. Avec la guerre en Ukraine, la France s'est littéralement couchée face aux États-Unis, écrasant de fait toute possibilité nationaliste réelle comme expression de la crise.

Or, il ne peut pas y avoir en France de nationalisme sans remise en cause de l'Otan et de l'hégémonie américaine ; de fait, l'option néogaulliste qu'incarnait le Rassemblement national a failli historiquement, en raison de l'inféodation totale de la bourgeoisie française à la bourgeoisie américaine avec le soutien unilatéral du régime ukrainien contre la Russie.

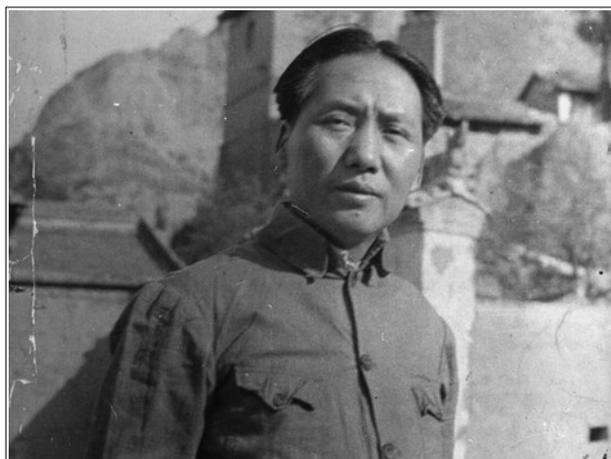
Pareillement, tous les regroupements nationalistes du type agressifs, activiste... ont rallié les partis nazis ukrainiens, avec un certain nombre de gens allant rejoindre les rangs des troupes de l'armée ukrainienne.

Ainsi, la crise de régime en France consiste en la contradiction entre la 5e république, qui est un régime semi-monarchique correspondant à une puissance mondiale qui cherche à tenir son rang, et la situation d'un pays devenu de second rang, entièrement aligné sur la superpuissance américaine.

Dit autrement, il en est fini de la France du Général de Gaulle, mais pas de ses institutions. Politiquement, la situation est inextricable et ne pourra aboutir que par un renversement.

La question sera de savoir si la France deviendra un régime fantoche dirigé par et pour les États-Unis (comme Israël ou le Canada), ou si elle parviendra à produire un renversement démocratique et populaire formant un régime de démocratie populaire.

Si les choses ne semblent pas se décanter par elles-mêmes, en raison de l'immobilisme politique dans le camp populaire et de la nullité politique dans le camp bourgeois, il n'en sera probablement pas de même en ce qui concerne la crise financière qui pourrait très vite précipiter la crise. ■



« Le mode de production capitaliste s'est heurté à une limite ; il connaît une crise générale, il se précipite vers la guerre impérialiste, dont la substance est le repartage du monde. En ce sens, nous pouvons dire que la mise en place de Crise était juste et incontournable.

Qui veut comprendre le monde en évolution doit se servir de Crise, comme organe de réflexion et de stratégie, au poste de commande de la compréhension de la crise générale du mode de production capitaliste que nous connaissons aujourd'hui. »

(éditorial du 21<sup>e</sup> numéro, juillet 2022)

# GAZA, LIBAN, SYRIE...

## L'EFFONDREMENT DE « L'AXE DE LA RÉSISTANCE »

### Un avertissement sur l'Orient qui rend fou

Les Français – et dans une moindre mesure, les Belges – sont profondément marqués par la culture catholique, même s'ils n'ont aucun rapport avec la religion. Pour cette raison, ils adorent s'intéresser au Moyen-Orient, ou bien au contraire considèrent que c'est un monde de fou. Dans ce dernier cas, on trouve une phrase emblématique de Charles de Gaulle : « Vers l'Orient compliqué, je volais avec des idées simples ». C'est un regard a posteriori, raconté dans le premier tome de ses Mémoires de guerre. Et il y a l'idée que là-bas, il n'y a rien à faire, c'est ingérable.



*L'Entrée du Christ dans Jérusalem par Giotto, 1303*

Ceux qui par contre sont fascinés par cette partie du monde s'imaginent la comprendre avec subtilité. C'est en réalité de la stupidité. Lors du début de la « révolution syrienne », par exemple, certains se sont précipités à son soutien, depuis la mouvance post-trotskiste post-anarchiste (Nouveau Parti Anticapitaliste, Lundi matin...). Pas de chance, il s'agissait de forces islamistes sponsorisés par la superpuissance impérialiste américaine et des pays musulmans sunnites de la région.

Il y a au même moment la grande révolte kurde, avec l'instauration d'une zone autonome, le Rojava. C'est devenu un objet de culte dans

la mouvance anarchiste. Certains sont même partis rejoindre les rangs de l'armée kurde là-bas. Ils passent sous silence par contre qu'il y a eu un appui américain alors et ce jusqu'à aujourd'hui.

Leurs équivalents mais inversés se retrouvent également, avec les « marxistes-léninistes », la gauche du PCF, les « anti-impérialistes », etc. Ces gens sont fascinés par le nationalisme arabe, surtout lorsque celui-ci se dit « républicain », « anti-impérialiste », « populaire ». La Syrie jouerait un rôle progressiste, le Front Populaire de Libération de la Palestine serait très

bien, le Djihad Islamique aurait une dimension social-révolutionnaire, le Hezbollah serait sincèrement anti-impérialiste, le Hamas serait le représentant de la bourgeoisie palestinienne, etc.

On parle en réalité de forces féodales alignées sur l'Iran, la Russie, la Chine. Et le pire, c'est qu'elles ne s'en cachent pas du tout. Mais tout cela est « oublié ».

Car l'Orient qui rend fou amène les Français, quand ils cèdent à la tentation, à se précipiter dans un aveuglement forcené. Les raisons sont nombreuses : chauvinisme occidental par rapport à la terre du Christ, antisémitisme larvé, imaginaire « révolutionnaire » fantasmant sur les révoltes, etc.

Il ne s'agit pas ici de perdre son temps là-dessus, car ce n'est pas le sujet, et de toutes façons ces gens sont incorrigibles, d'un irrationnel digne des « gilets jaunes ». Mais l'avertissement est nécessaire. Cet article est publié dans un cadre sérieux et il faut bien se séparer de ces gens prétentieux, irréfléchis et déconnectés de la réalité.

Abordons maintenant chronologiquement les événements, avec le Hamas à Gaza tout d'abord, le Hezbollah au Liban ensuite, puis finalement l'effondrement de l'État syrien.

## **L'opération « Déluge d'Al-Aqsa » du Hamas**

Criminel et suicidaire, difficile de qualifier autrement le choix du Hamas de mener le 7 octobre 2023 l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » (Al-Aqsa désignant une partie de l'esplanade des Mosquées à Jérusalem).

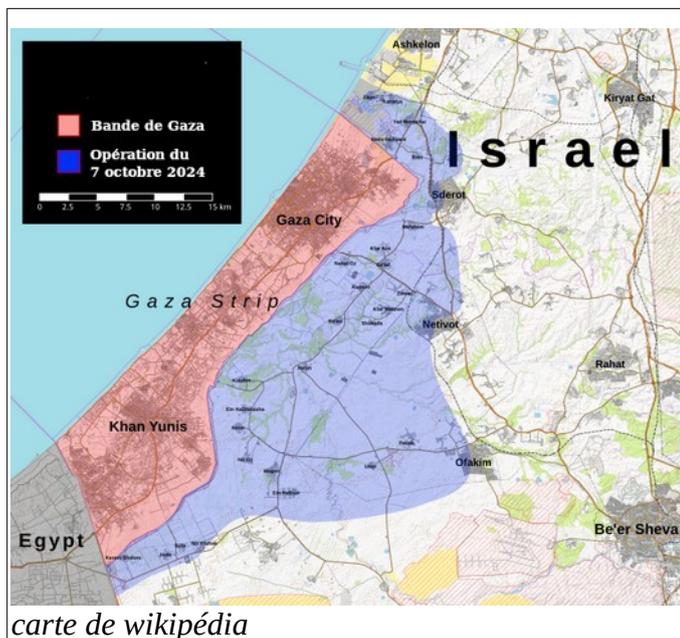
Criminel, car l'action menée par 3 000 assaillants a sciemment visé des civils, dans des villes ou des kibboutz, ou encore au festival de musique techno Nova. Un véritable massacre a causé la mort de 800 civils, 360 policiers et soldats, et la prise en otage de 252 personnes.

Suicidaire, car c'était du pain béni pour un Etat israélien voyant une occasion de détruire Gaza. Démantelant en pratique les structures du Hamas, notamment ses tunnels, l'armée israélienne a rivalisé en brutalité envers les personnes arrêtées, avec notamment la torture et les viols, et en opérations de bombardements.

Il y a à Gaza au minimum, une année après le 7 octobre 2023, 42 000 personnes (civiles ou combattantes) tuées, dont une large majorité de femmes et d'enfants. Il faut considérer que le chiffre réel est bien plus important.

Plus de 165 000 bâtiments ont été détruits ou endommagés de manière marquante, soit les deux-tiers.

On est dans un contexte d'affrontement ouvert. Le mouvement de population est d'ailleurs énorme : le 1,9 million de Palestiniens à Gaza a dû fuir, tout comme des centaines de milliers d'Israéliens.



C'est un désastre total.

Mais le fanatisme des islamistes est tel que c'est présenté comme une grande victoire.

Et comme il a été déjà mentionné dans le précédent numéro de *Crise*, cette orientation a été assumée non seulement par les autres factions islamistes de Gaza, mais également les composantes de l'OLP relevant du « front du refus », tels le Front démocratique pour la libération de la Palestine et le Front populaire de libération de la Palestine.

Voici justement le communiqué de cette dernière organisation, souvent présentée comme « de gauche » en France et en Belgique. On a un exemple de triomphalisme totalement délirant, incompréhensible. Mais on a aussi, et c'est très important, l'éloge de « l'Axe de la résistance ». Cet axe comprend justement notamment le Hezbollah libanais et la Syrie.

« La bataille du *Déluge d'Al-Aqsa* marque un tournant stratégique dans notre lutte, et la résistance ne sera pas brisée.

À l'occasion du premier anniversaire de la traversée épique du 7 octobre (la bataille du *Déluge d'Al-Aqsa*), nous rappelons avec fierté et respect cet événement exceptionnel dans l'histoire de la lutte du peuple palestinien.

Ce moment a incarné la volonté inébranlable de la résistance face à l'occupation brutale. Cette bataille a représenté un changement stratégique dans le conflit, révélant la faiblesse de l'ennemi, sa fragilité et les fissures dans son système de sécurité militaire, aggravant encore ses crises internes.

En ce jour glorieux de l'année dernière, des centaines de combattants de la résistance ont infligé une défaite cuisante à la division [israélienne] de Gaza, parvenant à contrôler en quelques heures de vastes parties de nos terres occupées et revenant avec des centaines de soldats et d'officiers capturés.

Au cours de l'année écoulée d'agression sioniste systématique, la résistance a exécuté des opérations de haut niveau qui ont paralysé les capacités militaires de l'ennemi et désorienté ses dirigeants, qui pensaient à tort qu'ils pourraient éradiquer la résistance en l'espace de quelques semaines.

Au cours des manœuvres terrestres, l'occupation a subi de lourdes pertes en vies humaines et en matériel, malgré qu'elle ait utilisé la tactique de la terre brûlée.

La résistance a continué à bombarder les villes et les colonies « israéliennes » avec des roquettes, frappant profondément le territoire sioniste.

L'unité de terrain entre les factions de l'Axe de la Résistance, de Palestine, du Liban, du Yémen et d'Irak, est devenue évidente, avec la participation active de la République islamique d'Iran, ce qui a contribué à épuiser l'ennemi et à développer l'équation de la dissuasion en utilisant des missiles et des drones pour frapper au plus profond du territoire sioniste. Cela a renforcé la présence de la résistance sur la scène régionale.

Sur le plan politique et international, l'entité sioniste s'est retrouvée dans un isolement sans précédent, les protestations mondiales contre ses crimes brutaux s'intensifient. La Cour internationale de justice a rendu des arrêts condamnant les crimes de l'occupation, malgré les contraintes imposées par les pressions américaines.

La pression internationale sur l'entité s'est accrue dans les forums mondiaux, et la voix palestinienne s'est élevée contre les mensonges sionistes, entraînant des protestations mondiales sans précédent, notamment dans les universités du monde entier. Notre peuple et notre résistance ont consenti d'énormes sacrifices au cours de l'année écoulée, avec des centaines de milliers de martyrs, de blessés, de disparus et de prisonniers. Le conflit s'est étendu de la bande de Gaza à la Cisjordanie, puis au Liban.

Dans cette bataille, de grands dirigeants sont montés en martyrs, au premier rang desquels le chef des martyrs, le Sayyed des martyrs, Hassan Nasrallah ; le chef symbolique, Ismail Haniyeh ; le chef Saleh Al-Arouri ; et une longue liste de dirigeants et de cadres du FPLP, avec à leur tête le camarade Nidal Abdul Aal, membre du bureau politique et chef du département de la sécurité et de l'armée.

Gaza et la Cisjordanie ont été le théâtre de destructions massives d'infrastructures dues à des bombardements sionistes barbares et sans précédent, plus graves que lors de n'importe quel conflit ou guerre antérieur. L'occupation a commis des crimes sans précédent contre les civils, en bombardant des hôpitaux, des écoles et des installations vitales, en empêchant l'aide humanitaire et en ciblant des journalistes dans sa poursuite du génocide et du déplacement.

Malgré les tentatives de l'ennemi de déplacer notre peuple à Gaza et en Cisjordanie, la fermeté du peuple et de la résistance a fait échouer ces plans, et l'ennemi n'a pas réussi à atteindre ses objectifs d'écraser la résistance ou de récupérer les otages.

La résistance a réussi à compenser ses pertes de leadership, à reprendre le contrôle de la bataille et à prouver que la Cisjordanie est un acteur clé dans la lutte contre la résistance armée montante.

À cette occasion, le Bureau politique du Front populaire de libération de la Palestine réaffirme ce qui suit :

1. La bataille du *Déluge d'Al-Aqsa* a marqué un tournant stratégique dans l'histoire de la résistance palestinienne, et ses enseignements continueront d'être étudiés dans les académies militaires, tant au niveau de la planification que de l'exécution.

2. L'ennemi n'a pas atteint les objectifs qu'il s'était fixés, notamment l'éradication de la résistance et la récupération des otages, et continue d'essayer des défaites à Gaza, en Cisjordanie et au Liban.
3. La résistance a démontré sa capacité à durer, à compenser les pertes de leadership et à renforcer ses capacités défensives et offensives.
4. La résistance reste attachée à ses exigences fondamentales : le retrait total de Gaza, la fin de l'agression, le retour des personnes déplacées, la reconstruction et la levée complète du siège.
5. Il est urgent de restaurer l'unité nationale palestinienne et d'élaborer une stratégie de résistance globale pour faire face aux défis considérables posés par l'occupation.
6. La montée de la résistance armée en Cisjordanie est un choix stratégique pour les factions de la résistance et un élément crucial du conflit.
7. Les masses arabes sont appelées à prendre l'initiative de s'opposer aux politiques des régimes réactionnaires, d'arrêter la normalisation et de descendre dans la rue pour soutenir la Palestine et la résistance.
8. L'escalade des mouvements de masse mondiaux doit se poursuivre avec plus de force pour dénoncer les crimes de l'occupation et condamner le soutien occidental et américain à l'agression « israélienne ».

En conclusion, au nom des factions et de l'Axe de la Résistance, nous réaffirmons notre engagement envers notre peuple, notre nation et les peuples libres du monde que la flamme de la résistance restera allumée et ne s'éteindra pas jusqu'à ce que l'agression soit vaincue et la Palestine libérée, la victoire étant inévitable tant que la volonté de notre peuple restera inébranlable et sa détermination inflexible.

Gloire aux martyrs, liberté pour les prisonniers, et avec certitude la victoire arrive.

Front populaire de libération de la Palestine, Bureau politique, 7 octobre 2024 »

## **La déclaration palestinienne de Pékin en juillet 2024**

L'arrière-plan de l'initiative du Hamas, c'est la coupure entre Gaza et la Cisjordanie, qui avait provoqué une grande inquiétude dans le camp palestinien, qui voyait bien que la séparation entre le Hamas d'un côté, l'OLP de l'autre ne pouvait rien amener de bon.

Les deux camps paraissaient inconciliables : l'OLP consistait désormais, avec le mouvement Fatah à sa tête en son sein, en une structure bureaucratique clairement vendue aux pays occidentaux. Quant au Hamas, il reposait sur des féodaux alimentés par le Qatar et la Turquie.

C'est pourquoi il y eut un double appel de plusieurs prisonniers dès mai et juin 2006, demandant à une unité générale de toutes les organisations palestiniennes, avec la reconnaissance de l'Autorité palestinienne comme base de l'État palestinien à instaurer (ce qui satisfait l'OLP), mais également l'acceptation de la résistance armée (ce qui satisfait le Hamas).



Les signataires provenaient eux-même des principales organisations palestiniennes : Marwan Barghouti pour le Fatah, Abdel Khaleq al-Natsh pour le Hamas, Bassam al-Saadi pour le Jihad islamique, Abdel Raheem Malluh pour le Front populaire de libération de la Palestine, Mustafa Badarneh pour le Front démocratique de libération de la Palestine.

Plusieurs tentatives suivirent pour ouvrir un dialogue entre l'OLP et le Hamas, notamment au Caire (mai 2011 et octobre 2017) et à Alger (octobre 2022), qui aboutirent à des accords purement techniques, sans rien de politique. C'est alors la Chine qui est intervenue et qui amène à une déclaration commune en juillet 2024.

Cet épisode est passé totalement inaperçu, il est pourtant on s'en doute absolument essentiel pour comprendre le jeu des superpuissances américaine et chinoise, au cœur de tout ce qui se passe comme conflit non révolutionnaire dans le monde.

La déclaration commune a été signée à Pékin, en présence des représentants de l'Égypte, de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, du Qatar, de la Jordanie, de la Syrie, du Liban, de la Russie et de la Turquie.

Les signataires sont :

- les membres de l'OLP tant pour ceux en faveur d'un « accord de paix » que ceux membres du « front du refus » : Fatah, As-Saiqa, Parti du peuple palestinien, Union démocratique palestinienne, Front arabe palestinien, Front de libération de la Palestine, Front de lutte populaire palestinien, Front démocratique pour la libération de la Palestine, Front populaire de libération de la Palestine ;
- l'Initiative nationale palestinienne (liée à l'Internationale socialiste), le Front populaire de libération de la Palestine – commandement général (lié à la Syrie) ;

- les islamistes : Hamas, Mouvement du Jihad islamique.

La Chine résume de la manière suivante le contenu de la déclaration :

« La première étape consiste à promouvoir un cessez-le-feu global, durable et viable dans la bande de Gaza dès que possible, et à garantir l'accès de l'aide humanitaire et des secours. La communauté internationale devrait s'unir davantage sur la question du cessez-le-feu.

La deuxième étape consiste à défendre le principe selon lequel « les Palestiniens gouvernent la Palestine » et à travailler ensemble pour promouvoir la gouvernance d'après-guerre à Gaza. Gaza est une partie inséparable et importante de la Palestine, et la reconstruction d'après-guerre dès que possible est devenue une question urgente pour la prochaine étape. La communauté internationale devrait aider les factions palestiniennes à former un gouvernement intérimaire avec un consensus national pour gérer efficacement Gaza et la Cisjordanie.

La troisième étape consiste à encourager la Palestine à devenir un membre à part entière des Nations Unies et à commencer à mettre en œuvre la « solution à deux États ». Il faut soutenir la tenue d'une conférence de paix internationale plus large, faisant davantage autorité et plus efficace, ainsi qu'établir un calendrier et une feuille de route à cet effet.

Le cessez-le-feu et l'aide humanitaire sont des priorités absolues, « les Palestiniens gouvernent la Palestine » est le principe de base de la reconstruction d'après-guerre à Gaza, et « la solution à deux États » est la voie fondamentale à suivre pour l'avenir.

La communauté internationale devrait soutenir les parties concernées dans la mise en œuvre de l'approche en trois étapes avec une attitude sérieuse. »

Cet appel vise à essayer de sauver les forces palestiniennes comme forces sur le terrain, et la perspective chinoise est de chercher à maintenir une situation « compliquée » pour la superpuissance impérialiste américaine.

Cependant, l'État israélien a alors pris l'initiative et s'est confronté au Hezbollah, avec un très grand succès.

## **La liquidation du Hezbollah libanais**

Ce qu'on appelle l'axe de la résistance est le prolongement du « front du refus ». Ce dernier est composé des pays et factions refusant de s'aligner sur la superpuissance impérialiste américaine lorsque celle-ci a obtenu le statut de superpuissance unique après 1989.

« Axe de la résistance » est une réponse à l'expression « axe du mal » employée par le président américain George W. Bush pour parler de l'Iran, de l'Irak et de la Corée du Nord.

Plus concrètement, il s'agit dans les faits d'une alliance entre l'Iran islamiste (sur une base chiite) et la Syrie laïque-nationaliste (dominée par une minorité musulmane chiite).



*Le drapeau du Hezbollah*

Cette dernière décennie, une force a particulièrement profité de cette alliance : le Hezbollah (ḥizbu-llāh, « Parti d'Allah »), un mouvement musulman chiite puissamment armé. Formé au début des années 1980, le Hezbollah est à la fois un parti politique très influent au Liban et une faction militaire d'une grande envergure.

C'était néanmoins vrai avant que l'État israélien ne l'anéantisse. Le Hezbollah disposait de 20 000 soldats, et de 30 000 réservistes, et était très structurée. Il a néanmoins envoyé 5 000 hommes en permanence en Syrie, pour soutenir le régime dans le cadre de la guerre civile. Ce faisant, il est devenu très poreux aux infiltrations.

S'il possédait ainsi de nombreux tunnels, 40 000 roquettes, il s'est fait briser de manière ciblée. Les bipeurs de milliers de responsables ont ainsi explosé le 16 septembre 2024, provoquant des dizaines et des morts et un nombre très considérable de blessés graves, de mutilés. Le lendemain, ce sont les talkies-walkies des responsables qui explosent, provoquant la mort de plus de 25 personnes et encore des centaines de blessés.

Une série de bombardements israéliens s'ensuit, sur 1300 cibles provoquant la mort de 2500 personnes, en blessant plus de 7500, amenant 1,4 million de personnes à s'enfuir.

Le dirigeant du Hezbollah depuis 1982, Hassan Nasrallah, est lui-même tué dans la destruction du siège du mouvement à Beyrouth le 27 septembre 2024.

Le prestige du Hezbollah était immense, notamment depuis l'été 2006 où il avait relativement tenu face à l'armée israélienne dans un affrontement de 33 jours.



*Le Guide de la révolution Ali Khamenei (dont le site officiel fournit la photo), le secrétaire général du Hezbollah Hassan Nasrallah et le général et chef de la force Al-Qods Qassem Soleimani à Téhéran*

Tout cela s'est effondré comme un château de cartes, tout comme l'État syrien.

## L'effondrement du régime syrien et sa cause

Le régime syrien, dirigé par Bachar el-Assad, s'est effondré comme un château de cartes, en douze jours. La raison de cela est la suivante.

Les forces occidentales ont soutenu l'opposition au régime, qui a réussi à mener un soulèvement en 2011. Cette opposition mêlait différents courants, allant de mouvements patriotiques aux islamistes, en passant par des Kurdes indépendantistes.

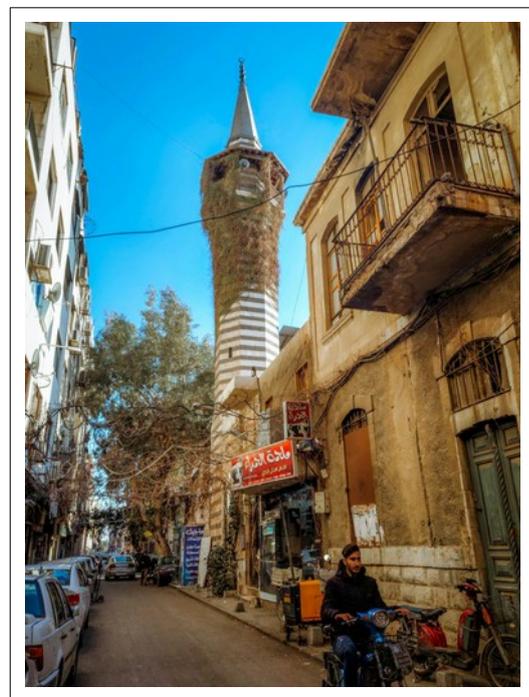
Il y avait une dimension indéniablement populaire, le régime « ba'thiste » étant insupportable, néanmoins l'hégémonie idéologique était clairement à la fois islamiste et liée aux pays occidentaux.

Le régime a tenu bon pour deux raisons : les islamistes ont fait peur à une partie du pays, les Kurdes ont été prêts à négocier avec le régime, l'Iran a apporté son aide militaire sur le terrain, la Russie a agi de manière décisive à coups de bombardements meurtriers ; des armes chimiques ont été employées.

Un autre aspect, fondamental, a été l'extrême brutalité de la répression orchestrée par le régime. Le terrible symbole de cela est la prison de Saidnaya, un véritable centre de torture et de meurtre, à une trentaine de kilomètres de la capitale Damas. Des dizaines de milliers de gens y ont été victimes des pires cruautés et de mises à mort barbare.

La guerre civile syrienne a ainsi été terrible, avec 600 000 morts, et également 5 millions de personnes fuyant littéralement les deux camps, pour une population d'autour de 19 millions de personnes initialement.

Le régime, pour tenir, a encore plus serré la vis, et est même passé à la production massive d'une puissante amphétamine, le Captagon, revendu ensuite aux mafias qui le distribuaient dans toute cette partie du monde.



Voyant la faillite venir, Bachar el-Assad, a tenté le tout pour le tout, en 2023. Il a littéralement proposé une ouverture à l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis, et des négociations ont commencé.

Les avancées ont été rapides, puisque la même année la Syrie reprend sa place perdue en 2011 dans les rangs de la Ligue Arabe.

Et des négociations ont commencé indirectement avec la superpuissance impérialiste américaine pour qu'elle cesse son embargo prononcé en 2011 et depuis toujours renouvelé, notamment avec le Caesar Act de 2019.

Donnons deux exemples parlants. D'abord, quand Hassan Nasrallah a été tué au Liban fin septembre 2024 par les frappes israéliennes, la Syrie n'a rien dit.

Quand Bachar el-Assad prend ensuite la parole le 11 novembre 2024 en Arabie Saoudite à un sommet arabo-islamique, il condamne les actions d'Israël à Gaza et au Liban, mais ne dit strictement rien sur les nombreux bombardements israéliens en Syrie, qui visent principalement des forces du Hezbollah et de l'Iran.

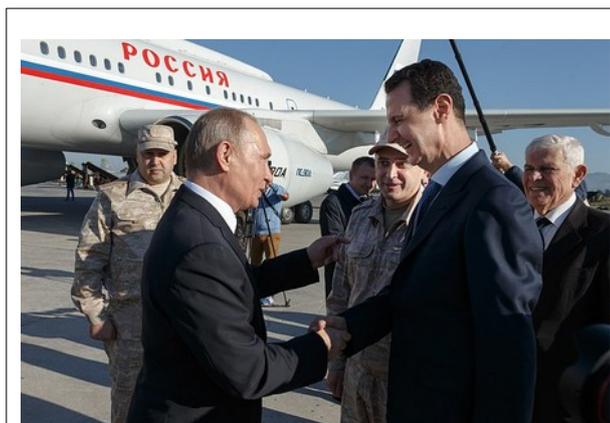
Pareillement, quand l'opération des rebelles syriens basés au Nord a commencé, l'Iran les a simplement qualifiés de groupes armés, et non plus de takfiris (c'est-à-dire de musulmans sectaires visant par la violence les musulmans d'autres tendances religieuses).

Autrement dit, la rupture était déjà consommée. La Syrie était travaillée au corps par un dilemme qui a torpillé le régime de l'intérieur : se tourner vers l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis, ou bien rester lié à l'Iran et au Hezbollah. *Dans une situation de crise, cela a totalement paralysé les différents niveaux institutionnels, et l'armée s'est évaporée devant l'offensive « rebelle ».*

## Hayat Tahrir al-Cham et la « rébellion » syrienne

Lorsque la révolte de 2011 a échoué, que le régime syrien a réussi à tenir le choc, la fiction d'une « Armée syrienne libre » censée porter la rébellion a rapidement volé en éclats. Le masque est tombé : il ne s'agit que de factions armées, islamistes pour la plupart, nationalistes plus rarement.

Elles ont été structurées de manière artificielle par différentes grandes puissances. Le moment-clef fut la réunion en Turquie à Antalya, où 260 chefs de groupes rebelles syriens mirent en place un « Conseil militaire suprême ».



*Photographie officielle du ministère russe de la Défense avec le président russe Vladimir Poutine et le président syrien Bachar el-Assad*

Les forces parties prenantes du projet furent la superpuissance impérialiste américaine, ses alliés occidentaux notamment français, la Turquie et le Qatar (les « Frères musulmans »), ainsi que l'Arabie Saoudite.

C'est dans ce cadre que naît Hayat Tahrir al-Cham (Organisation de libération du Levant) en 2017. À ce moment-là, la rébellion est réduite à son enclave du Nord, le régime a repris la main, surtout après l'effondrement de l'État islamique qui avait profité de la situation pour s'installer quelques années.

Hayat Tahrir al-Cham est le fruit d'une réorganisation et réorientation, conséquence d'affrontements entre factions islamistes dans le gouvernorat d'Idleb. Très rapidement, Hayat Tahrir al-Cham devient un pôle majeur, avec plusieurs structures la rejoignant.

Cependant, l'initiative de tout cela, c'est Jabhat al-Nosra (Jabhat an-nuṣrah li-'ahl aš-šām, Front pour la victoire du Peuple du Cham), le front d'Al-Qaïda dans la région. Et ce front est lui-même issu de cadres de l'État islamique en Syrie, qui ne suivent pas leurs équivalents en Irak.

Hayat Tahrir al-Cham a toutefois toujours eu l'assentiment des forces occidentales, car son djihadisme se veut pragmatique. Comprenant que l'État islamique ne parviendrait pas à la victoire tout seul contre tout le monde, et ne désirant pas rester isolé comme Al-Qaïda, Hayat Tahrir al-Cham suit une ligne d'adaptation.

Il ne condamne pas les drapeaux nationaux, il cherche à éviter le factionnalisme, il évite de promouvoir une seule jurisprudence islamique, il ne vise pas directement les minorités communautaires.



L'artisan de cette approche, c'est Abou Mohammed al-Joulani, haut cadre d'Al-Qaïda et de l'État islamique. Il est véritablement le grand représentant des djihadistes qui ne sont plus dans une optique transnationale de terrorisme, mais bien dans l'ancrage local et l'hybridisation à marche forcée pour s'implanter.

Naturellement, ce processus n'est pas exempt de coups de main, de coups de force, d'intégration forcée, d'interdictions, d'emprisonnements de concurrents, des enlèvements, des meurtres, d'une approche criminelle en général.

Abou Mohammed al-Joulani fit également passer le message aux Etats-Unis comme quoi jamais son organisation n'interviendrait comme interface terroriste en occident. Néanmoins, le dernier contact qu'a eu Abdoullakh Anzorov, le jeune assassin de l'enseignant Samuel Paty, fut avec un cadre tadjik de Hayat Tahrir al-Cham.

Enfin, un dernier aspect très important est que l'organisation vise à établir Bilad al-Sham, soit la « grande Syrie », comprenant le Liban et la Palestine historique. Cela a son importance, car on parle ici de la formation d'une grande entité, avec une certaine logique tribale-fédérale.

Or, la Turquie préférerait une Syrie passant dans son orbite seulement. C'est pourquoi elle soutient une « Armée nationale syrienne », qu'elle a mis en place par l'intermédiaire d'autres factions islamistes, principalement 'Ahrār ash-Shām (Mouvement islamique des hommes libres du Cham).



*Des combattants de Hayat Tahrir al-Cham, avec leur drapeau*

Ces factions islamistes ont accepté de se placer dans la perspective de la Turquie, ainsi que du Qatar, c'est-à-dire des Frères musulmans. Il y a ici la même approche, tout à fait pragmatique, mais sans l'ambition de Hayat Tahrir al-Cham.

Fin novembre 2024, cette armée nationale syrienne organisée par la Turquie et Hayat Tahrir al-Cham commencèrent leur offensive. Très rapidement est pris le contrôle de 13 villages et de la principale base militaire de la région.

Deux jours après, cette alliance rentre dans la ville d'Alep, peuplée de deux millions d'habitants. Il n'y eut que quelques

accrochages : l'armée s'est littéralement évaporée. Quelques jours plus tard, c'est la ville de Hama, un million d'habitants, à 125 kilomètres, qui tombe de la même manière.

Le lendemain, la rébellion est aux portes de Homs, ville de 600 000 habitants. Le surlendemain, elle est aux portes de la capitale Damas, où une vive agitation se produit.

Parallèlement commence un soulèvement dans le sud du pays, et des accrochages entre l'armée nationale syrienne et les Forces démocratiques syriennes formées par les Kurdes. Ceux-ci perdent l'appui des tribus arabes qui s'étaient alliés à eux.

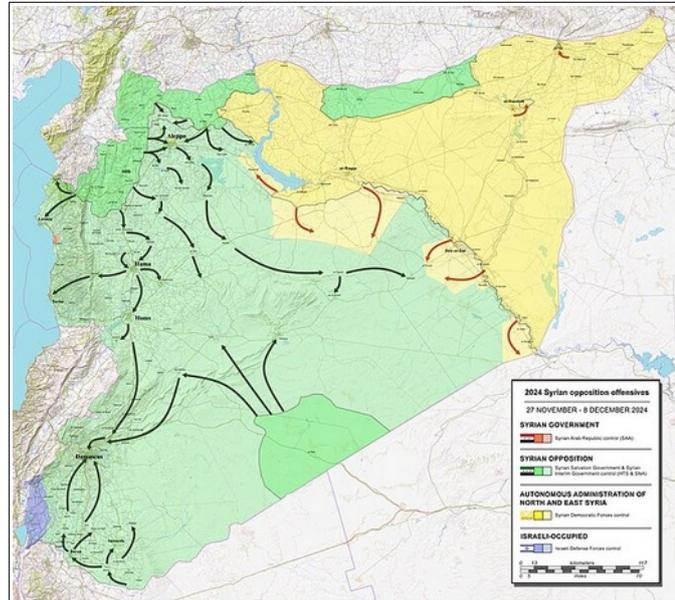
Hayat Tahrir al-Cham reste soigneusement à l'écart de cela, alors que la superpuissance impérialiste américaine finit par avertir qu'il faut laisser tranquille les forces kurdes. Elle profite également de la situation pour bombarder plus de 70 positions de l'État islamique encore actif dans le pays.

Israël occupe en même temps une petite bande à ses frontières avec la Syrie et procède à toute une série de bombardements contre des dépôts d'armes et des manufactures d'armement. Puis le schéma s'amplifie : Israël annexe le Mont Hermon voisin, plus haut point géographique syrien.

Cela place la capitale Damas, distante d'une quarantaine de kilomètres, à portée de tir de son artillerie. Les sorties aériennes continuent alors, au nombre de plus de 300, pour détruire absolument tout ce qui relève de l'armée syrienne qui s'est décomposée : bâtiments, centres militaires, tanks, camions, etc. Sur le plan militaire, la Syrie en est réduite au niveau du fusil d'assaut ; elle ne représente plus rien.

Parallèlement, la capitale Damas tombe le 8 décembre, alors que Bachar al-Assad s'est enfui à Moscou, alors que c'était le sauve-qui-peut chez les hauts responsables.

Le régime syrien était le dernier à se revendiquer du panarabisme. C'est la fin de toute une époque, et la mort de cette idéologie qui n'a servi que de paravent à des intérêts de type capitaliste bureaucratique pour justifier des régimes tournés vers l'URSS social-impérialiste et non pas la superpuissance impérialiste américaine.



Surtout, cet effondrement montre à quel point les pays du tiers-monde sont empêtrés dans la féodalité, même s'ils ont réussi parfois à se développer de manière « moderne ». Plus que des vestiges, il s'agit de structures sociales qui accompagnent le capitalisme installé par les puissances occidentales, qui s'y installent, qui le déforment.

## Les tribus et les clans : l'exemple de Gaza

Lorsqu'on regarde une organisation politique arabe, même de gauche ou à prétention révolutionnaire, on reconnaît invariablement des tribus et des clans, des communautés organisées sur des bases religieuses ou mystiques. Il en va de même en Turquie, à de rares exceptions près.

Si on prend le régime syrien de la famille el-Assad, on peut voir que son ossature, c'était la communauté chiite alaouite. Et si on regarde les rebelles, on peut voir que leur ossature, c'est le nord du pays, là où les clans et les tribus continuaient de jouer un rôle hégémonique dans la vie quotidienne.

La Syrie panarabe n'a jamais cherché à supprimer les clans et les tribus, pas plus que l'Irak ou la Libye n'ont tenté de le faire.

Le panarabisme a simplement contribué à établir un État central, dirigé par des capitalistes bureaucratiques, en alliance avec la féodalité dans les campagnes.

Sans révolution agraire, les pays du tiers-monde restent prisonniers de ce double étau, et les masses tombent dans le piège de mettre en avant une nouvelle force qui, en réalité, ne fera que prendre la place de l'ancienne bourgeoisie bureaucratique.

Il ne faut pas penser ici que la soumission aux pays impérialistes est l'aspect principal : c'est parce qu'il existe le verrou féodal que cette soumission est possible. C'est la révolution agraire qui porte l'anti-impérialisme, pas l'anti-impérialisme qui porte la révolution agraire.

On l'a vu à Cuba, notamment, mais même en prenant les dirigeants panarabes les plus sincères (pour ce qu'ils ont pu l'être), on a le même cas de figure. Les jeunes officiers chassent l'impérialisme, mais ne touchent pas à la féodalité, et le pays redevient capitaliste bureaucratique.

Si on prend la question palestinienne, on peut pareillement voir que c'est essentiel.

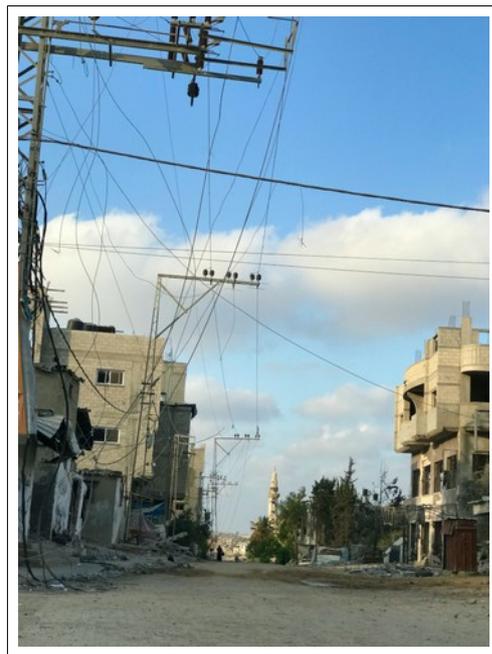
Prenons Gaza : on y trouve six confédérations tribales, avec chacune environ unissant une douzaine de tribus. Ces tribus sont autonomes : elles forment un réseau de pouvoir armé strictement parallèle même au Hamas.

Mais on parle là uniquement de la population bédouine, qui compose à peu près 25 % de la population de Gaza. Pour les autres, il y a les clans, chaque clan consistant en plusieurs familles au sens très large (soit entre 40 et 1000 personnes).

Si on sait que la quasi totalité des entreprises à Gaza sont familiales, on comprend à quel point cela joue un rôle central. Surtout si on ajoute que le tiers des mariages à Gaza se font entre cousin-cousine, et un peu plus de la moitié des mariages ont lieu au sein d'un clan de toutes façons !

On est ici dans la logique des mariages arrangés, des calculs pour renforcer le clan, conserver les biens au sein du clan, renforcer l'unité clanique, organiser éventuellement des alliances, etc.

C'est un cadre patriarcal-féodal, et dans ce contexte, les grandes familles jouent alors un rôle central ; ce sont les Jaraf, les Madhun, les Buhaisi, les Shawwa, les Reyyes...



Ces deux dernières familles fournissaient dans les années 1950-1960 à Gaza la quasi-totalité des maires, des conseillers municipaux, des fonctionnaires locaux, en étroite liaison avec l'Égypte.

Avant le conflit de 2023-2024 anéantissant Gaza, la famille bédouine Masri, qui compte 6 000 personnes, avait le monopole de la culture des fraises au Nord de Gaza ; la famille d'origine anatolienne Dughmush avait le monopole de la vente de pneus, la famille Abu Naja contrôlait le port de Gaza et les pépinières dans le Sud, la famille Bakr tenait dans ses mains la flotte de pêche, etc.

On est là dans une continuité féodale. Avant 1948, 250 grands propriétaires terriens dominaient totalement la Palestine, avec 30 % des familles arabes palestiniennes sans terre, 50 % avec des terres trop misérables pour les nourrir.

Et l'Autorité palestinienne, lorsqu'elle s'est mise en place dans les années 1990, s'est totalement soumise à cette logique : pour le découpage des circonscriptions, pour le recrutement, pour les questions juridiques (avec une reconnaissance des traditions tribales et des accords passés dans ce cadre).

Le Hamas, lorsqu'il a pris le contrôle de Gaza de 2006, a obtenu une bonne image justement pour son action par rapport aux clans et tribus. Il a interdit le port d'armes aux mariages, il a fait s'arrêter les « droits de passage », il a frappé plusieurs clans pour limiter leurs opérations.

Mais il n'a évidemment pas touché aux structures claniques en tant que tel. Il a simplement remis à sa place les féodaux, en prenant la place du Fatah comme force capitaliste bureaucratique au pouvoir.

Il va de soi que face à Israël les possibilités de lutte sont immensément affaiblies avec une telle dimension patriarcale-féodale. Et cela même si Israël est également semi-féodal semi-colonial, mais dans une forme par contre bien plus modernisée.

Mais surtout, cela bloque toute perspective démocratique. Et même un clan s'alignant sur une idéologie « progressiste » ne change rien à la donne. Un clan reste par définition patriarcal-hiérarchique, pragmatique-stratégique, prompt à la vendetta et répondant de toutes façons à sa propre logique.

Et cette logique clanique, ni le panarabisme ni l'Islam ne la remettent en cause. Seul le matérialisme dialectique peut le faire, et seule la révolution démocratique peut la briser. ■

# Quelques documents quant aux réactions à la chute du régime syrien

Si on ne comprend pas la question de la nature semi-féodale semi-coloniale des pays du tiers-monde, on se met à la traîne de tel ou tel courant censé représenter une modernité « démocratique », mais en réalité cherchant simplement à prendre la place de la bourgeoisie bureaucratique.

Le *Pôle de Renaissance Communiste en France* (PRCF) s'inquiète de la chute du régime ba'athiste syrien, que le « Parti Communiste » en Syrie soutenait d'ailleurs. Le communiqué date de juste avant l'effondrement du régime. C'est un bon exemple de soutien ouvert au régime terroriste qui a existé en Syrie. Le PRCF s'est abstenu de prendre position depuis la chute du régime, on comprend pourquoi !

Le *Nouveau Parti Anticapitaliste* (tendance historique car il a scissionné) est très content de la chute du régime, et ne dit pas un mot sur les islamistes qui ont mené la rébellion. C'est exemplaire de l'idéalisme forcené qui valorise tout et n'importe quoi. Le NPA avait déjà totalement soutenu la « révolution syrienne » en 2011, il soutient évidemment une pseudo « gauche » en Ukraine (ce qui est un prétexte pour soutenir le régime). On dirait une chambre à écho pour les initiatives de l'Otan.

La *Gauche Républicaine et Socialiste*, issue du Parti socialiste, est satisfaite de la chute du régime, mais s'inquiète des islamistes. Ce serait donc... à l'État français d'user de son influence pour sauver la situation. C'est ici un exemple de soutien à l'impérialisme « par la gauche ».

La *France Insoumise* considère que les islamistes ne le sont plus, mais qu'il faut des élections et... espérer pour le mieux. C'est là un exemple d'abstraction politique.

*Lutte Ouvrière* a la position correcte au minimum : celle de considérer que ceux parvenus au pouvoir ne changeront rien à l'oppression et l'exploitation en Syrie. Elle ne fait pas d'analyse matérialiste historique de la situation, mais au moins elle ne bascule pas dans un soutien aux forces réactionnaires.

Enfin, le dernier document est une lettre ouverte, publiée par... *Le Figaro*. Elle est signée par six Français ayant combattu dans les rangs des forces kurdes. C'est un appel qui suit le renversement du régime en Syrie.

Ces anciens combattants soulignent que les forces ayant renversé le régime en Syrie sont des islamistes.

Il faut par conséquent soutenir les forces kurdes, ou plus exactement que l'État français réactive le rôle qu'il a eu dans le passé. Même si c'est présenté sous un angle entièrement humaniste, c'est très clairement un appel à une intervention de l'impérialisme français.

Le texte passe au passage sous silence deux choses :

- que le Rojava n'aurait pas existé et n'existerait d'ailleurs plus aujourd'hui sans le parapluie de l'armée américaine,
- que le Rojava a existé ces dernières années dans le cadre d'un accord avec le régime syrien de Bachar el-Assad.

Il y a ici une hypocrisie terrible de la part de toute la mouvance libertaire, ou plus exactement « post-révolutionnaire », qui s' imagine qu'il faut agir dans le cadre de territoires libérés (comme le Rojava ou une partie du Chiapas au Mexique avec les Zapatistes, ou encore les ZAD).

Qu'on sympathise avec les Kurdes ou des communautés opprimées au Mexique est une chose. Qu'on fasse passer ce communautarisme social pour la « révolution », c'est mensonger, et encore plus quand on se place à la remorque de l'impérialisme.

## Pôle de Renaissance Communiste en France

Solidarité avec les communistes et tous les progressistes de la Syrie indépendante

Depuis le 27 novembre, les hordes islamistes intégristes qui étaient contenues depuis plusieurs années dans la région d'Idled ont lancé une vaste offensive, visiblement préparée depuis longtemps avec l'aide du parrain turc et d'autres pays de l'OTAN, ainsi que du régime pronazi de Kiev qui s'en est vanté ouvertement par ses organes de propagande. Voilà où finit l'argent envoyé à la tyrannie de Zelensky !

Le peuple syrien, qui commençait tout juste à panser les lourdes plaies d'une sale guerre déclenchée par l'impérialisme états-unien par le biais de ses « proxys » – tantôt « rebelles démocratiques » puis ouvertement terroristes islamistes, tantôt kurdes soi-disant « progressistes » – depuis 2011 contre une Syrie indépendante dont le principal crime reproché directement à Bachar el-Assad était d'avoir refusé le plan du FMI qui exigeait la dollarisation de l'économie syrienne et la privatisation de toutes les ressources naturelles, se voit désormais plonger de nouveau dans l'enfer de la guerre et de l'occupation par des forces terroristes islamistes qui ne cachent nullement leurs ambitions obscurantistes.

Étranglée économiquement, bombardée fréquemment par le régime terroriste de Tel-Aviv, occupée illégalement à la fois par les vautours de l'armée des Etats-Unis dont Trump avait mensongèrement promis le retrait – exploitation criminelle de 80% du pétrole syrien oblige – ainsi que par l'armée turque et ses coupeurs de tête d'Idled, la Syrie indépendante a constitué une base de soutien tant pour la Palestine que pour le Liban. Elle est le pont stratégique entre l'Iran et le Proche-Orient méditerranéen.

Les ambitions impérialistes israélo-américaines et turques sont bien connues pour tailler en pièces la pauvre nation arabe qui avait arraché par la lutte son indépendance et sa souveraineté pendant la Deuxième Guerre mondiale et tout au long de la « guerre froide » contre les puissances impérialistes.

Dés lors, ce n'est pas une surprise de voir tous les prétendus opposants à l'islamisme fantasmé ou réel en France, et supposément contraires au régime d'Erdogan, se réjouir presque hystériquement de voir les coupeurs de tête islamistes de ce même Erdogan profiter de l'épuisement et de la désorganisation des forces syriennes pour conquérir la majorité du pays dans le plus pur style de la Blitzkrieg.

Il est d'autant plus honteux de voir la supposée « gauche » française, fanatique des Kurdes, crier de joie à la suite de la progression des djihadistes qui, avec le soutien de l'armée turque, attaquent désormais les forces kurdes à Manbij et au nord-est de la Syrie. Il est évident qu'Erdogan ne peut que profiter de l'effondrement de l'armée syrienne pour reprendre son projet de destruction totale des forces kurdes qui seront livrées à elles-mêmes ; et ce n'est pas l'Empire étasunien qui lèvera le plus petit doigt pour les aider: au-delà de l'exploitation des champs pétrolifères, peu leur importe le sort des Kurdes désormais seuls face à la machine à broyer néo-ottomane d'Erdogan.

Alors que les Syriens tentent courageusement de résister à Damas et à Homs au deuxième tsunami djihadiste déclenché contre leur pays par les forces impérialistes de l'OTAN et d'Israël, les militants franchement communistes du PRCF ne peuvent qu'apporter leur solidarité aux camarades communistes syriens qui se sont battus dignement au sein de la coalition gouvernementale depuis 2011 pour préserver leur nation, aujourd'hui menacée de dislocation définitive et qui pourrait bien être, prochainement, plongée irrémédiablement dans les ténèbres.

Les vrais amis des Lumières communes, du progrès social et humain, ne peuvent se réjouir de voir disparaître la lumière d'une étoile dans le ciel. Mais nous sommes confiants dans le fait qu'aucune force, aussi maligne soit-elle, ne pourra éteindre toutes les étoiles à la fois. L'espoir est toujours permis !

Boris Differ, Commission Internationale du PRCF

## Nouveau Parti Anticapitaliste - l'Anticapitaliste

Bachar al-Assad est tombé ! Vive le peuple syrien !

En une dizaine de jours, l'un des régimes les plus brutaux de la planète est tombé. Des scènes de liesse, notamment lors de l'ouverture des prisons où certaines personnes étaient emprisonnées parfois depuis des décennies, se sont succédées. Ce dimanche 8 décembre, les statues de la famille Assad tombent dans toutes les villes de Syrie et toutes les communautés y participent.

Bachar al-Assad, fossoyeur violent de la révolution syrienne, fils et digne successeur du dictateur Hafez al-Assad qui officiait dans les années 1980, a fui le pays sans donner de nouvelles. À la tête d'un régime qui utilisait les divisions religieuses pour se maintenir au pouvoir, Bachar al-Assad avait été proche de tomber lors du printemps arabe de 2011 et notamment des révoltes massives dans son propre pays.

La répression meurtrière, les arrestations et la torture généralisée, les dizaines de milliers de disparitions, l'utilisation de l'armée et des armes chimiques comme politique de terreur contre sa population ont militarisé cette révolution populaire. En près de 15 ans, Assad a massacré et causé la mort d'un demi-million de personnes.

S'en est suivi une dizaine d'années de guerre civile où divers groupes et factions sont intervenues avec l'immixtion de pays extérieurs (monarchies pétrolières, Turquie, Russie, Iran et Hezbollah libanais, mais aussi la France et les États-Unis) ainsi que le déploiement de l'État islamique/Daech qui ont écrasé le peuple syrien. Sans oublier les agressions israéliennes continues. Nous condamnons d'ailleurs l'invasion de la zone tampon du Golan par Israël ce matin.

L'offensive réalisée ces derniers jours par des groupes rebelles syriens, profitant de l'opportunité de l'affaiblissement du Hezbollah, a montré la déliquescence des armées et des soutiens de Bachar. Nous nous réjouissons de la fin de son règne. Nous sommes solidaires des aspirations émancipatrices et démocratiques des peuples de Syrie, que les forces kurdes portent notamment. Rien n'est réglé pour le peuple syrien qui reste sous la contrainte de différents groupes militaires et politiques aux intérêts contradictoires et le plus souvent réactionnaires.

La fin de la dynastie Assad doit permettre d'assurer le droit des peuples et des minorités en Syrie, la démocratie et la justice sociale.

Montreuil, le 8 décembre 2024

## Gauche Républicaine et Socialiste

Après 13 ans de guerre civile, le régime sanguinaire de Bachar el Assad est tombé.

Le tyran, connu pour avoir utilisé des armes de guerre incluant des armes chimiques contre la population civile, emprisonné, torturé et assassiné nombres d'opposants politique, est en fuite à Moscou. Sous son règne, la politique internationale de la Syrie sous a toujours consisté à soutenir cyniquement la politique du pire, participant activement à la déstabilisation du Liban après que l'armée syrienne a dû évacuer celui-ci, relâchant des djihadistes qui ont grossi les rangs de l'État Islamique, soutien constant de l'Iran dans les conflits régionaux.

La chute du régime syrien réjouit les défenseurs des droits humains que nous sommes. Cette bonne nouvelle ne saurait masquer nos vives inquiétudes pour l'avenir de la Syrie.

La guerre civile syrienne oppose notamment la Turquie et l'Iran, et c'est un groupe islamiste, Hayat Tahrir Al-Cham, anciennement affilié à Al Qaeda qui est entré dans Damas hier matin. Nous redoutons le pire pour des millions de Syriens, particulièrement les Kurdes, désormais à la merci de l'armée turque et des islamistes, ainsi que les minorités chrétiennes, chi'ites, druzes et alaouites, qui craignent, non sans raisons, que les signes d'apaisement envoyés par le nouveau pouvoir ne soient qu'un écran de fumée.

Nous appelons la diplomatie française à agir avec détermination pour contribuer à la mobilisation internationale indispensable à la protection des droits humains en Syrie, particulièrement ceux des femmes et des minorités, dans le long processus de reconstruction de la Syrie qui s'engage.

## La France Insoumise

Le régime de Bachar El Assad s'est effondré. Nul ne peut le regretter. Il doit être jugé pour ses crimes abominables. Nos pensées vont aux milliers de familles qui vont enfin connaître le sort de leurs disparus ou retrouver des proches libérés.

Pour autant la coalition des combattants qui sont venus à bout de lui doit être évaluée avec prudence du fait des liens originels entre son leader et Al Qaïda. Le peuple syrien doit donc être consulté au plus vite sur son avenir. Il dispose de tous les atouts pour assumer sa souveraineté, la paix civile et la reconstruction nationale.

Le gouvernement du Rojava, impulsé dans le nord et le nord-est de la Syrie par les forces kurdes de Syrie, et auquel participent Kurdes, Arabes, Assyriens et d'autres minorités, offre dans ce contexte un modèle qui doit être protégé des menaces et attaques réitérées de la Turquie.

Les puissances régionales et internationales doivent se garder de toute ingérence dans les affaires syriennes. La guerre et les manipulations doivent cesser d'être le mode ordinaire de règlement des problèmes dans la région.

## Lutte Ouvrière

La chute d'un dictateur n'est pas la libération d'un peuple

La chute de Bachar al-Assad réjouit à juste titre ceux qui ont subi sa dictature sanguinaire. Il avait conservé le pouvoir à Damas et sur une partie de la Syrie depuis la révolte de 2011, en utilisant contre la population une violence débridée, grâce à l'appui de la Russie et de l'Iran, mais aussi à la bienveillance des États-Unis et de la France. Aujourd'hui, alors qu'Israël

écrase Gaza et le Liban sous ses bombes, les soutiens russe et iranien ont fait défaut. L'armée d'Assad s'est effondrée en quelques jours et un groupe armé issu d'al-Qaïda s'est emparé de Damas.

Bien malin qui peut dire ce que vont faire les vainqueurs et quelle sera l'attitude des États-Unis. Ce qui est sûr, c'est que dans un Moyen-Orient où l'impérialisme n'apporte que la guerre et les divisions entre peuples, la liberté et la paix ne pourront venir de ce type de « libérateurs », mais des travailleurs et de la population s'ils s'organisent pour exercer le pouvoir.

## La lettre d'anciens combattants français ayant été dans les rangs des forces kurdes et appelant à l'État français à soutenir celles-ci au nom de la défense de l'Occident

Citoyens français, nous sommes partis en Syrie entre 2015 et 2019 en tant que volontaires pour rejoindre les unités combattantes kurdes du YPG, fer de lance des Forces Démocratique Syriennes (FDS), dans la lutte contre Daech.

Nous l'avons fait non seulement pour défendre notre pays, qui subissait à cette époque les attaques du terrorisme islamique, mais aussi en soutien au projet de société que l'alliance des Kurdes, Arabes et Chrétiens portait pour le nord de la Syrie : celui d'une autonomie fondée sur la démocratie, la liberté, l'égalité femmes hommes, et la défense des minorités religieuses et ethniques, notamment yézidiés.

Ce sont ces mêmes FDS qui, au prix de lourdes pertes et de combats acharnés, sont parvenus à éliminer le califat de l'État Islamique au début de l'année 2019, avec l'appui de la coalition internationale dont la France faisait partie.

Les événements qui ont bouleversé la Syrie ces derniers jours nous incitent à prendre la parole pour alerter la population française et ses dirigeants sur les menaces qu'ils font peser non seulement sur la Syrie elle-même, mais aussi sur la France à moyen terme.

En effet, la satisfaction légitime que la fuite d'un tyran sanguinaire tel que Bachar el Assad suscite ne doit pas nous illusionner sur la nature de ceux qui l'ont chassé du pouvoir et souhaitent aujourd'hui le remplacer - une coalition de rebelles et djihadistes recyclés d'Al-Qaïda, Al-Nosra et Daech.

Nos frères d'armes kurdes, avec qui nous échangeons chaque jour, ne croient pas à la prétendue modération d'al-Joulani et de son groupe, Hayat Tahrir al-Sham (HTS) ; ils ne se fient ni à leur apparence de circonstance, ni à leur discours dont la prudence est dictée par la taqîya.

Ces combattants, que l'assassin de Samuel Paty rêvait de rejoindre, sont les mêmes que ceux que nous avons combattus ensemble à Raqqa et Manbij, et qui,

pendant des années, ont pratiqué massacres d'ethnies, de minorités religieuses, d'homosexuels, d'esclavage sexuel.

La seule différence tient à leur tactique de communication et au rythme de leur agenda, dicté par la Turquie. La chute du régime n'a pas fait taire les canons, aujourd'hui tournés vers les Kurdes qui ne représentent pourtant aucune menace.

Cela signifie que l'objectif de cette offensive n'est pas seulement la chute d'Assad, mais aussi la disparition du Rojava, l'autonomie de fait gagnée par les Kurdes dans le nord de la Syrie - miracle de paix et de liberté pour tous les hommes et toutes les femmes dans un Moyen-Orient miné par la violence et l'oppression.

Plusieurs perspectives nous inquiètent dans cette extension territoriale djihadiste : la première, que les djihadistes fassent subir au peuple du Rojava ce qu'ils ont fait à celui de la province Afrin - nettoyage ethnique, soumission totale des femmes, et oppression de toute personne pour le respect de la Charia ; la seconde, qu'ils libèrent les combattants de daech et leurs familles détenus par les unités Kurdes dans les camps de Roj et Al Hol, ce qui représente plus de 50 000 personnes, dont beaucoup sont Français et animés par une haine profonde de la France et de ses valeurs ; la troisième, c'est qu'en laissant le Djihad revenir en force avec l'aide de la Turquie, recommencent un jour les horreurs que nous avons connues du Bataclan, puisque cet attentat avait été commandité depuis la Syrie, ou de Nice.

Si nous choisissons d'abandonner une nouvelle fois nos alliés à leur sort, non seulement le peuple syrien continuera de souffrir et de vivre dans l'oppression, mais les islamistes pourront lever l'impôt, recruter de nouveaux combattants, reconstruire des camps d'entraînement, et utiliser leur territoire sanctuarisé pour déstabiliser la région et planifier de nouvelles attaques contre l'Occident.

C'est pourquoi nous appelons aujourd'hui le peuple français et ses dirigeants à prendre conscience des enjeux à la fois moraux et politiques que revêt cette situation.

Il est urgent, pour la France, de reprendre au plus vite son appui militaire, économique et diplomatique à nos alliés.

Autrement, ces années de souffrances et d'efforts auront été vaines.  
Et la tragédie sera totale.

Les signataires : Florent «Baba Sida» ; G. Bayard ; Katell «Kewê» ; William «Roj» ; Gillian «Mexas» ; Marc «Dinc»

# Présentation du panarabisme et de son échec

## *Panarabisme, panafricanisme, panaméricanisme*

Il existe des courants de pensée qui considèrent que l'Amérique latine, le monde arabe, l'Afrique... seraient forcément « socialiste », de par leur nature ; il n'y aurait nul besoin d'ajouter le communisme, qui par ailleurs serait « occidental ». On est dans l'idéalisme, où des propriétés magiques sont attribuées à une sorte de civilisation imaginaire qui existerait sans exister. Il suffirait de les rétablir pour que tout aille bien. D'où un grand volontarisme communautaire, un culte de l'élan vital : ce sont le panaméricanisme, le panarabisme, le panafricanisme.

C'est naturellement là une démagogie qui ne fait que servir une idéologie nationaliste, masque de différents intérêts locaux tant qu'expansionnistes. Ce sont les idéologies de la grande Syrie, de la grande Turquie, de la grande Colombie, etc.

En Amérique latine, cette démarche a littéralement pourri toute la gauche, tout le marxisme, à l'exception notable du Pérou. Dans ce pays, José Carlos Mariátegui a affirmé la nécessité d'une analyse matérialiste historique de la réalité nationale, ce qu'il a fait pour son pays en 1928 avec ses *Sept essais d'interprétation de la réalité péruvienne*. Il s'oppose ainsi à son époque à Víctor Raúl Haya de la Torre et son « Alliance populaire révolutionnaire américaine » (APRA). Le fameux Ernesto *Che* Guevara se situait, en pratique, dans la perspective de Haya de la Torre. Il se revendiquait du marxisme-léninisme, mais il avait une conception panaméricaine du monde. C'est qu'il agissait dans le cadre de Cuba, pays où le « Parti Communiste » a été mis en place de manière artificielle après l'indépendance

conquise sur la superpuissance impérialiste américaine.



Aligné sur le le social-impérialisme soviétique, Cuba a mis en avant le panaméricanisme comme vecteur de l'influence soviétique. En fait, tous ceux qui dans le tiers-monde se plaçaient dans l'orbite soviétique, que ce soit des pays ou des partis, étaient des diffuseurs du panaméricanisme, du panarabisme, du panafricanisme.

Avec le révisionnisme triomphant, l'URSS avait abandonné toute critique des vestiges féodaux, de la formation d'une nouvelle féodalité avec des grands propriétaires terriens, du développement d'un capitalisme bureaucratique. C'est la Chine populaire de Mao Zedong qui va assumer cette ligne et la développer.

Le social-impérialisme soviétique parlait de capitalisme, d'un capitalisme opprimé qui existerait dans les pays du tiers-monde.

Il faudrait donc soutenir la « bourgeoisie nationale ». Le but était en réalité de faire en sorte qu'une nouvelle bourgeoisie bureaucratique remplace l'ancienne, pour passer dans l'orbite soviétique et non plus américaine.

L'appui au panaméricanisme, au panarabisme, au panafricanisme était donc très utile, car cela permettait de promouvoir des coups d'État de la part de jeunes officiers, de donner une ligne à une bourgeoisie bureaucratique concurrente à celle dominante.



On est ici dans une idéologie artificielle : le panaméricanisme, le panarabisme, le panafricanisme sont produits en laboratoires par des intellectuels, ayant par ailleurs eu une éducation dans les pays occidentaux. Il en va de même somme toute pour l'idéologie du FLN en Algérie, pour l'islamisme, pour le panislamisme qui se développent au même moment.

Ces courants rencontrent un grand succès, de par leur idéalisme « volontaire », dans les différentes couches petites-bourgeoise urbaines ; elles sont totalement à l'écart des masses ouvrières et paysannes.

Et l'URSS social-impérialiste valorise ces courants, afin de faire décrocher le plus de pays

possibles de l'orbite américaine, pour avancer elle-même vers l'hégémonie mondiale.

### ***Le panarabisme étatique, de Nasser à Saddam Hussein***

La plupart du temps, le Front Populaire de Libération de la Palestine est présenté comme étant marxiste, voire marxiste-léniniste. En réalité, son idéologie est le nationalisme arabe, et le nationalisme arabe considère qu'il est naturellement « socialiste ». On chercherait en vain pourtant une analyse matérialiste historique, des références scientifiques aux œuvres de Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Zedong.

Il y avait à la fin des années 1960 une certaine attirance pour le communisme, effectivement, de la part de certains courants nationalistes arabes, comme effectivement le Front Populaire de Libération de la Palestine. Cela fut toutefois éphémère et superficiel, et de toutes façons marginal.

Le noyau dur du panarabisme resta, en effet, soigneusement à l'écart du « marxisme ». Ses grands acteurs prenaient bien soin de ne jamais avoir l'air de s'aligner, d'une manière ou d'une autre, sur une idéologie prônant l'athéisme.

Pour autant, ils défendaient en même temps la laïcité. Le paradoxe s'explique ainsi : ils voyaient en l'Islam un idéalisme propre à la nation arabe. C'était naturellement en réalité un prétexte pour auto-justifier leur propre ligne et leurs actions de petits-bourgeois cherchant à prendre les commandes d'un pays.

Le FLN algérien est exemplaire d'une telle approche, mais les figures les plus connues sont l'égyptien Gamal Abdel Nasser, le syrien Hafez al-Assad, l'Irakien Saddam Hussein, le Palestinien Yasser Arafat, le Libyen Mouammar Kadhafi.

Concrètement, n'ont été concernés que l'Égypte, l'Irak, la Libye et la Syrie, ainsi que le Yémen. Cela n'empêche pas qu'il existe des liens forts entre les pays arabes, au-delà du panarabisme : la ligue arabe est ainsi fondée en mars 1945, avec l'Égypte, l'Irak, la Syrie, le Liban, la Transjordanie, l'Arabie saoudite et le Yémen.

Du côté panarabe plus directement, il y a d'abord une République arabe unie qui naît en 1958, composée de l'Égypte et de la Syrie. Deux référendums eurent lieu en ce sens, dont les résultats reflètent bien la nature des régimes. On est dans le bourrage de crâne et la dictature militaire.

Sur la République arabe unie	Voix pour
Égypte	6 102 128
Syrie	1 312 859

Sur Nasser comme président	Voix pour
Égypte	6 102 116
Syrie	1 312 808

Le Liban a failli intégrer cette République arabe unie, mais il y eut une intervention américaine pour l'empêcher. Le Royaume-Uni envoya également des troupes en Jordanie pour s'assurer de la stabilité du pays.

Une Fédération arabe de l'Irak et de la Jordanie fut également mise en place par l'impérialisme occidental, pour faire contre-poids. Elle ne dura que six mois par contre, l'Irak connaissant un coup d'État militaire, panarabe et pro-soviétique. L'Irak ne rejoignit toutefois pas la République arabe unie, préférant temporiser.

Le Yémen du Nord, s'en rapprocha par contre, se plaçant à ses côtés pour former les États arabes unis. Cette partie nord du pays, en tant que République arabe issu d'un coup d'État

militaire panarabe et pro-égyptien, affrontait la partie sud soutenue par l'Arabie Saoudite.

La fusion syro-égyptienne en tant que République arabe unie ne dura toutefois pas, en raison de la prise de contrôle de la Syrie par l'Égypte, ce qui fut considéré comme inacceptable et provoqua dès 1961 un coup d'État militaire, mené par Haydar al-Kouzbari qui était lié à l'Arabie Saoudite.

C'est révélateur : le panarabisme de Gamal Abdel Nasser, qui avait pris le pouvoir en 1952 en étant à la tête du « mouvement des officiers libres », n'était qu'un prétexte à l'expansionnisme égyptien ; ses propres réformes « anti-impérialistes » telles les nationalisations ne servaient que les intérêts d'un capitalisme bureaucratique se mettant en place.



Un contre-coup d'État eut lieu ensuite en Syrie en 1963, dirigé par Amine al-Hafez, rétablissant le panarabisme comme idéologie dominante, mais sans dépendance égyptienne. Le social-impérialisme soviétique poussa alors ses pions et, en 1966, Salah Jedid prend le pouvoir, encore par un coup d'État.

Le panarabisme est alors relativisé au profit de la ligne de la « grande Syrie » et il y eut de nouveau un coup d'État en 1970, par Hafez el-Assad, allié initialement à Salah Jedid mais qui envoya celui-ci 23 ans en prison. Hafez el-Assad représente une faction moins directement liée à l'URSS, tout en étant dans son orbite.

Malgré le départ de la Syrie de la République arabe unie en 1961, l'Égypte conserva la perspective, et même le nom de République arabe unie jusqu'en 1971.

La Libye se lança alors dans le processus ; elle avait connu un coup d'État militaire, en 1969, avec Mouammar Kadhafi. Celui-ci proposa la création d'une Union des Républiques arabes, avec son pays, l'Égypte, la Syrie.



Un référendum vint approuver cette union, avec 99,96 % de oui en Égypte, 98,6 % en Libye, 96,4% en Syrie. Les pays ne purent jamais se mettre d'accord cependant, et le projet disparut officiellement au bout de quelques années.

D'autres projets virent le jour entre-temps, dans la même perspective, avec une union entre l'Égypte et la Libye au sein de cette Union, puis entre l'Égypte et la Syrie au sein de cette Union.

La Libye se tourna également vers la Tunisie, pour la formation d'une République arabe islamique. Les propos de Mouammar Kadhafi à Tunis en décembre 1972 sont un bon exemple de son approche générale, très ambitieuse.

« Les luttes de libération nationale doivent maintenant déboucher sur un combat pour l'édification d'une

nation arabe unifiée, du Golfe à l'Atlantique.

Les dirigeants doivent répondre aux aspirations des masses, et les monarchies sont moins à même de le faire que les régimes républicains qui doivent savoir briser avec le passé.

En Tunisie, la frontière avec la Libye est artificielle, elle a été inventée par le colonialisme. »

Ayant entendu ce discours à la radio dans son palais présidentiel, le président tunisien Habib Bourguiba s'était alors précipité sur les lieux du discours pour monter sur la scène et prendre le micro.

Il insista sur le fait que la Tunisie est née d'une longue lutte anti-coloniale et que le pouvoir en place ne vient pas d'un coup d'État. Habib Bourguiba se rallia finalement à l'idée d'une République arabe islamique avec la Libye, mais le projet échoua dès le départ, en 1974.

Mouammar Kadhafi ne cessa jamais ses tentatives d'union, et son panarabisme se mêla au panafricanisme. Toutes les entreprises tentées – union avec le Tchad en 1980, le Maroc en 1984 – échouèrent par contre.

Finalement, Mouammar Kadhafi s'aligna sur le panafricanisme seulement, alors qu'il propageait sa « troisième théorie universelle », où l'Islam est interprété dans son « livre vert » pour une sorte de socialisme autogestionnaire.

Il finança nombre de groupes armés (comme l'IRA, les factions palestiniennes ou divers groupes terroristes transnationaux), tenta de jouer un rôle sur la scène diplomatique internationale à travers une figure particulièrement excentrique (venant dormir dans une tente lors de ses visites notamment à Paris, changeant régulièrement de costumes particulièrement tapageurs, etc.).

La dernière tentative d'union pan-arabe fut réalisée par Saddam Hussein, avec l'invasion du Koweït en 1990, qui échoua devant l'intervention militaire occidentale. Saddam Hussein avait également proposé sa propre version du panarabisme, appelé « saddamisme », où l'Irak prenait naturellement une place centrale, comme l'Égypte auparavant dans le « nassérisme ».

### **La théorie : le ba'thisme**

Le panarabisme a profité d'une théorie très développée, en laboratoire. Ses acteurs furent trois syriens : le chrétien Michel Aflaq, le musulman chiite alaouite Zaki al-Arsouzi, le musulman sunnite Salah Eddine Bitar.

Comme il se doit, ils sont le produit de la pensée capitaliste occidentale. Michel Aflaq et Salah Eddine Bitar ont étudié ensemble à la Sorbonne dans les années 1930, et c'est dans ce cadre qu'ils fantasment sur un concept qu'ils ont forgé, celui de « renaissance » ou « résurrection » (al-ba'th).

Cela va donner naissance au parti Ba'ath, plus exactement Hizb al-Ishtiraki al-Ba'ath al-Arabi - Parti socialiste de la résurrection arabe, qui va parvenir au pouvoir en Syrie et en Irak.



*Le premier ministre syrien Salah Eddine Bitar, le président syrien Nureddin al-Atassi, le président égyptien Gamal Abdel Nasser, le dirigeant du parti Ba'th Michel Aflaq*

Cependant, la théorie panarabe pure de Michel Aflaq et Salah Eddine Bitar exigeaient des adaptations, notamment dans un sens pro-soviétique, qu'eux-mêmes refusaient.

Salah Eddine Bitar, après avoir été premier ministre, est obligé de s'exiler en catastrophe en 1966 ; il décédera assassiné à Paris en 1980, sans doute par les services secrets syriens. Michel Aflak est obligé de s'enfuir aussi, lui aussi condamné à mort par le régime, d'autant plus qu'il avait fait procéder à la dissolution du Parti Ba'ath au moment de l'unité avec l'Égypte. Il se réfugiera alors en Irak, comme conseiller idéologique de Saddam Hussein.

Zaki al-Arsouzi joua le même rôle, mais en Syrie. Il avait évolué initialement parallèlement à Michel Aflak et Salah Eddine Bitar, dans une perspective tout à fait similaire.

Il est d'ailleurs le premier à affirmer le concept de « ba'th », fondant un « parti » en ce sens, Michel Aflak et Salah Eddine Bitar suivant peu après avec un « mouvement ». La tendance « syrienne » du Ba'ath considère d'ailleurs que c'est Zaki al-Arsouzi le vrai fondateur du mouvement, ce que bien sûr la tendance « irakienne » réfute.

Quels sont justement les fondements du ba'thisme ? Le ba'thisme ne dit pas, comme le socialisme le fait, que les pays arabes ont des traits communs facilitant leur fusion, leur dépassement en tant que nations, dans une forme supérieure, avec au bout du processus la république socialiste universelle.

Le ba'thisme est un romantisme, qui affirme que l'unité arabe a existé au préalable, qu'elle a été perdue, qu'il faut la récupérer. Il met en avant ce mythe, afin de chercher à mobiliser les masses pour les faire soutenir une « élite » militaro-culturelle formant le parti dirigeant unique.

Cela a clairement fonctionné, avec les coups d'État militaires réguliers dans plusieurs pays, mais à chaque fois c'était dans le contexte de la concurrence des superpuissances.

Avec l'effondrement de l'URSS, l'idéologie panarabe s'est donc effondrée, alors qu'elle était de toutes manières déjà profondément affaiblie lorsqu'il était clair que l'URSS des années 1980 ne pouvait pas suivre le rythme.

L'Islam est devenu pour cette raison toujours plus prévalent. Initialement, l'Islam est pour le ba'thisme la preuve du caractère national arabe unifié originel et original, et aussi une source d'inspiration « socialiste ».

On est, en fait, dans une démarche fasciste, avec un État central puissant utilisant le corporatisme pour asseoir un rapport censé être « équilibré » entre les classes sociales, classes sociales qui n'existent de toutes façons que dans le cadre de la communauté nationale unifiée.

On comprend, avec cet arrière-plan, le slogan de Michel Aflaq : « Une seule nation arabe avec un éternel message », allusion à la nature censée être éternelle du Coran.

C'est le paradoxe d'un Arabe chrétien célébrant « la mémoire du prophète arabe », comme ici lors d'un discours prononcé dans l'amphithéâtre de l'Université syrienne le 5 avril 1943 :

« Messieurs, l'Islam, incarné dans la vie du prophète, n'est pas aux yeux des Arabes un simple événement historique qu'on expliquerait en terme, de temps et d'espace, de causes et d'effets.

C'est un mouvement si profond, si impétueux et si vaste qu'il est directement lié à la vie intrinsèque des Arabes prise dans l'absolu. Autrement dit, c'est une image fidèle et un symbole complet et éternel de la nature, des riches possibilités et de l'orientation authentique de l'âme arabe.

C'est pourquoi, nous pouvons considérer qu'il est constamment apte à se renouveler, non pas dans sa forme et dans sa lettre, mais dans son essence. L'Islam est l'élan vital qui actionne les forces latentes de la Nation arabe et qui fait que s'y déchaîne la vie ardente qui emporte les barrages du traditionalisme et les entraves du conventionnalisme et rétablit le lien avec les notions profondes de l'univers.

Prise de saisissement et d'enthousiasme, elle traduit ses sentiments en concepts nouveaux et en actions glorieuses. »

Saddam Hussein dira, à la mort de Michel Aflaq, que celui-ci s'était converti à l'Islam ; il n'existe toutefois pas de réelle preuve à ce sujet. C'est toutefois secondaire, car l'Islam est pour les ba'thistes non pas tant une théologie qu'un élan national, une mystique.

C'est pour cette raison que les ba'thistes sont républicains et laïcs : la religion doit rester une inspiration, une force mobilisatrice. Michel Aflaq soulignera de la manière suivante ce point dans *Les Arabes entre leur passé et leur avenir* en 1950 :

« La religion est une source jaillissant de l'âme. En souhaitant la laïcisation de l'État, nous visons surtout à libérer la religion des exigences et des contingences de la politique. Ainsi pourra-t-elle librement s'exprimer dans la vie des individus et de la société, imprégnant chaque esprit de manière profonde et authentique, condition préalable et nécessaire de la renaissance de la nation. »

Cette obsession mystique pour la « créativité » religieuse-communautaire s'accompagne systématiquement d'une dénonciation du « matérialisme » porté par le communisme. Le socialisme arabe est toujours considéré comme une entente entre les classes, une soumission à la nation comme communauté.

On peut résumer finalement toute cette idéologie fasciste avec ce propos de Michel Aflaq : « L'arabisme est le corps dont l'âme est l'islam ».

Il faut également mentionner le Syrien Constantin Zureik, passé par l'université américaine de Beyrouth, les universités de Princeton et du Michigan aux États-Unis. Il est le premier à avoir parlé de « nakba » (catastrophe) pour parler du drame palestinien en 1948.

Tenant d'une « mission arabe » sur le plan de la civilisation, il prônait l'éducation, avec l'Islam comme toile de fond – bien que lui-même était chrétien. Il a fondé en 1951 le Mouvement nationaliste arabe avec le Palestinien Georges Habache, qui va ensuite fonder et diriger le Front Populaire de Libération de la Palestine.

Cette dernière organisation n'a jamais été communiste ; elle est alignée sur le nationalisme arabe. Il en va de même pour le Parti Communiste en Syrie, qui eut comme dirigeant Khalid Bakdash de 1937 à 1995.

Si Khalid Bakdash a tenté de forcer les choses dans les années 1950, et a dû fuir

temporairement en URSS, il est revenu en Syrie de manière officielle, où son « Parti Communiste » participe au front mis en place par le régime ba'athiste dès 1972.

Khalid Bakdash, laquais du social-impérialisme soviétique, a reçu à ce titre l'Ordre de la révolution d'Octobre en novembre 1972 et l'Ordre de Lénine en novembre 1982.

C'est un exemple excellent, car les « communistes » en fait révisionnistes se sont toujours soumis aux idéologies nationalistes panarabes, panaméricaines, panafricaines, reflet de leur soutien aux tentatives de former une nouvelle bourgeoisie bureaucratique en remplacement de l'ancienne.

Afin d'avoir une nouvelle bourgeoisie bureaucratique passant dans le camp soviétique, il fallait un justificatif idéologique : c'est là la fonction de ces idéologies, qui prétendent que la « bourgeoisie nationale » prenait son « indépendance » au moyen d'un front large, pour aller dans le sens d'enfin s'unir aux autres pays frères.

C'est ce qui a pourri la Cause révolutionnaire dans le tiers-monde, et ce jusqu'à aujourd'hui. Sans analyse concrète de la réalité nationale, sans pensée-guide, rien n'est possible, et ce n'est certainement pas en utilisant des constructions artificielles panaméricaines, panarabes, panafricaines qu'il est possible d'avancer. ■



# Palestine et course au pétrole (1948)

Un article publié dans « Démocratie nouvelle » (un organe du PCF), le 1<sup>er</sup> juin 1948. L'auteur est Elie Mignot (1909-1992), qui était chargé des questions coloniales et le reste par la suite dans le cadre du PCF devenu révisionniste.

« L'invasion d'Israël s'est faite selon le plan britannique, selon les plans des potentats arabes et selon les plans à odeur de pétrole de notre propre département d'État. »

H. Wallace.

LES problèmes du Moyen-Orient, en général, et de la Palestine, en particulier, sont dominés par la question du pétrole dont le Moyen-Orient renferme 42 % des réserves mondiales.

L'exploitation de ces dernières est d'ailleurs activement poussée dans les différents pays qui le composent.

1) Les immenses champs pétrolifères de Kirkouk-Mossoul, en Irak, sont exploités par l'*Iraq Petroleum Company*, dont le capital fut réparti par quarts entre : L'Anglo-Iranian (dont la majorité des actions est détenue par le gouvernement britannique), le trust anglo-hollandais *Royal Dutch-Shell*, le groupe *Rockefeller* (compagnie américaine) et la *Compagnie française des Pétroles*.

Comme les Américains ont des intérêts dans les pétroles français, ils ont ainsi une place importante dans cette Compagnie qui a également des concessions en Iran, Syrie, Liban, Palestine, Arabie et Chypre. Son capital actions se monte depuis mai 1948 à 83 millions de livres Sterling.

2) A Kuwait s'est constituée la *Kuweit Oil Company*, dont le capital est réparti par moitiés entre l'*Anglo-Iranian* et la *Gulf Exploration Company*, société américaine. La production, qui était de 1 million de tonnes en 1945, s'est élevée à 2 millions de tonnes en 1946.

3) Dans l'archipel de Bahrein, l'Amérique possède l'ensemble des actions de la *Bahreim Oil Cy* dont la production, en 1946, est montée à 980.000 tonnes et la capacité de raffinage à 3.500.000 tonnes.

4) A Qatar, c'est une filiale de l'*Iraq Petroleum Company*, la *Qatar Petroleum Development*, qui a repris, en 1936, à l'*Anglo-Iranian* les droits

d'exploitation des pétroles de cette région. Les réserves de cette nappe qui ne sont pas encore exploitées sont évaluées à 140 millions de tonnes.

5) En Transjordanie, un accord a été signé en mai 1947, par lequel une filiale de l'*Iraq Petroleum Company*, la *Petroleum Development Transjordan Ltd*, obtient des droits exclusifs de prospection et d'exploitation pour une durée de soixante-quinze ans.

6) En Arabie saoudite, c'est l'*Arabian American Oil*, connue sous le nom de l'*Aramco*, qui a le monopole de l'exploitation. La production annuelle, qui était en 1938 de 68.000 tonnes, est passée à 7 millions de tonnes en 1946 et l'on prévoit une production de l'ordre de 12 à 15 millions de tonnes pour 1948.

Cette énumération des actuels centres productifs de pétrole dans le Moyen-Orient ne comprend pas la Palestine. Mais une fois ce précieux liquide extrait, il doit être transporté. Or, la Palestine se trouve sur le chemin le plus direct de ces riches régions pétrolifères vers la Méditerranée.

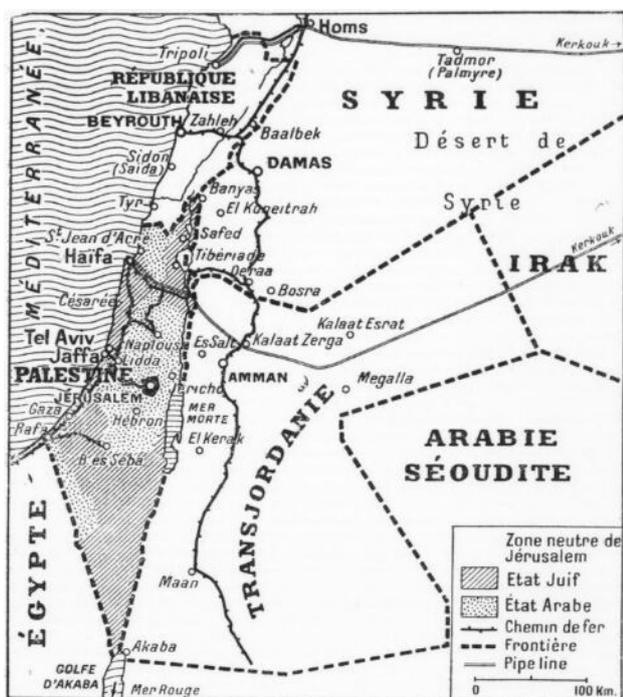
## Pétrole et positions stratégiques

Pour transporter l'or brun, les pays du Moyen-Orient sont sillonnés par de gigantesques pipelines. Celui qui part des puits de Mossoul et de Kirkouk se divise en deux branches pour amener le pétrole brut, l'une à Haïfa en Palestine, dont les gigantesques raffineries ravitaillent la marine et l'aviation anglaises, et l'autre à Tripoli, au Liban, dont les raffineries alimentaient la marine et l'aviation françaises et, depuis l'éviction de la France de ce pays, ravitaillent la marine et l'aviation américaines. D'autres pipelines ne sont encore que des projets américains en voie d'exécution. L'un, le *Middle East*, long de 1.300 kilomètres, part d'Abadan, en Iran, doit aboutir à Saïda, en Syrie.

L'autre, le *Transarabian*, long de 1.700 kilomètres, part de Bahreim, se divise en deux branches, dont l'une rejoindra le port de Saïda, en Syrie, et l'autre celui de Haïfa, en Palestine.

Les installations gigantesques que nécessitent l'extraction, le raffinage et le transport du pétrole ont tout naturellement des incidences politiques dans tous les pays du Moyen-Orient.

Aux richesses pétrolifères que recèle le Proche-Orient, s'ajoute une position stratégique de premier plan qu'il est à peine besoin de rappeler : bases maritimes dans la Méditerranée orientale, voisinage du canal de Suez, clé de la route des Indes, tant maritime qu'aérienne et, enfin, proximité de l'U. R. S. S. et des puits de pétrole du Caucase.



Ce tableau sommaire illustre l'importance des pays du Proche-Orient et permet de saisir l'intérêt qu'ils suscitent de la part des pays impérialistes.

Brossant un tableau de la situation dans le Proche-Orient, la revue *The Nation*, du 24 avril dernier, écrivait :

*Les États-Unis, dont les intérêts sont énormes et grandissants dans le Moyen-Orient, aimeraient voir la Grande-Bretagne, en particulier, lui servir d'agent. Dans toute la région, nous cherchons à supplanter les Britanniques et à jouer à notre tour le rôle prédominant qui est le leur.*

*Les Britanniques en sont conscients et ils résistent. Ils défendent toujours l'artère vitale de l'Empire et n'ont pas l'intention de servir de mercenaires aux Américains en Palestine.*

La publication américaine ne pouvait mieux définir le fond même de la guerre en Palestine et montrer que celle-ci n'est qu'un des aspects de la lutte gigantesque qui oppose l'impérialisme anglais, défendant farouchement une source d'immenses richesses et une région stratégique où depuis si longtemps il règne en maître, à l'impérialisme américain, lequel, pour élargir ses bases, tente de supplanter son partenaire britannique.

On ne s'inquiète guère dans tout cela des intérêts des peuples du Proche-Orient que les grandes compagnies pétrolières ont dépouillés depuis longtemps des richesses de leurs propres pays.

## Peuples arabes et Ligue arabe

Et cependant, les peuples ont leur mot à dire et nous le disent avec toujours plus de vigueur. La deuxième guerre mondiale a donné, dans le monde entier, une impulsion décisive aux mouvements de libération nationale de tous les peuples coloniaux ou dépendants. Dans le Proche-Orient, en particulier, ces mouvements se développent impétueusement.

C'est ainsi que le peuple égyptien mène une lutte magnifique pour obtenir l'évacuation des troupes anglaises de toute la vallée du Nil et le rétablissement de la souveraineté complète de l'Égypte.

Il a réussi à empêcher que son gouvernement, fidèle allié de l'impérialisme britannique, ne signe les modifications du traité anglo-égyptien de 1936 que veut lui imposer l'Angleterre ; celles-ci prévoient un Comité de « défense commune », ce qui permettrait à Londres d'intervenir directement dans les affaires intérieures de l'Égypte.

De son côté, le peuple irakien a mis en échec, en février dernier, les plans ténébreux de l'impérialisme anglais. Sous l'impulsion du président du Sénat, Nouri Saïd, ami personnel du général anglais Clayton, le président du Conseil irakien Saley Jabr signa, à Portsmouth, en janvier 1948, le renouvellement du traité anglo-irakien de 1930.

Seule, l'action admirable du peuple irakien contraignit le régent d'Irak, Abdullillah, neveu du roi de Transjordanie, à déclarer que ce traité ne serait pas ratifié et obligea le président du Conseil à donner sa démission.

Les peuples de Syrie et du Liban mènent eux aussi une lutte courageuse pour conquérir une véritable indépendance et pour déjouer les manœuvres et les intrigues des impérialistes anglais et américain qui veulent faire de leurs petits pays des places fortes dans le Proche-Orient.

Dans cette grande lutte des peuples pour leur indépendance, il faut faire une place particulière au rôle de la Ligue arabe.

Le pacte de fondation de la Ligue des États arabes fut adopté au Congrès du Caire le 22 mars 1945 au moment où, après la deuxième guerre mondiale, les mouvements de libération nationale dans le Proche-Orient se développaient impétueusement.

Créée sous le mot d'ordre de l'unité arabe, la Ligue répondait donc au sentiment naturel des peuples qui cherchaient à s'aider mutuellement et à collaborer les uns avec les autres pour leur libération nationale. Elle suscita de grands espoirs dans tout le Proche-Orient.

Mais la Ligue des États arabes, aux mains souvent de fantoches manœuvrés par la Cité de Londres, n'a pas justifié les espoirs des peuples arabes qui attendaient d'elle la lutte pour leurs revendications essentielles : évacuation des troupes étrangères (pour la plupart anglaises), annulation des traités actuellement en vigueur, conquête d'une véritable indépendance.

C'est ainsi que les dirigeants de la Ligue n'ont rien fait pour soutenir la lutte du peuple égyptien. Ils ne voulurent pas davantage intervenir dans le conflit anglo-irakien, déclarant ne pas vouloir s'occuper des affaires irakiennes. Ils restèrent également muets lorsque Bevin imposa au peuple transjordanien, grâce à la complaisance du roi Abdullah, le traité de 1946.

Ainsi, l'Angleterre a pu maintenir plus de 100.000 soldats dans ce pays de 300.000 habitants, en vertu d'un texte dont l'annexe stipule dans son article premier :

*Sa Majesté le roi pourra maintenir des forces armées en Transjordanie là où il s'en trouve à la date de la signature du présent traité et en*

*d'autres lieux sur lesquels l'accord pourra se faire et son Altesse l'Emir fournira toutes les facilités nécessaires à leur installation, leur entretien, etc.*

et, dans son article 9, que l'Angleterre :  
*...fournira tous les officiers britanniques nécessaires pour assurer l'efficacité des unités militaires des forces de l'Emir.*

Il n'est donc pas étonnant que des voix s'élèvent chaque jour plus nombreuses pour condamner la politique suivie par les dirigeants de la Ligue des États arabes qui trahissait les peuples qui leur avaient fait confiance.

C'est ainsi que même l'un de ses fondateurs, Nahas Pacha, leader du Wafd (Parti nationaliste égyptien), déclarait dans une interview publiée le 9 février 1947 par *Ce Soir* :

*« Nous n'avions pas formé cette Ligue pour que l'Angleterre l'emploie comme champ d'intrigues ou comme moyens de réaliser ses desseins. »*

## Le peuple juif de Palestine

AUJOURD'HUI 700.000 Juifs environ habitent la Palestine. Ils s'y sont rassemblés pour la plupart après la première guerre mondiale et, dans ce pays, se créent, de ce fait, les premiers éléments constitutifs d'une nouvelle nation qui aspire légitimement à une vie libre, d'autant plus qu'il y a parmi eux un prolétariat industriel assez nombreux et qui s'organise.

Depuis la fin de la dernière guerre, leur lutte s'est développée contre l'impérialisme britannique qui veut les maintenir sous le joug colonial et empêcher les Juifs — comme les Arabes — de Palestine de prendre eux-mêmes en main la gestion des affaires de leur pays.

Les coups de main, la lutte armée contre les troupes anglaises stationnées en Palestine attestent la volonté des Juifs de vivre libres et indépendants. Aujourd'hui, ils défendent courageusement l'existence même de leur jeune État d'Israël contre les attaques dirigées par des officiers anglais qui commandent les armées des États arabes du Moyen-Orient.

Cette lutte progressive ne doit certes pas être confondue avec les manœuvres des cercles les plus réactionnaires des milieux sionistes qui développent une campagne tendant à accréditer l'idée que le jeune État d'Israël doit devenir le centre de ralliement de tous les Juifs de l'univers.

C'est ainsi que *La Gazette d'Israël* s'emploie à convaincre les Juifs de Tunisie qu'ils ne sont pas des Tunisiens, semblant oublier que la plupart d'entre eux sont les descendants des Juifs qui, depuis plusieurs siècles, vivent dans ce pays devenu ainsi leur propre patrie au même titre que celle des Tunisiens d'origine arabo-berbère.

Il en est de même des Juifs épars dans presque tous les pays du monde. Ainsi, en France, les Juifs sont des citoyens français jouissant des mêmes droits et ayant accompli, notamment au cours des deux guerres mondiales, les mêmes devoirs que les autres Français.

Venus en France au cours des siècles passés, ils se sont fondus dans la nation française et il a fallu les années noires de l'occupation hitlérienne et de Vichy pour que des discriminations raciales soient faites contre eux.

On ne pourrait mieux alimenter la campagne des dirigeants de la Ligue arabe tendant à justifier la guerre qu'ils ont déclenchée contre l'État d'Israël sous le prétexte que celui-ci menacera demain, par le nombre de ses habitants, l'indépendance des États arabes.

Cette politique ne peut être inspirée que par ceux qui ont tout intérêt à perpétuer l'antisémitisme et la haine raciale afin que triomphent leurs visées impérialistes.

C'est dans ce cadre qu'il convient d'apprécier l'évolution de la situation en Palestine.

### **Les intrigues anglaises et américaines**

La déclaration Balfour, du 9 novembre 1917, par laquelle le gouvernement de la Grande-Bretagne se déclarait favorable à l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, fut à l'origine de l'installation dans ce pays des Juifs qui, actuellement, veulent y vivre libres.

S'inspirant de sa longue expérience de division (telle celle des Musulmans et des Hindous aux Indes), l'impérialisme anglais voyait, sans doute, dans ce projet l'occasion de heurts propices au maintien de sa propre domination. De fait, il attisa savamment les contradictions entre Juifs et Arabes.

Mais, après la dernière guerre mondiale, la puissance du mouvement de libération nationale dans le Moyen-Orient et de la volonté des Arabes et des Juifs de Palestine de se libérer du joug impérialiste, a dépassé les prévisions de l'apprenti sorcier.

Au surplus, l'impérialisme britannique, considérablement affaibli par la guerre, s'est trouvé inférieur devant son concurrent américain, désireux, dans le Proche-Orient comme partout, de conquérir de nouveaux marchés et des bases stratégiques.

La nécessité de conserver dans les pays arabes une influence déjà affaiblie a conduit l'Angleterre à abandonner les Juifs venus en Palestine à la suite des engagements qu'elle avait pris vis-à-vis d'eux et qui, maintenant, se font tuer par la mitraille livrée par Attlee-Bevin aux gouvernements des États arabes sur lesquels l'Angleterre appuie sa politique.

De même, Londres encourage le roi de Transjordanie, Abdullah, dont le conseiller politique et militaire est le général anglais Glubb Pacha, à réaliser, à la faveur des événements actuels, le rêve de sa vie : la Grande Syrie rassemblant dans un même État arabe et sous la couronne de la dynastie des Hachémite dont il est le représentant, la Syrie, le Liban, l'Irak, la Transjordanie et la Palestine.

Or, ce projet dont, entre les deux grandes guerres mondiales, le fameux colonel anglais Lawrence s'était fait l'apôtre, s'est toujours heurté à la volonté des peuples de ces pays et, notamment, à celle des peuples du Liban et de la Syrie, jaloux à juste titre de leur souveraineté et désireux d'obtenir une véritable indépendance.

En outre, à la faveur de ces événements, le Foreign Office multiplie ses efforts pour imposer la révision en sa faveur des traités existant actuellement avec les divers pays du Proche-Orient.

Il est vraisemblable que l'accord réglant provisoirement la question du Soudan anglo-égyptien, selon une information publiée le 1er juin, n'aurait pas été conclu si le peuple égyptien n'avait pas eu son attention distraite des problèmes particuliers de son pays.

C'est en soutenant les Juifs de Palestine que les États-Unis ont commencé à pénétrer dans le Moyen-Orient. Mais ceux-ci n'offraient qu'un champ d'extension nettement insuffisant à leurs appétits impérialistes.

D'où leurs efforts pour conquérir, avec la confiance des dirigeants des États, arabes, les richesses de ces pays.

Cela n'alla pas sans une violente réaction de l'impérialisme anglais et des agents de celui-ci, comme en témoignent les événements qui se sont déroulés au Yémen en février dernier, relatés en ces termes par *Les Nouvelles d'Orient* du 30 mars 1948 :

*Dans les milieux bien informés du Proche et Moyen-Orient, on estime que l'Angleterre, alarmée, est à l'origine du coup d'État qui a été tenté dernièrement. Elle aurait poussé le propre gendre de l'Imam EL Ouaziri à s'emparer du pouvoir. Ce dernier, appuyé par les tribus nomades qui reconnaissent la souveraineté du roi Abdullah de Transjordanie, s'empara de la capitale après avoir assassiné l'Iman Yehia et une partie de son entourage.*

*Mais cette tentative a été vouée à un échec rapide. Le prince Ahmed, soutenu par les hommes d'Ibn Séoud, n'a eu aucune peine à se faire proclamer Imam avec l'approbation de la Ligue arabe. L'Angleterre semble donc définitivement évincée de ce secteur qui entre dans la zone d'influence américaine.*

L'Arabie saoudite est également sous l'influence monnayée de l'impérialisme américain, qui pousse actuellement son offensive, notamment auprès des gouvernements égyptien et syrien.

Manœuvrant ainsi auprès des dirigeants des États arabes sans cependant pouvoir abandonner les Juifs (tant pour tenter de conserver une influence auprès d'eux que du fait de la pression du peuple américain), le gouvernement de Washington, pris par ces contradictions, est contraint à de fréquentes volte-face.

Le 29 novembre 1947, le gouvernement américain votait le partage de la Palestine. Mais, le 19 mars 1948, il abandonnait ce projet et proposait une tutelle provisoire de l'O. N. U.

*L'attitude nouvelle du gouvernement américain, note le Bulletin du Bureau arabe de Presse et de Publications du 6 mars 1948, est, en apparence, favorable aux Arabes puisqu'elle permet d'augurer le retard de l'exécution du plan de partage et, éventuellement, un revirement total dans la décision en faveur du partage...*

*Les milieux nationalistes arabes pensent qu'il ne faut pas écarter la possibilité que cette nouvelle*

*attitude américaine ne soit seulement une manœuvre habile destinée à faire pression sur le Parlement syrien et l'amener à ratifier la convention conclue en octobre dernier avec la « Tapline » pour le passage par la Syrie de ses pipelines par lesquels doit passer le pétrole saoudite depuis ses sources jusqu'à la Méditerranée.*

Cette manœuvre a d'ailleurs réussi, puisque le gouvernement syrien a accepté de modifier et de signer l'accord définitif avec la Tapline.

De même, elle a permis la signature, fin avril, entre la société américaine Aramco et le roi Ibn Séoud (de l'Arabie saoudite), d'un accord définitif dont les négociations duraient depuis deux ans.

Le 17 mai, le gouvernement américain opérait encore un nouveau revirement, en reconnaissant le premier le nouvel État d'Israël. Et, le 26 mai, M. Truman recevait M. Weismann, président du gouvernement provisoire de l'État d'Israël et s'engageait à fournir à celui-ci un prêt de 80 à 100 millions de dollars.

Mais, au même moment, une dépêche d'Ankara annonçait des envois d'armes aux pays arabes par l'intermédiaire de la Turquie, pays sous la dépendance directe de Washington ; et l'Arabie saoudite était le premier État arabe à rejeter le « Cessez le feu » demandé par l'O. N. U.

## **La politique de l'U.R.S.S. et les conditions de la paix**

Exécutant tantôt les volontés de Washington, tantôt les ordres de Londres, le gouvernement français retarde toujours la reconnaissance du nouvel État d'Israël.

Le seul acte dont a été capable M. Bidault, c'est de faire faire une déclaration à S. M. le sultan du Maroc, affirmant être en pleine communion de pensée et de cœur avec les souverains arabes chefs de leurs gouvernements.

Et le Quai d'Orsay peut maintenant arguer de cette « prise de position » pour justifier une politique tout à la fois contraire aux traditions et aux intérêts de la France et au maintien de la paix.

La politique palestinienne de l'U.R.S.S., par contre, est nette.

Le 14 mai 1947, Gromyko déclarait à la Commission spéciale pour la Palestine à l'O.N.U. :

*La création d'un État judéo-arabe unique avec droits égaux pour les Juifs et les Arabes peut être envisagée comme l'une des solutions possibles du problème si complexe de Palestine et même comme l'une de celles qui méritent le plus de retenir l'attention.*

Puis le délégué soviétique poursuivait :

*S'il se trouvait que cette solution fût irréalisable, en raison des relations de plus en plus tendues entre Juifs et Arabes...*

*il faudrait alors étudier une deuxième solution qui, comme la première, compte des partisans en Palestine et qui prévoit le partage de ce pays en deux États indépendants : un État juif et un État arabe.*

Ceci, tout en maintenant l'unité économique du pays qui, comme l'a déclaré Gromyko :

*...Ne sera pas seulement conforme aux intérêts de l'économie nationale en Palestine dans son ensemble, mais sera également un instrument de rapprochement des deux peuples habitant la Palestine et pourra ainsi préparer dans l'avenir entre eux des relations politiques plus étroites.*

Le 29 novembre 1947, l'O.N.U. a finalement voté le partage après que sa commission spéciale ait constaté que l'atmosphère était tellement chargée en Palestine et les relations entre Arabes et Juifs si tendues qu'il n'y avait pas d'autre solution pratiquement réalisable.

Ainsi, la politique de l'U.R.S.S. est exclusivement guidée par le souci de défendre les intérêts — qui ne sont pas contradictoires — des peuples arabe et juif de Palestine en même temps que ceux de tous les peuples du Moyen-Orient en lutte contre l'impérialisme. Tandis

que les gouvernements anglais et américain apparaissent uniquement soucieux, le premier de défendre et le second d'améliorer leurs positions impérialistes.

Il est significatif d'ailleurs de constater que les opérations militaires déclenchées contre l'État d'Israël ont coïncidé avec une violente campagne de répression contre les militants du mouvement de libération nationale dans tous les pays du Proche-Orient.

Dès le 15 mai, la loi martiale fut décrétée en Égypte et en Irak. En Syrie, le premier ministre, Jamil Mardam, se proclama gouverneur militaire et dans tous ces pays, depuis cette date, des arrestations massives sont effectuées.

Ainsi donc la guerre de Palestine est une occasion de tenter de briser le mouvement de libération nationale qui mettrait en échec les plans des impérialistes anglais et américain.

N'est-il pas significatif qu'alors que l'État d'Israël défend son existence même, les Arabes de Palestine voient leur État envahi par des armées étrangères mercenaires commandées pour la plupart par des officiers anglais ?

N'est-il pas clair que si les plans impérialistes se réalisaient, Juifs et Arabes continueraient à subir le joug colonial et que la libération nationale des autres peuples arabes du Proche-Orient serait compromise d'autant ?

Dès lors, la seule solution conforme tout à la fois aux intérêts des peuples de Palestine, arabe et juif, comme à ceux des autres peuples du Proche-Orient, c'est d'appliquer les décisions de l'O.N.U. : cesser le feu et respecter le partage.

Ainsi seulement seront créées les conditions pour une cohabitation fraternelle et un point de départ vers une vie libre et indépendante pour tous les peuples du Moyen-Orient. ■



# Coups d'État en Syrie et pétrole (1949)

Un article publié dans « Démocratie nouvelle » (un organe du PCF), le 1<sup>er</sup> octobre 1949. L'auteur est Georges Lachenal (1900-2008), qui joua un rôle dans les questions coloniales, se spécialisant sur l'Algérie et Tahiti. Il resta fidèle au PCF devenu révisionniste.

À quelques mois d'intervalle, la Syrie vient de connaître deux coups d'État successifs, perpétrés tous deux par des colonels de l'armée syrienne.

Dans la nuit du 13 août dernier, nous apprenions en effet que le colonel Sami Hennaoui venait de s'emparer du pouvoir et avait fait exécuter cet autre colonel Hosni Zaïm, qui l'avait précédé à la direction de l'État syrien dans des conditions identiques, après avoir fait arrêter le président El Kouatly et le président du Conseil d'alors Khaled el Azem.

Ces événements n'ont pas été sans faire couler beaucoup d'encre et provoquer les commentaires les plus divers, voire quelquefois contradictoires. Ce qui domine dans ces commentaires, ce sont les conséquences de ces événements pour Londres, Paris et Washington, plutôt que pour la Syrie et le peuple syrien.

Le journal *Combat* du 15 août 1949 écrivait, en effet, au sujet du dernier coup d'État : « Le Foreign office, le Colonial office et l'Intelligence service illumineront demain, tandis que l'événement inquiétera sans doute Paris et Washington. »

La *Tribune des Nations*, dans son numéro du 19 août 1949, précisait dans le même sens : « Américains et Français viennent de recevoir une grave leçon dans le Moyen-Orient. »

Ces conclusions prises parmi tant d'autres, montrent clairement que les événements de Syrie sont avant tout une opération des puissances impérialistes.

Le journal *Le Monde* était d'ailleurs amené à écrire : « Les auteurs d'un pareil coup d'État ne sauraient avoir agi sans assurances extérieures. »

## Rivalités entre Londres et Washington

Pour les personnes les moins avisées, ces événements apparaissent nettement comme

un épisode de rivalités d'intérêts impérialistes dans cette partie du monde, et en particulier entre les impérialistes anglais et américains ; rivalités qui ont déjà coûté beaucoup de sang et de misère aux peuples de ces pays arabes.

Il n'est pas possible, en effet, de détacher les problèmes de la Syrie de ceux plus généraux du Moyen-Orient.

Or, aborder les problèmes du Moyen-Orient, c'est parler du pétrole, question qui domine toute la politique dans cette région aux énormes possibilités économiques.

Il n'est pas inutile de rappeler que le Moyen-Orient renferme 42 % des réserves mondiales de pétrole; qu'à ces richesses pétrolifères s'ajoute une position stratégique de premier plan : base maritime dans la Méditerranée orientale, voisinage du canal de Suez, clé de la route des Indes maritime et aérienne, et enfin, proximité de l'U.R.S.S. et des puits de pétrole du Caucase.

On conçoit que ces pays suscitent les appétits des businessmen de New-York et de Londres. On comprend mieux l'âpreté des deux partenaires pour s'arracher mutuellement la plus grosse part du gâteau.

Cela bien entendu, se réglant toujours sur le dos des peuples.

La fin de la deuxième guerre mondiale n'a pas manqué d'apporter des modifications décisives dans les rapports des deux puissances impérialistes dans cette zone également.

Alors que jusque-là, les milieux dirigeants de Londres pouvaient considérer le Moyen-Orient comme leur chasse gardée et que leur influence sur les gouvernements réactionnaires de ces pays était incontestée, il est bien loin d'en être de même aujourd'hui.

Profitant de la présence de leurs troupes en Iran pendant la guerre, les impérialistes américains jetèrent les premiers jalons de leur politique expansionnisme au Moyen-Orient.

À la fin de la guerre, de laquelle ils sont sortis considérablement renforcés ils accentuèrent leurs pressions en direction de ces pays avec l'objectif d'y détrôner leurs concurrents britanniques affaiblis.

Les conditions dans lesquelles les États-Unis supplantèrent le gouvernement de Londres dans le contrôle militaire, politique et économique de la Grèce fasciste et de la Turquie ne constituent pas des événements isolés dans cette région.

La revue américaine *The Nation*, du 24 avril 1948, confirmait cette orientation de la politique américaine en ces termes :

« Les États-Unis, dont les intérêts sont énormes et grandissants dans le Moyen-Orient, aimeraient voir la Grande-Bretagne, en particulier, leur servir d'agent. Dans toute la région, nous cherchons à supplanter les Britanniques et à jouer à notre tour le rôle prédominant qui est le leur. »

Les intérêts des États-Unis sont aujourd'hui en effet énormes et ne cessent de grandir au détriment de Londres, qui se voit évincé de plus en plus de ces pays. Leur place est déjà très importante dans l'exploitation du pétrole, richesse la plus considérable de plusieurs États et la plus disputée.

Les trusts pétroliers américains détiennent le quart des actions de l'*Irak Petroleum Cy* qui exploite les riches gisements de Kirkouk-Mossoul en Irak.

En Iran, ils se partagent avec les Britanniques les actions de la *Kuweit Oil Cy* ; l'ensemble des actions de la *Bahreïn Oil Cy* (des îles de l'archipel de Bahreïn) sont entre leurs mains. Ils ont le monopole de l'exploitation des riches concessions d'Arabie saoudite par l'*Arabian American Oil*, plus connue sous le nom de l'Aramco.

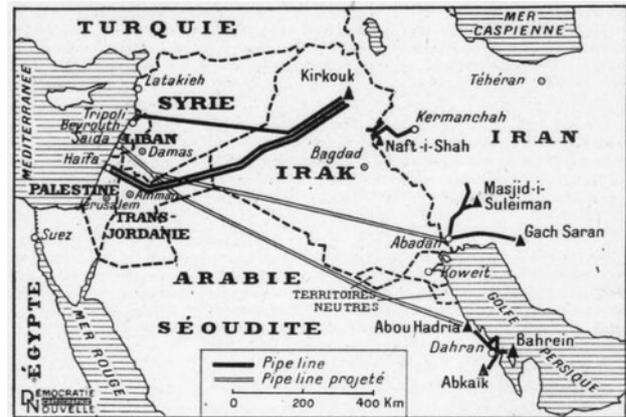
Leur participation à la Compagnie française des Pétroles leur donne, d'autre part, une place dans les concessions, de cette société en Iran, Syrie, Liban, Palestine, Arabie et Chypre.

La consolidation de la position des États-Unis dans l'exploitation du pétrole favorise une pénétration économique plus généralisée dans ces pays et le développement de leur influence politique.

D'ores et déjà, l'impérialisme américain joue un rôle important dans la direction des affaires politiques de l'Iran. Le roi Ibn Séoud, souverain d'Arabie Saoudite, est aujourd'hui le

plus fidèle défenseur de la politique américaine au Moyen-Orient. Le Yémen a été entraîné dans l'orbite américaine.

Les promesses de Wall Street, les avances de dollars et tous autres subterfuges trafiqués dans le dos de l'impérialisme anglais lui ont acquis une influence prépondérante dans les milieux dirigeants de l'Égypte.



### Intrigues autour de la « Grande Syrie »

De ce fait, la « Ligue arabe » groupant les représentants des gouvernements arabes du Proche et Moyen-Orient, et qui fut naguère une carte dans les mains de l'Angleterre, est aujourd'hui divisée à peu près par moitié entre les influences anglaises et américaines : Arabie saoudite, Yémen, Égypte, d'une part, Transjordanie, Irak, d'autre part, la Syrie et le Liban étant les moins stabilisés entre les pressions opposées.

Cette expansion de l'impérialisme américain n'est pas sans susciter une sérieuse inquiétude dans les milieux impérialistes anglais qui font tous leurs efforts pour stopper (ou du moins freiner) la montée de l'influence américaine.

Des heurts violents ont déjà marqué cette résistance de Londres, dans ces pays où l'Intelligence service a déployé une intense activité et où les exploits du célèbre colonel Lawrence demeurent comme un symbole des méthodes de l'Intelligence service du temps de l'apogée de l'impérialisme britannique. Tous les moyens paraissent bons aux impérialistes dans ce pugilat. Assassinats, coups d'État, renversement de gouvernements qui ont marqué la vie politique récente des pays du Moyen-Orient, traduisent souvent ces rivalités.

L'année dernière, le roi du Yémen, pour avoir manifesté ses intentions de satisfaire les prétentions américaines, fut tué par les agents anglais. Ce qui n'empêcha d'ailleurs pas la décision de revenir aux Américains. La guerre de Palestine fut l'épisode le plus sanglant de ces rivalités sordides.

Les experts coloniaux de Londres, s'efforcent par ailleurs de maintenir et consolider leur position en concluant des traités militaires bilatéraux avec les puissances arabes qui leur demeurent fidèles.

Battus en brèche au sein de la Ligue arabe, ils portent de gros efforts vers la réalisation de leur fameux projet de « Grande Syrie », baptisé aujourd'hui « Union du Croissant fertile », qui prévoit le rassemblement dans un même État, et sous la couronne de la dynastie hachémite — dont le roi Abdallah de Transjordanie est le représentant — de la Transjordanie, de la Palestine arabe, de l'Irak, de la Syrie et du Liban.

Les Britanniques, incitent le roi fantoche Abdallah, dont le conseiller politique et militaire est le général anglais Glubb Pacha à la réalisation de ce projet rejeté par les peuples de ces pays et en particulier par les peuples syriens et libanais jaloux de leur souveraineté et désireux d'obtenir une véritable indépendance.

La venue au jour de ce projet longuement mûri, permettrait à l'impérialisme anglais d'assujettir totalement ces pays et d'opposer un bloc plus efficace au développement de l'influence américaine...

C'est dans le cadre de ces rivalités d'intérêts impérialistes qu'il faut replacer les récents événements de Syrie. De plus en plus, la Syrie devient la pomme de discorde entre les impérialistes anglais et américains. Certes, elle n'a pas de concessions pétrolifères en exploitation, mais sa position géographique lui confère une importance toute particulière dans le domaine du transport du pétrole.

D'ores et déjà d'immenses pipelines sillonnent les pays du Moyen-Orient. Celui partant de Mossoul et Kirkouk en Irak et se divisant en deux branches : l'une qui amène le pétrole à Haïfa, en Palestine, après avoir longé la frontière syrienne, l'autre qui aboutit à Tripoli, au Liban.

Il s'agit d'évacuer les pétroles irakiens dans lesquels l'impérialisme britannique a une position prépondérante.

Pour le transport du pétrole américain de l'Arabie saoudite à la Méditerranée, la compagnie américaine *Transarabian Pipeline* projetait la construction d'une immense conduite de 1.700 kilomètres de long, partant de Bahrein pour rejoindre le port de Saïda en Syrie.

La construction d'un tel pipeline, provoquant un essor considérable de la production américaine, compromettrait dangereusement tout à la fois la politique des prix des compagnies anglaises, les bénéfices qu'elles réalisent au moyen de leur flotte pétrolière, et surtout la position du pétrole sterling sur le marché méditerranéen et en Europe.

D'où la volonté anglaise de maintenir à tout prix les États riverains de la Méditerranée, et en premier lieu la Syrie et le Liban, en dehors de l'orbite américaine et de faire obstacle au passage du pipeline projeté.

### De El-Azen à Hinnaoui

Les événements de cette dernière période expriment les intrigues et pressions réciproques des deux impérialismes s'appuyant chacun sur une partie de la grande bourgeoisie réactionnaire syrienne qui, depuis longtemps, a perdu tout sens de l'intérêt national pour se vendre au plus offrant.

Les fluctuations successives de la politique des gouvernements syriens situent les avantages marqués par l'un ou l'autre des impérialistes dans cette lutte sordide.

Dans ce jeu, l'impérialisme français a pris sa place en tant que valet servile de ses maîtres américains au Moyen-Orient, comme d'ailleurs le reste du monde.

Jusqu'en novembre 1943, le gouvernement syrien, présidé par Djemil Mardam, qui restait profondément sous l'influence anglaise, se refusait à répondre à l'accord formulé par la *Tapline* concernant le passage du pipeline américain, et s'opposait à la signature de l'accord financier franco-syrien.

A cette date Mardam fut renversé et son successeur, le président du conseil El Azem, s'appretait à signer cet accord avec la *Tapline* et l'accord financier avec la France, lorsque le 30 mars, à la veille de la signature de ces contrats, il fut à son tour renversé par le coup d'État de Zaïm.

Des publications comme *Temps Nouveaux* et *Le Monde* se rejoignaient pour écrire que le camp Anglo-hachémite venait de remporter un succès certain. L'attitude de Zaïm devait désigner l'Angleterre comme étant l'instigateur du coup d'État en Syrie.

Au correspondant du *Times* venu l'interviewer, Zaïm indiquait : « Je souligne particulièrement les intérêts réciproques de la Syrie et de l'Irak. »

Pendant le même temps, une activité fébrile était menée par Abdallah roi de Transjordanie, et par Nouri Saïd, premier ministre d'Irak, tous deux créatures des Anglais, pour la réalisation immédiate du projet de la Grande Syrie dans son adaptation nouvelle « Le Croissant fertile » : Nouri Saïd se rendait en mission à Damas ; une commission spéciale pour l'élaboration d'une convention économique entre les deux pays était instituée ; le roi Abdallah déclarait que « les événements de Syrie étaient une étape importante vers la création de la monarchie panarabe de la Grande Syrie ».

Voyant qu'en cas de réussite du plan d'Abdallah, les pétroliers britanniques pourraient régner sans partage dans cette région, les Américains s'efforcèrent de le torpiller. Spéculant sur l'opposition des masses populaires à ces plans, ils organisèrent en Syrie des manifestations contre le projet de « Grande Syrie ».

En contrepoints au projet anglais de monarchie des Hachémites, ils mettent en avant un projet de bloc antihachémite dirigé par les cours royales d'Égypte et d'Arabie saoudite. En même temps se multiplient les interventions auprès de Zaïm.

Des promesses alléchantes lui sont faites pour l'amener à un changement de sa politique et l'associer à l'entreprise yankee.

Les « arguments » semblent avoir été convaincants, puisqu'ils ont eu pour effet un raidissement du dictateur à l'égard de la politique Anglo-hachémite ; il signa la ratification des accords pétroliers avec la *Tapline* ainsi que celles des accords financiers franco-syriens.

Le gouvernement français ne ménagea pas dès lors ses sympathies au colonel. Les valets de plume de l'impérialisme français chantèrent les louanges de cet homme qui a institué dans son pays un régime de terreur et

d'esclavage. L'hebdomadaire londonien *New Statesman and Nation* du 20 août 1949, chiffrait à 3 milliards de francs les sommes octroyées par la France au dictateur.

Mais l'Intelligence service ne s'avoue pas vaincu et, le 13 août, intervient le coup d'État du colonel Sami Hennaoui qui vient tout remettre en question. Consternation à Paris. Inquiétude à Washington.

Il n'est pas possible de ne pas voir de nouveau la main des agents de l'impérialisme anglais dans le changement de dictateur à Damas.

Les États hachémites (Irak et Transjordanie) s'empressèrent de reconnaître le nouveau régime syrien. Les autorités britanniques réunirent immédiatement à Londres, les chefs de file hachémites autour du roi Abdallah. La conférence de Londres, écrivait *Le Monde* du 25 août, « cherche en quelque sorte à cristalliser rapidement les avantages hachémites obtenus à la faveur de la crise syrienne. »

De son côté, le *Times*, du 26 août, écrivait : « quelques-uns parmi les Syriens les plus réfléchis pensent maintenant que le moment est venu pour une fusion entre États arabes du Nord. »

Contrairement à ce qui s'était passé lors du précédent coup d'État, l'Intelligence service semble avoir pris ses précautions. Le colonel Hennaoui ne cumule pas les fonctions politiques et militaires. Il demeure « à la tête » de l'armée syrienne, sous le contrôle direct d'un chef d'état-major britannique.

Aussi, malgré les apaisements qu'a cru devoir donner le nouveau gouvernement syrien, tout laisse supposer une reprise de la politique Anglo-hachémite. Toutefois, il ne faudrait pas croire que l'impérialisme américain reste sur cette défaite. Selon le journal *Combat*, du 29 août, une « Commission économique spéciale », bénéficiant d'un luxe d'effectifs, de moyens et de patronages officiels, s'apprêterait à quitter Washington pour le Moyen-Orient. La partie n'est pas encore décidée.

## La lutte et l'avenir du peuple syrien

Cette suite d'événements révèle l'ampleur des contradictions économiques et politiques qui, dans cette région, opposent les impérialistes anglais et américains.

Une telle situation ne facilite certes pas la coordination d'une politique commune, et en particulier la réalisation du pacte de la Méditerranée orientale comme complément du pacte de guerre de l'Atlantique, car chacun cherche à s'assurer la prépondérance dans le nouveau bloc projeté, comprenant très bien que le maître du nouveau bloc deviendra en même temps celui de la riche région pétrolifère du Moyen-Orient.

Mais ces rivalités d'intérêts ne doivent pas nous faire perdre de vue la réalité des liens des deux impérialistes sur le plan de la lutte contre les forces démocratiques montantes, en particulier contre l'Union soviétique et les démocraties populaires pour la sauvegarde du système capitaliste.

Au Moyen-Orient, comme dans le monde entier, les impérialistes tempèrent leurs divisions, afin de créer des bases stratégiques anti-soviétiques et d'écraser le mouvement de libération nationale des peuples de ces pays, leur révolte à la fois contre les plans d'asservissement anglais et américains constituant un obstacle essentiel à la réalisation des plans de guerre communs.

Les gouvernants et les régimes ont pu succéder en Syrie, la politique de répression antidémocratique et antinationale est restée la même.

Les autorités américaines et anglaises se sont ingéniées à mettre en avant l'épouvantail communiste, qu'elles ont elles-mêmes inventé, pour effrayer la grande bourgeoisie gouvernante, qui, par peur de son propre peuple s'est lancée dans la pire des violences contre les éléments progressistes, facilitant ainsi d'autant la réalisation des plans expansionnistes des impérialistes.

« *Les détenus sont torturés sauvagement par le fer chauffé et le courant électrique. On les frappe, on les fouette, on leur arrache les ongles des mains et des pieds...* », écrivaient, dans un mémorandum récent à Trygve Lie, secrétaire général de l'O.N.U., stigmatisant le régime du dictateur Zaïm.

Ainsi se confirment les paroles clairvoyantes prononcées par le leader du parti progressiste américain Henry Wallace, qui

proclamait dans un de ses discours : « *Les monopoles pétroliers ne peuvent tolérer la pénétration des idées de progrès et de démocratie dans le Proche-Orient, car ce serait la fin du régime féodal grâce auquel ils ont des profits si fantastiques.* »

Mais l'avenir n'appartient pas aux monopoles pétroliers. Ceux-ci ne peuvent, malgré les assassinats et les tortures, faire taire la volonté des peuples de ce pays qui rejettent toutes les tractations sur la « Grande Syrie » ou tous autres artifices de domination des uns ou des autres.

L'avenir de la Syrie appartient au peuple syrien. Aux ouvriers, aux masses paysannes, aux intellectuels et à toutes les forces démocratiques, qui, sous la direction de la classe ouvrière, renforcent leur union dans une lutte courageuse contre les impérialistes anglais et américains et contre leur propre bourgeoisie aux ordres, pour l'indépendance de leur pays, la démocratie et la paix, conditions d'un avenir meilleur.

La libération par le nouveau gouvernement syrien des détenus politiques, ainsi que ses déclarations sur sa volonté de respecter le libre jeu des « institutions démocratiques », traduisent l'ampleur de cette lutte et le souci de Hennaoui de ne pas affronter de face l'hostilité populaire grandissante, en même temps que de rechercher une base de masse que les coups d'États successifs ont certainement très rétrécie.

Le combat du peuple syrien rejoint celui que mènent dans le monde tous les partisans de la paix contre les forces de réaction et de guerre, car une victoire des fauteurs de guerre impérialistes signifierait un renforcement de l'oppression nationale en Syrie.

À ce combat, ils apportent une contribution effective en affaiblissant le dispositif stratégique des fauteurs de guerre dans cette sphère que ceux-ci considèrent comme décisive.

L'intensification de cette lutte, en union toujours plus étroite avec toutes les forces démocratiques dans le monde, voilà pour le peuple syrien le chemin le moins coûteux dans la voie d'une véritable indépendance. ■

# La stratégie expansionniste de la Turquie semi-bureaucratique semi-capitaliste et la promotion de son idéologie islamo-nationaliste

Cet article vise à présenter les grandes lignes de la stratégie turque et l'idéologie de l'État turc, comme État semi-bureaucratique semi-capitaliste et donc semi-féodal, ce qui est pour nous l'aspect principal du caractère de l'État turc actuel. Ce panorama est une base pour comprendre sérieusement et sur une base matérialiste dialectique la situation. Cela appelle d'autres analyses plus poussées sur les éléments particulier découverts et présentés dans cet article.

La Turquie est devenue dans les années 2010 un État semi-bureaucratique semi-capitaliste en mesure de réaliser une expansion dans le cadre de la crise générale du capitalisme de notre époque, exactement comme l'Iran, le Mexique, le Maroc ou l'Argentine par exemple, mais d'une envergure moindre que la Russie, l'Inde ou le Brésil. À mesure que le pays s'industrialisait à la remorque des pays plus avancé, il s'est transformé sur une base semi-féodale, mise en place sur le tas par les islamistes de l'AKP.

On traduit habituellement le nom de ce parti par « Parti de la Justice et du Développement », mais il y a aussi un jeu de mot à saisir, dans le sens où *Ak* signifie aussi « blanc » ou « pur », c'est-à-dire non corrompu, en langue turque.

La stratégie économique a été alors de développer des industries tournées vers le marché intérieur, à mesure que le pays s'urbanisait, en lançant une vaste politique de grands travaux publics et d'équipement énergétique notamment, mais aussi d'équipement ménagers et agro-alimentaire puis de s'élancer à la conquête des marchés de la diaspora installée en Europe notamment ainsi qu'en direction des voisins, dans les Balkans et au Levant, et dans une moindre mesure dans le Caucase.

L'idée générale était alors de faire de la Turquie un État capitaliste mettant de côté l'influence de l'armée et de sa mainmise sur l'État et les grandes entreprises, en encourageant le développement d'une nouvelle classe moyenne grâce à la croissance.



Pour le dirigeant de l'AKP, Recep Tayyip Erdoğan, qui règne de fait sur la Turquie depuis le début des années 2000, il s'agit de promouvoir une Turquie de travailleurs entrepreneurs, ayant accès à la société de consommation, de produits turcs, regardant des séries turques vantant l'histoire nationale et pratiquant un islam de petits-bourgeois loyalistes et conservateurs.

La formule « *Les minarets seront nos baïonnettes, les coupoles nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats* » qui avait valu à Erdoğan quatre mois de prison en 1998 pour incitation à la haine, était en fait surtout un défi lancé à l'hégémonie des militaires sur l'État et la société. Mais depuis son arrivée au pouvoir, l'idéologie d'Erdoğan n'a cessé d'osciller.

Soutenu même par les petites-bourgeoisies nationales kurde et arménienne au départ, en raison de son orientation libérale-conservatrice et de sa démarche municipaliste, plus favorable aux minorités nationales que les nationalistes kémalistes d'alors, il a ensuite évolué vers une promotion de l'islam plus hégémonique, s'appuyant sur les Frères musulmans et le Qatar, et se dégageant des confréries tribales auxquelles il était initialement plus liées, jusqu'à assumer ce qu'il a fini par désigner de néo-ottomanisme.

Cette idéologie typiquement petite-bourgeoise se veut une pseudo-vision du monde, mais reste un bricolage inabouti et en permanente recomposition. C'est le ministre des Affaires Étrangères Ahmet Davutoglu (entre 2009 et 2014), qui a été le véritable théoricien de cette vision islamiste-nationaliste des relations internationales, surtout après la crise financière américaine de 2008 et l'ébranlement de la rive sud de la Méditerranée qui s'est en suivi lors des « Printemps arabes ».

Il faut voir que l'on a là moins affaire à une idéologie qu'à une stratégie, une stratégie expansionniste d'un État semi-bureaucratique semi-capitaliste relativement fragilisé par la crise, et dont le sol se dérobe sous ses pieds à mesure que celle-ci se généralise, étranglant ses capacités de développement en interne, menaçant ses capacités financières, qui a poussé à dévaluer la monnaie de manière massive pour maintenir l'État et l'économie nationale à flot.



Cette dévaluation s'est accompagnée d'une politique d'expansion et d'agressivité commerciale stratégique plus intense. L'État turc est de fait poussé à la fuite en avant pour juguler l'inflation et contenir la crise interne. Cette détermination a poussé Erdoğan à clarifier la stratégie de l'État turc dans la bataille pour le partage du monde qui se développe, notamment depuis sa réélection en 2023.

D'une manière générale, selon sa perspective, l'époque qui vient sera le « siècle de la Turquie » (*Türkiye Yüzyılı*), qui entend se tailler sa place dans le repartage du monde.

Cette expansion doit s'effectuer sur la base d'une politique industrielle et commerciale agressive que Recep Tayyip Erdoğan définit par la formule : croissance par l'investissement, l'emploi, la production, les exportations, l'excédent du compte courant (*yatırım, istihdam, üretim, ihracat, cari fazla yoluyla büyüme*). Recep Tayyip Erdoğan s'affirme ici absolument déterminé à poursuivre coûte que coûte cette expansion en poursuivant d'injecter encore plus de crédit et de liquidité dans l'économie turque malgré une inflation des prix ces derniers mois.

Cette expansion doit aussi se manifester par la réalisation de grands travaux d'équipement, comme le monstrueux projet du Kanal Istanbul par exemple, devant relier la mer Noire à la mer Méditerranée pour augmenter le trafic maritime. L'objectif est de moderniser la Turquie et la doter d'infrastructures en mesure d'en faire une puissance capitaliste complète.

Cette expansion doit encore se manifester par une politique industrielle restructurant profondément l'appareil de production turc, afin de faire émerger des monopoles en mesure de s'élancer à la conquête des marchés émergents, et même de l'Europe, comme le sont par exemple Beko pour l'électroménager et comme est censé le devenir TOGG (pour « Cartel des industries automobiles de Turquie, *Türkiye'nin Otomobili Girişim Grubu*), présenté comme la première marque nationale automobile de Turquie, devant conquérir le marché de la voiture électrique en Europe.

Mais le fleuron principal de cette expansion telle que l'a présentée Recep Tayyip Erdoğan lors de la campagne électorale en 2023, est désormais à nouveau le secteur de la défense, devenu ainsi qu'il l'a souligné, national et indépendant à 80%, et désormais exportateur.



Recep Tayyip Erdoğan a très largement souligné le lien entre le développement de cette industrie, la croissance turque et l'expansion nationale de la Turquie, comme « puissance de l'Islam », devant galvaniser les masses, les « 85 millions de turcs » que Recep Tayyip Erdoğan veut élancer vers le futur qu'il imagine dans le cadre de l'expansion capitaliste bureaucratique turc, en faisant de la Turquie une puissance indépendante du capitalisme mondialisé, et en saisissant l'opportunité de la crise pour prendre agressivement le plus de poids possible.

Et pour que cette dernière idée soit la plus claire possible, il a martelé du début à la fin de son discours la force que donne à l'expansion militariste de la Turquie un des fleurons de son appareil militaro-industriel : les drones de la firme Baykar, fondée par un de ses soutiens industriels Özdemir Bayraktar. Il a notamment mis en avant le nouveau modèle, le drone KIZILELMA, qui est en fait un avion de combat sans pilote, à la puissance de feu supérieure à tous les modèles précédents.

Cet appareil a été annoncé une première fois lors de la fête islamique du Sacrifice en 2021, pour une mise en service en 2023, après donc les élections et au moment surtout où la Turquie allait fêter le centenaire de la fondation de la République, dont Recep Tayyip Erdoğan entendait faire le point de départ de la refondation d'une nouvelle puissance turque, dans une perspective romantico-eschatologique.

D'où le nom de ce drone, dont le président turc a répété le nom et souligné le sens mystique : *Kizil Elma* signifie en effet « pomme rouge » en turc, et cela est devenu un symbole ultranationaliste très connu en Turquie.

Il recycle une vieille légende turco-islamique, où les forces militaires turques sont censés faire la conquête de la « pomme rouge », qui était le surnom de Constantinople, en ce qu'il s'y trouvait, devant l'immense basilique Sainte-Sophie, devenue aujourd'hui la mosquée Aya Sofya, une statue équestre de l'empereur romain Justinien tenant une pomme d'or, devenu rouge avec la patine du temps, et annonçant la future conquête du monde.



Saisissant cette pomme rouge, en abattant cette statue après la prise de Constantinople en 1453, le symbole est resté comme devant annoncer la chute des autres « pomme rouge » en Occident, Vienne et Rome.

L'imaginaire semi-féodal des nationalistes turcs modernes a fait de ce symbole une métaphore de l'expansionnisme agressif de la Turquie, comme devant s'imposer au monde pour accomplir la domination islamique dont la Turquie est le meilleur agent, en ciblant de manière oblique l'Occident, tout en ne le ciblant en fait pas formellement.

Depuis, la Turquie s'est insérée dans la politique chinoise du « multilatéralisme » afin de se dégager autant que possible de l'alliance américaine, et pour mettre notamment la pression sur ces principaux rivaux : la Russie et l'Iran.

C'est dans cet esprit que la Turquie a lancé son alliance des États turciques (*Türk Keneşi*), rassemblant les pays d'Asie centrale afin notamment d'appuyer les Ouïgours lorsque cela lui est utile, et surtout l'Azerbaïdjan, que la Turquie appuie largement dans sa conquête du Karabagh et sa pression pour dépecer l'Arménie. Mais cette alliance compte aussi la Hongrie de Viktor Orban, prête à jouer sur tous les tableaux, et la République de Chypre du Nord, sous son contrôle militaire.

Sortie de son alliance avec l'Azerbaïdjan, ce bloc n'a cependant aucune effectivité réelle, et il a notoirement échoué à se développer vers les Balkans. Cependant, cet échec a été compensé par une politique d'influence et de réseau largement activé par les services de renseignement turcs, le MIT (*Millî İstihbarat Teşkilatı*), très présents dans la diaspora turques en Europe et déployés militairement en Syrie et en Irak auprès de la minorité nationale turkmène dans ces pays.

Ce sont ces éléments qui permettent de développer un discours expansionniste, qui ne vient pas directement de l'AKP et du président Erdoğan ou de son entourage, mais d'éléments satellites de celui-ci.

C'est par exemple un ancien amiral de l'armée turque, Cem Gürdeniz, qui a théorisé la doctrine de la « patrie bleue » (*Mavi Vatan*), c'est-à-dire un exemple de revendication devant faire de la Turquie la puissance hégémonique en Méditerranée et en Mer Noire, en affrontant notamment la Grèce, soutenue par la France, qui développe depuis le début des années 2020 en particulier une hostilité croissante à l'égard de l'expansionnisme turc.



Plus généralement, c'est le plus souvent le petit parti MHP (*Milliyetçi Hareket Partisi*), ou parti d'action nationaliste turc, qui s'est donné la tâche de développer l'idéologie islamiste-nationale néo-ottomane qui doit appuyer la stratégie turque. Ce parti est très actif pour mettre en avant des chansons, de la poésie, des livres, organiser des conférences etc pour promouvoir son idéologie, avec le soutien non dissimulé de l'armée, de l'AKP et du MIT.

Ce parti, fondé par le militant pan-turc ouvertement raciste Alpaslan Türkeş (mort en 1997) dans les années 1960, repose initialement sur l'idéologie de Nihâl Atsız (1905-1975), un théoricien national-socialiste, fanatiquement antisémite et opposé à l'islam, et même au pan-touranisme « culturel » de Ziya Gökalp (1876-1924), promoteur de la laïcité turque, voyant l'islam comme une éthique panthéiste à séculariser, au motif que Ziya Gökalp était kurde et donc non racialement turc.

Le racisme biologique de Nihâl Atsız a été abandonné par Alpaslan Türkeş dans les années 1960, et le MHP s'est alors ouvert à la petite-bourgeoisie kurde et même arménienne. Ainsi, le promoteur de l'emblème de ce parti, le drapeau rouge ottoman avec trois croissants, a été inventé par Levon Panos Dabağyan (1933-2017), un Arménien considérant qu'il n'y a jamais eu de génocide des Arméniens et soutenant le retour à un Empire ottoman modernisé, considéré comme un des « pères fondateurs » du néo-ottomanisme islamo-nationaliste par les cadres du MHP.

Encouragée par l'intense propagande historico-nationaliste et islamiste du régime, cette idéologie ronge toute la société turque mais appuie surtout sa stratégie d'expansion. Le référence néo-ottoman et l'islam conservateur de marché que promeut Erdoğan lui assure le soutien des Frères musulmans et du Qatar.

Sur ces bases, la Turquie a pris des position sérieuses en Afghanistan, dans les Balkans, dans le Caucase, mais aussi en Somalie et dans certains pays africains au côté de la Chine notamment, et désormais au Levant en Syrie. Son expansionnisme se heurte partout à la Russie et à l'Iran, ainsi qu'à la France dans une moindre mesure, et ses succès relatifs ne peuvent que l'encourager à continuer à avancer et à multiplier les provocations.



La Turquie tente de se ménager une place entre les États-Unis et la Chine en tirant profit de tout pour avancer ses positions tant qu'un espace semble exister dans l'étau du conflit qui se développe entre ces deux puissances.

La Turquie est ainsi notamment parvenue à gagner en apparence les Talibans à son islamisme conservateur de marché, avec le soutien du Qatar, tout comme elle a plus ou moins réussie à satelliser les jihadistes de Hayat Tahrir Al Sham (HTS) de Abou Mohammed al-Joulani, en satisfaisant autant les intérêts américains, exigeant une rupture avec le jihadiste « révolutionnaire » d'Al-Qaeda que les intérêts chinois à l'instauration de régimes non alignés sur l'Occident dans ces pays, mais stables et sans revendication islamistes internationales, notamment en raison de la question Ouïgoure.



De fait le régime turc piège implacablement la Turquie dans les insurmontables contradictions qui la tiraillent historiquement depuis l'effondrement tragique de l'Empire ottoman et son entrée tragique dans le mode de production capitaliste.

Désormais au prise des griffes de son propre chauvinisme semi-féodal qui n'a jamais été liquidé, qui s'exprime plus que jamais par son appareil militaro-industriel porté par la crise ouverte en 2020, qui semble lui laisser un espace, la Turquie est à un tournant de son Histoire. Son régime national-conservateur l'élance d'un pas ferme et décidé dans l'Apocalypse. ■



# Les narcotrafics comme expression du cannibalisme social dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme

## La désorganisation issue de la pandémie de Covid-19

Avant les années 2010, le trafic de drogue était essentiellement composé de gens agissant à la marge. Il s'agissait surtout de se faire un peu d'argent par la contre-bande, puis très vite on réintérait une vie normale, sauf pour les noyaux durs des mafias.

À partir des années 2010 commence à se structurer des réseaux militarisés, disposant d'une main d'œuvre fiable et agissant par terreur pour contrôler et étendre leurs points de distribution. Un des faits qui marque le basculement est la mort d'un jeune guetteur de 16 ans à la cité du Clos la rose à Marseille, à la fin novembre 2010, tué de plusieurs balles de kalachnikov tirées par un commando à bord d'une voiture. Lors de cette « expédition punitive », un jeune de 11 ans revenant du centre-ville et à l'écart des trafics est lui aussi pris pour cible, s'en sortant par chance malgré qu'il ait reçu 5 balles.

Comme pour le reste de l'économie, l'irruption du Covid-19 est venu perturber de plein fouet les réseaux structurés et stabilisés dans les années 2010. Lors du premier confinement mis en œuvre face à la première vague de Covid-19 en mars 2020, l'État n'a pas pu faire face à la pression opérée à l'intérieur des prisons.

De fait, des très nombreuses personnes condamnés pour trafic de drogue ont été libérées et se sont revenues dans leur quartier d'origine. Sur les près de 6600 prisonniers libérés, une partie était concernée par les trafics de drogue ; ceux pour terrorisme, acte criminel ou violence intra-familiale étant exclus des modalités de libération anticipée.

*C'était là ouvrir la boîte de pandore car dans le contexte de désordre général occasionné par la pandémie, il ne pouvait que se produire un bond qualitatif vers une nouvelle situation.*

La rupture des chaînes d'approvisionnement et l'explosion de la production de drogues, notamment de cocaïne qui a suivi, appelait à la renégociation des marchés de distribution.

Cet enjeu avait bien été souligné par la revue *Crise* en avril 2020. Il y était écrit :



« Le marché de la drogue est plus que tout autre conditionné par le flux-tendu. La rupture d'approvisionnement a été fatale, et cela d'autant plus que de nombreux consommateurs ont constitué des stocks juste avant le confinement. On a là aussi un aspect de la profonde décomposition morale, psychologique, d'une partie de la jeunesse masculine française, littéralement paralysée par la crise.

L'effondrement de l'offre s'est donc réalisée en parallèle d'une explosion de la demande, avec une chute d'au moins un tiers du trafic. Le résultat a été que les prix ont explosé, avec une hausse estimée entre 30 à 60 %.

La barrette de 100 grammes de cannabis est par exemple passée de 280 à 500 euros en une semaine, augmentant les rivalités entre bandes de dealers. »

De ce fait, les associations de criminels formés avant la crise du Covid-19 ont du revenir à la charge de manière plus affirmée, tant dans leur capacité d'approvisionnement que dans celle du contrôle de la main d'œuvre et des points de distribution.



Il a fallu garantir les anciens points de distribution mais aussi et surtout en conquérir de nouveaux, occasionnant de nombreux règlements de compte, participant à la réorganisation-désorganisation générale des anciens réseaux. L'affrontement le plus connu étant à Marseille entre la « Yoda » et la « DZ Mafia » pendant l'année 2023.

Un autre aspect a été l'explosion de la production consécutive à l'explosion de la consommation, notamment de cocaïne et de drogues de synthèse. En 2023, on parle de cinq millions de consommateurs de cannabis, mais aussi de près de 600 000 de cocaïne.

Cette nouvelle tournure est marquée par l'implication croissante de jeunes, voir de très jeunes personnes recrutées sur les réseaux sociaux pour occuper les postes du bas de l'échelle du trafic mais aussi pour remplir des missions de liquidation de concurrents ou d'intimidation de tout un point de deal.

Dans le contexte de crise générale du capitalisme, il a fallu reconquérir les anciens points de deal, tout autant que s'élargir. Cela a débouché sur le renforcement des réseaux, allant jusqu'à la cartellisation, la transformation en véritable cartel ou du moins un grand pas en ce sens, comme l'illustre la « DZ Mafia ».

Tout cela n'aurait pas été possible sans avoir au préalable un état d'esprit favorable, tout à la fois du côté des consommateurs et du côté des « travailleurs » (« charbonniers », « charkleurs »...).

La décompression psychique d'après les confinements a ainsi produit un terrain social et culturel propice à l'éclosion de personnalités mi-zombies, mi-gangster ainsi qu'à banaliser la consommation généralisée de drogues dans la société allant jusqu'au relativisme le plus complet quant aux conséquences du trafic.

## Lumpenprolétaires et zombie life-style

Les « émeutes » de juin 2023 à la suite de la mort du chauffard Nahel ont rappelé à la France le poids social et culturel pris dans la société par le lumpenprolétariat. Ce poids se caractérise par le triomphe de la mentalité du « petit seigneur » qui permet à des individus décomposés de se relancer dans la vie capitaliste par la terreur anti-sociale.

C'est un retour en arrière en ce qu'il remet au goût du jour la mentalité esclavagiste. C'est-à-dire dans une société capitaliste développée où l'individu-égocentré doit se valoriser sur les marchés de la société de consommation en utilisant et exploitant les autres par des moyens de truquage, de combine, de mensonge, voir pour certains la violence. C'est le cannibalisme social ou « l'art » de manger les autres pour favoriser sa propre existence, sa propre valorisation sociale.

Si l'on ajoute à ce contexte historique le fait que certains pans du lumpenprolétariat se trouvent d'ores et déjà ancrés dans des mécanismes de reproduction sociale permettant une certaine stabilisation autour du trafic de drogue, ainsi que le climat général de fatigue psychique sur fond d'esprit récréatif-libéral, on a alors les conditions historiques pour que l'extension du narcotrafic se réalise sans obstacles de taille.

Plus généralement, l'individualisme, l'entrepreneur conquérant, la survivance d'une mentalité à moitié féodale dans une immense partie du monde, « l'happycratie » récréative permanente, l'oubli de soi et d'autrui forment autant de valeurs issues d'une société bourgeoise en putréfaction qui produit en retour des horreurs, des monstres.

Car dans la couche du lumpenprolétariat, ces valeurs qui accompagnent le modèle de la réussite bourgeoise ne peut que prendre une tournure morbide et mortifère.

C'est là que se joue le retour en arrière comme moyen de parvenir à gagner de grosses sommes d'argent : c'est la quête de l'argent rapide que l'on espère obtenir à peu de frais dans une société qui a abandonné toute envergure morale et culturelle.

Cela aboutit à des faits terribles comme ce 6 octobre 2024 où le chauffeur VTC Nassim Ramdane est abattu par un adolescent de 14 ans sur la route d'une mission visant à liquider des concurrents pour le compte d'un donneur d'ordre de 23 ans agissant depuis sa prison.

Cet adolescent avait lui-même des parents incarcérés pour trafic de drogue, errant par conséquent entre familles d'accueil, foyers et points de deal, avant donc de devenir « charcleur » (tueur à gage, sorte de sicario à la française). On a là de très jeunes personnes en décrochage total avec la réalité, totalement désensibilisées au contact d'autrui et du réel.

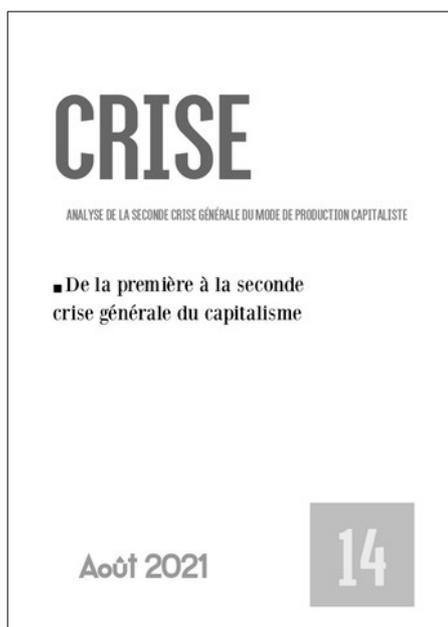


Ainsi comme l'a souligné à plusieurs reprises les précédents numéros de la revue *Crise*, les débuts de la seconde crise générale du capitalisme se matérialise par une spécificité historique, celle d'un lumpenprolétariat en roue libre.

À la différence des XIXe et XXe siècle, notre époque est marquée par l'inexistence d'une classe ouvrière organisée, au sens où c'est une classe irresponsable quant à sa mission historique, et par une bourgeoisie décadente qui ne porte plus rien de positif, de constructif. Il n'y a donc plus d'encadrement social effectif qui tienne.

Dans un tel contexte, le lumpenprolétariat cannibalisé devient l'agrégateur d'un style, d'une mode valorisée et valorisante pour des tas de zombies de la métropole. Ce mode de vie, car c'en est un, se propage alors à tous les étages de la société, avec donc son attitude, ses codes, ses habits, sa musique, son mode de déplacement. On pensera ici à bon nombre de clips de rap valorisant ce mode de vie.

Ce mode de vie se nourrit du pire de la bourgeoisie « moderniste » et du pire des restes du passé féodal.



Pour la bourgeoisie, la valorisation typique des comportements *lumpen* est un miroir inversé de sa propre condition cosmopolite, anti-sociale, ultra-individualiste, de la même manière que la mentalité de petit seigneur agissant pour sa propre compte sans égard pour autrui est le reflet de l'ultra-riche ayant coupé les ponts avec le reste de la société.

En mettant en avant une telle attitude qu'elle qualifie de « populaire » car ayant une lecture misérabiliste et populiste du monde, la bourgeoisie espère se protéger du feu de la lutte des classes en paralysant la classe ouvrière. En ce sens, la substance de la seconde crise générale ne diffère pas ici de la première crise générale avec un lumpenprolétariat qui joue toujours ce rôle de supplétif culturel de la bourgeoisie.

En somme, on peut résumer un des aspects de la seconde crise générale comme suivant : crise du capitalisme + décadence de la bourgeoisie = valorisation du lumpenprolétariat = banalisation du cannibalisme social.

### **L'État bourgeois dépassé par la situation**

Comme on le sait, la bourgeoisie ne pense pas, elle ne planifie pas. Lorsque la crise du Covid-19 a tout désorganisé, elle n'avait pas conscience du phénomène, moins encore des conséquences. C'est tout à fait vérifié avec la question des prisonniers libérés lors du premier confinement et de manière plus générale sur le délitement de la prison comme moyen d'isoler les éléments anti-sociaux.

De nombreux réseaux de trafic sont ainsi pilotés directement par des détenus emprisonnés, la prison ne jouant plus aucun rôle contre l'extension des mafias. Car au-delà du fait que des dealers continuent leur business malgré leur emprisonnement, la prison est une plateforme de rencontre où des alliances se nouent, permettant aux réseaux de se transformer progressivement en des cartels.

Une des raisons à ce processus réside dans le déploiement de nouveaux moyens technologiques tels que l'usage de drones pour se faire acheminer des téléphones portables.

Bien qu'infiltrés et craqués en 2020 par la gendarmerie, il faut citer les EncroPhone, des téléphones sécurisés aux messageries cryptées, déjà utilisés par certains cartels mexicains ayant permis d'éviter de trop grosses saisies policières.

Mais c'est surtout dans le relâchement du personnel pénitentiaire et de tout l'appareil d'État que réside le problème, avec une tendance à *laisser-faire, laisser-passer* dans le but de gagner la paix civile dans des prisons surchargées.

Un fait marquant illustrant ce processus est sans aucun doute l'exfiltration par un commando ultra-militarisé du détenu Mohammed Amra dans le département de l'Eure au péage d'Incarville lors d'un de ses déplacements à bord de véhicules de l'administration pénitentiaire d'une prison de Normandie vers une autre. Outillés d'armes de guerre, le commando est parvenu à localiser le convoi et à le bloquer en sens inverse à la sortie du péage, faisant directement feu et tuant deux agents.

En décembre 2024, soit sept mois plus tard, le fugitif Mohammed Amra n'a toujours pas été retrouvé, ni même les membres du commando. C'est dire la capacité d'intervention des mafias en France contre, ou plutôt face à l'État lui-même.

Bien que des signaux étaient au rouge, et que des événements hallucinants tels que l'affrontement tribale et armée à Dijon en juin 2020 sur lesquels la revue *Crise* s'était penché alors, l'État n'imaginait pas qu'un convoi pénitentiaire puisse être attaqué par un commando ultra-militarisé. La faillite est ici palpable et le réveil douloureux avec une société qui a brutalement pris conscience des enjeux réels.



Cette déliquescence du rôle de la prison est un témoin direct de l'érosion des capacités de direction de la bourgeoisie, devenue incapable de faire appliquer correctement des peines en visant la protection de la société dans son ensemble. Car dans les faits, cette relative prise de contrôle des dealers sur les prisons aboutit à renforcer leur emprise sur les territoires, et donc à déliter les liens sociaux.

La sécurité n'est plus garantie dans certaines parties du territoire du pays avec pour conséquence le quasi remplacement de l'État par les réseaux criminels dans la gestion des affaires courantes. On parle ici d'immeubles, voir de quartiers tout entier. Le réseau prend ainsi en charge ses salariés sur un mode féodal, avec notamment des dommages et intérêts versés à la famille de jeunes « guetteurs » ou « charbonneurs » assassinés.

De manière plus générale, ce sont les jeunes les plus décomposés qui se retrouvent pris en charge par ces réseaux, devenant ainsi de la main d'œuvre disponible pour l'ensemble du réseau, c'est-à-dire évoluant au gré des jours sur plusieurs points de deal de la région.

De fait, une telle « socialisation » n'aurait pas été possible sans la diffusion des téléphones portables et des réseaux sociaux qui rendent la communication pour les recrutements sécurisées et fiables. On est plus dans le dealer vivant et évoluant dans son propre quartier, mais dans un secteur économique qui a réussi à « salarier » une partie de la jeunesse lumpen.

Cette prise de contrôle social s'étend maintenant vers le contrôle des flux légaux locaux et la remise en question de la présence étatique elle-même. En valent pour preuve les rackets d'épicerie et de petits commerces à Marseille, l'intimidation débouchant sur la fermeture d'une agence d'office HLM dans un quartier à Nantes en 2023, la déviation de lignes de bus en banlieue lyonnaise la même année, la suspension du distribution du courrier postal dans un quartier de Saint-Nazaire ou bien la fermeture d'une cantine scolaire à Échirolles en 2024.



Ce qui se passe, c'est bien la tendance à la « mexicanisation » de la France, avec des poches territoriales où les mafias imposent un « nouvel » ordre fondé sur un retour en arrière fait de racket, de règne de la terreur de type seigneuriale, mais aussi d'encadrement social et culturel d'une partie de la jeunesse.

La bourgeoisie avait établi un « deal » avec les trafics en tant qu'expression historique : l'État devait laisser relativement la drogue circuler pour garantir la paix sociale, mais cela ne devait pas déborder un cadre délimité. Par-exemple, les bailleurs HLM acceptent le paiement en cash des loyers, ce qui en dit long sur la tolérance envers les revenus du narcotrafic.

Mais depuis l'irruption de la crise en 2020, de nombreux faits attestent d'agissements de trafiquants débordant du cadre et impactant la vie civile elle-même : la société française est au début de la prise de conscience du poids considérable pris par les agissements des réseaux de drogue.

Pourri par le libéralisme et par un nivellement vers le bas de ses propres cadres salariés dirigeants, la bourgeoisie est dépassée par la

situation. Quoi qu'elle fasse, elle ne peut plus grand-chose contre le narcotrafic et cela pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, il y a la situation financière d'un État au bord de la faillite, devant forcément chercher à limiter le budget en faveur des forces régaliennes comme la police et la gendarmerie, et cela même dans un contexte où ces mêmes forces sont accaparées par le travail administratif et la gestion des violences intra-familiales ne restant plus dans le silence des vies privées.

Mais là n'est pas l'aspect principal. La question de fond réside dans la nature d'un capitalisme en crise qui a trop laissé couler les choses, avec une corruption de basse intensité qui agit comme le meilleur corrosif. L'État a laissé faire en ne bousculant pas trop les choses afin de garder un peu de calme civil, se retrouvant vite pris au piège des sommes colossales en jeu, permettant une masse de corruption.

On parle ici de rémunérations folles pour réaliser des « petits faits » opérés aux bons endroits des maillons des trafics : fermer les yeux sur le déplacement d'un conteneur transportant de la drogue dans un port, faire traîner la rédaction d'un acte juridique le rendant caduque, faire fuiter par erreur des données d'un fichier de police permettant la fuite ou le déplacement des « nourrices », conserver quelques kilos de drogues chez soi, participer à l'investissement dans un bail commercial légal pour faciliter le blanchiment...

Enfin, on notera ici le rôle important joué par la monnaie fiduciaire, dont l'économie légale qui pourrait être définitivement remplacé par la monnaie scripturale mais cela entraverait les trafics et son rôle dans l'accumulation capitaliste.

C'est la raison pour laquelle l'institut de statistique (INSEE) de l'État bourgeois a intégré en 2018 le trafic de drogue dans le calcul du PIB. C'est là le reflet de l'intégration du trafic de drogue comme secteur du capitalisme, jouant un rôle particulier dans la circulation du capital tout autant dans la métropole impérialiste que dans certains pays semi-coloniaux, semi-féodaux.

### **L'imbrication des têtes de réseau dans les pays semi-féodaux semi-coloniaux**

Le trafic de drogue ne pourrait exister dans son ampleur actuel sans qu'il n'y ait une imbrication profonde avec des pays tels que le Maroc, l'Algérie, la Thaïlande, Dubaï.

D'abord parce que ce sont des zones arrières éloignées des ennuis immédiats du trafic, ensuite parce que les têtes se trouvent au plus près de la production de la drogue. On sait comment la vallée du Rif au Maroc est le premier producteur de cannabis illégal à destination de l'Europe. Enfin, surtout, ces pays sont importants car ils regorgent de facilités pour le blanchiment de l'argent.



On parle de pays aux traditions féodales, favorisant les échanges contractuels informels sans être trop regardant sur l'origine des sommes en jeu. Aussi Dubaï et la Thaïlande forment des espaces de vie typique pour satisfaire ces gros capitalistes cherchant à dépenser leur argent dans la décadence la plus totale. Cela alimente en retour les aspirations régressives des salariés d'exécution du réseau, cherchant à atteindre au plus vite ce train de vie.

Ces pays sont également des points d'appui pour le blanchiment de l'argent. Le chiffre d'affaire d'un point de deal se partage en frais fixes, comme payer les salariés du réseau, les voitures, les armes, etc., et le reste revient au gérant-propriétaire qui se doit donc de trouver une solution pour réutiliser des sommes astronomiques disponibles seulement en liquide.

Pour ce faire, un trafiquant peut jouer la carte du réinvestissement de sommes de moyenne importance dans des petits commerces comme des épiceries, des kebab, « barber shop », etc.

Il y a aussi la prise de contrôle des boîtes de nuit pour générer ensuite des fausses factures facilement dissimulables du fait des sommes dépensées en liquide lors de soirées spéciales. La mort de Nicolas devant la discothèque Le Seven à Saint-Peray le 31 octobre 2024 relevait d'une de ces tentatives de prise de contrôle.

Mais il y a d'autres moyens plus complexes. Ce sont par-exemple les partenariats avec des entreprises de construction qui emploient une main d'œuvre non déclarée issue de l'immigration, et a donc besoin de cash. Les trafiquants interviennent dans le blanchiment par ce biais là, et les patrons des entreprises montent des sociétés écrans générant des fausses factures pour rembourser les sommes en cash. Cette forme de blanchiment ne pourrait exister sans le processus d'émigration-immigration des pays semi-coloniaux, semi-féodaux vers les métropoles impérialistes.

Enfin et surtout, il y a le rôle joué par les « sarrâfs » qui signifie « agent de change » en arabe. Un « sarrâfs » est une sorte de financier occulte, dont l'origine vient du Moyen-Age lorsque des banquiers facilitaient les échanges le long des routes commerciales du Moyen-Orient en pratiquant l'hawala.



L'hawala est une méthode de transfert d'argent informel qui repose entièrement sur la confiance entre les contractants qui se connaissent sur une base le plus souvent communautaire. L'argent de la drogue est ainsi remis à des collecteurs agissant pour le compte du « sarrâfs » qui dispose d'équivalents dans d'autres pays et remet cette somme à la tête de réseau dans le pays où il réside.

Très difficile à tracer et fondé sur une confiance interpersonnel, le système des « sarrâfs » permet de blanchir des sommes très importantes... Cela peut également fonctionner sous la forme de « compensations » immobilières ou foncières. Ce système de l'hawala est central pour le blanchiment des sommes les plus importantes du trafic, notamment pour acquérir des terrains ou des immeubles.

Le développement de pays tels que le Maroc ou bien Dubaï, ayant bénéficié du développement capitaliste de ces trente dernières années, permet d'offrir une base arrière aux têtes de réseaux tout en continuant à proposer des relations aux mœurs semi-féodales essentielles au maintien des formes de blanchiment.

### **Un exemple : les prétentions « républicaines » de Fabien Roussel du PCF contre les narcotrafics**

À Grenoble en septembre 2024, Lilian Dejean, un agent public en service était abattu par balles par un meurtrier issu du narcobanditisme. C'est que la narcotraffic à Grenoble s'est emparé de nombreux endroits de la ville et de ses banlieue, faisant régner un climat de terreur insupportable pour bon nombre de gens.

C'est le cas notamment du quartier Saint-Bruno dans le centre-ville régulièrement touché par des règlement de compte par armes à feu, la direction de l'école situé aux abords de la place centrale modifiant parfois les itinéraires de sortie scolaires des enfants. Face au pourrissement de la situation, 300 habitants organisés dans un collectif se sont rassemblés samedi 23 novembre 2024 pour exiger une prise en charge de la sécurité. On parle de fusillades régulières dans une ambiance délétère de terreur, certaines balles ayant récemment atteint des logements et avec des itinéraires de sortie scolaire devant être déviés pour éviter la place centrale du quartier.

Or Grenoble, c'est aussi sa banlieue avec une tradition liée à l'implantation du PCF, ce qui avait fait une ceinture rouge. Échirolles relève de cet héritage avec un mairie tenue par le PCF depuis 1944. Dans un de ses quartiers de la ville, le narcobanditisme pratique une terreur quotidienne, avec notamment un point de deal devant l'école Elsa-Triolet, poussant dernièrement le maire à fermer la cantine scolaire. À Saint-Martin-d'Hères, commune limitrophe d'Échirolles dirigée par un maire soutenu par le PCF, c'est un « drive » pour la drogue qui est installé au cœur d'une aire de jeu pour enfants....

C'est la raison pour laquelle Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, s'est rendu en Isère mardi 26 novembre 2024 en mettant en avant cette thématique. Après s'être rendu à un rassemblement de 400 personnes à l'appel de la maire d'Échirolles pour demander l'installation d'un commissariat de plein exercice, il s'est rendu à Pont-de-Claix pour apporter son soutien aux salariés de l'industrie chimique Vancourex menacée de fermeture, avant de terminer par un meeting à Fontaine sur le thème de la sécurité et de la lutte contre les narcotrafics.

Fabien Roussel a joué le tribun populaire, avec la prétention de « *prendre la tête de ce combat à gauche dans tout le pays* ». Il y a distillé des formules chocs, comme « *Barrons la route à la drogue* », « *Délinquants en col blanc, en prison comme tout le monde* ». Et la maire PCF d'Échirolles Amandine Demore de parler du trafic d'armes et de drogues comme le « *pire du système capitaliste* ».

Des formules qui frappent mais sont totalement vaines... Car pour le PCF, l'expansion du narcobanditisme serait seulement la faute de l'État, rien que de l'État avec la perte d'effectifs dans les instances régaliennes (police, justice, douanes, enquêteurs...). Le combat contre le narcobanditisme serait le « *combat de tous les républicains* », « *au-delà des clivages* ».

En bon élève le PCF veut présenter un projet de lutte contre le narcotrafic au Ministère de l'intérieur début janvier 2025, dont on sait déjà qu'il ne sera guère différent de ce que contient finalement le rapport du Sénat de mai 2024. En effet, selon Fabien Roussel, il s'agirait d'avoir



plus de policiers et douaniers en lien avec une traque des réseaux bancaires du blanchiment pour en finir avec le narcotrafic.

Évidemment, ce sont là des aspects de la bataille, mais qui en néglige la nature fondamentale : celle de la mobilisation du peuple sur des valeurs nouvelles. Ce que ne dit pas le PCF c'est que le pourrissement du capitalisme engendre forcément un pourrissement des mentalités, une moisissure de l'esprit fait de passivité et de fuite en avant dont la drogue est un des exemples les plus morbides et mortifères. Le problème est ainsi historique et culturel et non pas seulement « sécuritaire ».

Le PCF s'est laissé couler et ses anciens bastions se sont transformés en des pointes avancées du deal. C'est vrai de la banlieue de Grenoble comme de la Seine-Saint-Denis. Il faut se souvenir ici de la mort en juin 2020 par règlement de compte à Saint-Ouen d'un jeune homme présenté comme chef du point de deal local tout en étant sympathisant du PCF, apprécié de ce parti lui-même !



Le PCF a continué sa vie tranquille marquée par la sociabilité associative « père ». Ainsi Fabien Roussel peut-il encore parler lors de son meeting à Fontaines d'une vie pleine de rêves à Grenoble car elle serait une ville entourée des montagnes et de la chartreuse (alcool local très fort) et des « meilleures vins rouges ». Le PCF peut donc avancer un combat « républicain », cela est carrément démagogique car en diffusant l'idée d'une possible « vie tranquille » à l'ombre d'un État déliquéscent, il dessert la prise de conscience populaire de l'ampleur des tâches à réaliser.

## **Le poids pris par les narco-trafics impose la construction d'un nouvel État**

La lutte contre la place prise par les narco-trafics en France ne peut donc se passer d'une lutte des classes aiguë. La faillite de l'État bourgeois dans le contexte de la seconde crise générale ne pourra pas endiguer réellement l'extension des *narcos* car il y a un besoin de répression absolue tant de la bourgeoisie décadente que du lumpenprolétariat.

Le business de la drogue a trouvé à se nourrir de la déstructuration du tissu prolétarien, en exploitant habilement des pans du lumpenprolétariat se retrouvant en errance totale. Une errance favorisée par une situation sociale marquée par la paupérisation absolue du fait d'un pays n'ayant plus de base industrielle en mesure de socialiser par le travail l'ensemble de la population.

De fait, la Révolution visant le Socialisme en France se doit de prendre en compte cette problématique avec en ligne de mire le changement moral. Car ce dont il va s'agir, c'est de modifier les consciences pour éradiquer le poids croissant de la consommation de drogue. Il va falloir combattre les consommateurs qui permettent à de tels trafics de prospérer car l'offre n'existe que parce qu'il y a une demande. À cela s'ajoute un pouvoir d'État planifiant l'industrialisation du pays pour réintégrer grâce à *des camps de travail* les errements du lumpenprolétariat tout autant que pour mater sévèrement les responsables de la bourgeoisie décadente. ■

## Série de faits de violence anti-sociale issus du narco-banditisme impactant la vie civile en France depuis mars 2023

- 4 mars 2023 : dans le quartier Nord de Nantes, le bailleur social Nantes Métropole Habitat est fermé depuis plusieurs semaines après des intimidations et menaces de mort proférées par des dealers à proximité.
- 24 avril 2023 : à Marseille, cité La Busserine, un homme d'une soixantaine d'années meurt après avoir reçu des balles de kalachnikov alors qu'il jouait aux cartes à la table d'un café
- 10 mai 2023 : à Marseille, cité Saint-Joseph, une femme de 43 ans meurt tuée par balle alors qu'elle se trouvait dans sa voiture.
- 22 août 2023 : à Nîmes, quartier Pissevin, un enfant de 10 ans est tué par balles alors qu'il rentrait en voiture avec son oncle d'une sortie au restaurant.
- 10 septembre 2023 : à Marseille, cité Saint-Thys, une jeune étudiant de 24 ans est tuée d'une balle de kalachnikov dans la tête alors qu'elle se trouvait dans sa chambre.
- 19 octobre 2023 : à Montpellier, cité Saint-Martin, un homme tir au fusil à pompe à l'aveugle vers 21h. Une balle pénètre la salle de bain d'un appartement du 5<sup>e</sup> étage de l'immeuble, blessant une femme de 25 ans.
- Nuit du 25 au 26 novembre 2023 : À Dijon, quartier de Stalingrad, un homme de 55 ans meurt après avoir reçu des balles de kalachnikov alors qu'il dormait dans sa chambre de son appartement situé au 1<sup>er</sup> étage. L'immeuble a été mitraillé, avec près de 60 douilles retrouvées sur place.
- 14 mai 2024 : au péage d'Incarville dans l'Eure, un commando armé de kalachnikov extirpe d'un convoi pénitentiaire le détenu impliqué pour trafic de drogue Mohammed Amra. Deux agents pénitentiaires sont tués, trois sont blessés.
- 8 juin 2024 : à Marseille, cela fait un an qu'un centre médico-psychologique (CMP) est fermé à cause des violences de dealers exercées à proximité.
- 13 juin 2024 : à Rennes, la mairie ferme la bibliothèque du quartier de Maurepas le samedi car la sécurité n'est pas assurée pour les agents du fait d'un point de deal à proximité.
- 22 juin 2024 : à Cannes, deux individus cagoulés sur une moto tirs des balles de kalachnikov dans le quartier de la Frayère. Une balle traverse la cuisine d'une habitante.
- 2 juillet 2024 : à Nice dans le quartier Bon Voyage, des individus masqués patrouillent en plein après-midi dans le quartier armés de kalachnikov.
- 6 juillet 2024 : à Cahors, un père de famille d'origine russe de 36 ans est battu à mort par des dealers après s'être opposé à l'installation d'un point de deal en bas de chez lui.
- 17 juillet 2024 : à Nice, sept membres d'une même famille, dont trois enfants de 5, 7 et 10 ans, meurent dans l'incendie de leur appartement après que deux individus ait mis le feu à plusieurs étages de l'immeuble dans le cadre d'une « guerre de territoire ».
- 8 septembre 2024 : À Grenoble, un dimanche matin, l'agent municipal en fonction Lilian Dejean est abattu par des balles de petit calibre tirées par un trafiquant sorti de boîte de nuit et en délit de fuite après avoir causé un accident de voiture.
- 21 septembre 2024 : à Villeurbanne, plusieurs impacts de balle sont constatés sur la façade d'un immeuble. Des balles traversent un appartement, endommageant une télévision et un canapé du salon.
- 24 septembre 2024 : la mairie PCF d'Échirolles ordonne l'évacuation d'un immeuble habité par une vingtaine de familles exposées à un « danger de mort permanent » du fait de la dégradation avancée des parties communes par les dealers

- 25 septembre : les professeurs du collège Mallarmé à Marseille exercent leur droit de retrait après des tirs d'armes de guerre sur l'établissement (87 impacts) et un tag « coffee » (signifiant un point de deal) sur l'un des murs de l'enceinte scolaire.
- 27 septembre 2024 : à Caluire-et-Cuire, les habitants cherchent à déloger des dealers venus s'installer dans le quartier. Certains sont blessés par des coups de couteau.
- 3 octobre 2024 : le chauffeur de VTC Nassim Ramdane est tué par un jeune « sicario » car il aurait refusé de le conduire lui et un de ses complices pour aller assassiner un concurrent.
- 9 octobre 2024 : une vidéo est diffusée sur les réseaux sociaux où l'on voit des individus armés, habillés de noir et cagoulés devant une table ornée d'un banderole « DZ Mafia » dans un but de « non-revendication » du meurtre du chauffeur VTC Nassim Ramdane et d'un autre concurrent.
- 12 octobre 2024 : à Marseille, un bus de la ligne 23 est contraint de s'arrêter après qu'un individu armé à bord d'un scooter ait visé le bus car recherchant des passagers. La zone est connue comme l'un des plus gros points de deal de la ville, avec des bus forcés de zigzaguer entre les barrages filtrants construits par les trafiquants.
- 20 octobre 2024 : à Marseille, la direction de la RTM fait dévier une ligne de bus passant à proximité de points de deal pour protéger les chauffeurs d'une « balle perdue » issue de règlements de compte.
- 24 octobre 2024 : à Bordeaux, à 17h, un groupe de migrants liés au trafic de drogue attaque avec du mobilier urbain des commerçants sur un cours du centre-ville.
- 26 octobre 2024 : à Rennes, un père, probablement lié au trafic de drogue, avec son fils de 5 ans, est pris en chasse par un véhicule avec des individus armés à bord qui font feu. L'enfant de 5 ans est touché par balles à la tête.
- 31 octobre 2024 : à Poitiers, un affrontement violent oppose plusieurs dizaines d'individus après que certains soient venus mitrailler un « fast-food » sur la place Coimbra du quartier des Couronneries. Cinq blessés sont constatés.
- 31 octobre 2024 : à Saint-Peray en Ardèche, un jeune homme venu faire la fête est tué à l'arme de poing devant la discothèque Le Seven dans le cadre d'une tentative de prise de contrôle par la « DZ Mafia » de la boîte de nuit.
- 1<sup>er</sup> novembre 2024 : dans le quartier nord de Nantes, un tir de kalachnikov traverse les pièces d'un appartement.
- 13 novembre 2024 : à Marseille, une supérette des quartiers de nord est ciblée par un commando armé de la « DZ Mafia » en vue de son extorsion.
- 18 novembre 2024 : Au quartier la Trévale à Saint-Nazaire, un pompier en tournée de vente de calendriers est agressé par une dizaine de jeunes liés au point de deal, l'obligeant à prendre la fuite.
- 20 novembre 2024 : à Saint-Nazaire, la direction de la poste suspend la distribution du courrier à une adresse impactée par le trafic de drogue et ses violences régulières. Il est envisagé de continuer la distribution du courrier « en dehors des horaires d'ouverture du point de deal ».
- 25 novembre 2024 : à Marseille, un individu asperge d'essence la porte d'un appartement où résidait une policière récemment licenciée, quelques jours après une autre tentative d'incendie du même appartement et des coups de feu sur l'immeuble.  
Le même jour, un commando armé attaque le bureau de l'Office anti-stupéfiants de l'aéroport Roissy Charles de Gaulle pour récupérer une vingtaine de kilogramme de cocaïne géolocalisée par les trafiquants.